

هكذا من راحل

Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO
MULTIMÉDIA

■ La vie «de l'autre
côté du périph'»
■ Jeux de stratégie
sur ordinateurs



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16436 - 7,50 F

DIMANCHE 30 NOVEMBRE - LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'affaire Elf menace désormais des personnalités politiques

UN ANCIEN responsable d'Elf-Aquitaine international affirme que le groupe pétrolier a, jusqu'en 1993, versé, sur des comptes bancaires suisses, des salaires de complaisance à « une quarantaine » de personnalités et proches de responsables politiques. Mais l'enquête judiciaire s'oriente surtout vers l'entourage de Roland Dumas. Incarcéré depuis le 5 novembre, Christine Deviers-Joncour, ancienne collaboratrice du président du Conseil constitutionnel, est soupçonnée d'avoir bénéficié d'avantages consentis par Elf. Son appartement parisien, acheté 17 millions de francs en 1992, aurait été payé par Elf. De plus, la mise en examen d'un de ses proches, Gilbert Miana, écroué vendredi 28 novembre, établit un lien avec une « tentative d'escroquerie » au préjudice de Thomson, lors de la vente de frégates militaires à Taiwan, en 1991.

Lire page 9

Le défi climatique divise la planète

● L'année 1997 a battu le record de chaleur moyenne ● 165 pays participent à la conférence de Kyoto qui s'ouvre, lundi, au Japon ● L'Union européenne et les Etats-Unis proposent des moyens différents pour lutter contre l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre

CENT SOIXANTE CINQ pays se réunissent à partir du lundi 1^{er} décembre à Kyoto, au Japon, pour tenter d'établir un protocole international de réduction des gaz à effet de serre, responsables d'un réchauffement climatique qui menace les équilibres de la planète. La réduction doit essentiellement porter sur les émissions de gaz carbonique, produits de la combustion du pétrole et du charbon. Ces deux sources d'énergie sont à la base du fonctionnement des économies modernes.

Tout en reconnaissant la gravité du problème du réchauffement climatique, les Etats-Unis et l'Union européenne sont profondément divisés sur les moyens à mettre en œuvre pour maîtriser le phénomène des émissions de gaz. Les Américains n'envisagent qu'une stabilisation des rejets alors que les Européens préconisent une réduction de 15 % à l'horizon 2010. Washington souhaite en outre développer un « marché de la pollution » que les Quinze n'envisagent



qu'avec une extrême réticence. L'engagement ou non des grands pays émergents du sud comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, à limiter immédiatement leurs émissions de gaz, divise encore l'Europe et les Etats-Unis.

Les Etats-Unis apparaissent relativement isolés puisque seuls les pays anglo-saxons - Canada, Australie et Nouvelle-Zélande - les soutiennent, à l'exception du Royaume-Uni. Mais la majorité des milieux industriels sont favorables à leurs propositions. L'ensemble des pays du sud, à l'exception des pays de l'OPEP, ainsi que les ONG ont pris partie pour l'Europe.

A la veille de l'ouverture de la conférence, on apprend que les climatologues britanniques ont établi que l'année 1997 sera la plus chaude depuis que les relevés de température existent. C'est la cinquième fois que le record de chaleur moyenne est battu depuis 1990.

Lire page 2

La cohabitation se durcit

■ L'Elysée soupçonne
Lionel Jospin
de chercher
à marginaliser
Jacques Chirac

■ Enquête
sur des relations
de plus en plus
tendues

■ Le Front national
à l'arrière-plan
du débat
sur la nationalité
à l'Assemblée

Lire pages 6 et 7

La leçon de silence du mime Marceau

Portrait du Français « le plus connu dans le monde », qui, à l'Espace Cardin de Paris, fait revivre Bip, cet autre lui-même créé en 1947.

p. 12

■ Plébiscite au PS

Avec une participation record et plus de 90 % des voix, les militants socialistes ont élu François Hollande premier secrétaire.

p. 8

■ Le partage de la Palestine

Cinquante ans après le vote des Nations unies approuvant la création d'un Etat juif en terre arabe, le partage de l'ancienne Palestine se fait toujours attendre.

p. 14

■ Internet se dédouble

Le contenu de certains sites diffère selon le logiciel avec lequel on les consulte. L'unicité de la Toile, qui était l'un des fondements d'Internet, est menacée.

p. 20

■ Les atouts du PEP

Dans nos pages « Placements », les possibilités de rentes défiscalisées offertes par le plan d'épargne populaire.

p. 17 à 19

■ « Grand Jury »

Dominique Voynet est l'invitée du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 30 novembre à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 5 F ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 225 PTA ; France, 7,50 F ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 1,25 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 400 FR ; Pays-Bas, 10 D ; Norvège, 14 KRW ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 5 F ; Suède, 10 KSE ; Suisse, 2,50 S ; Turquie, 1,25 TL ; USA (NY), 25 \$; USA (autres), 3,00 \$.

M 0146 - 1130 - 7,50 F



La « Coccinelle » d'Israël n'est pas le diable incarné

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ses parents l'appellent encore Yaron. Mais il y a beau temps que « Sharon » Cohen s'est chirurgicalement débarrassé des attributs qu'elle n'apprécie que chez le sexe opposé. Homme ou femme, la chanteuse du Neguev célébrée en Israël sous l'appellation de « Dana International » ? Jusqu'à la semaine dernière, hormis ses fans qui sont jeunes, nombreux et ethniquement divers, la question n'ébranlait pas vraiment les structures de l'Etat juif.

Epaisses chevelures brunes ou blondes, selon les saisons, longues jambes et bas résille sous des minijupes, la « Coccinelle » d'Israël - c'est, en français, le mot adopté par Phébreu pour désigner une transsexuelle - a spectaculairement choisi son camp. Dans un pays où le machisme triomphant est de plus en plus contesté et où l'idole des jeunes, Aviv Geffen, est un petit iconoclaste réformé, anti-militariste, maquillé, efféminé à souhait et massacrée patiemment des tabous du judaïsme, « Dana International » ne dérangeait pas grand monde. Pas même les hommes et les femmes « en noir » puisque cette frange or-

thodoxe - et importante (20 %) - de la population juive israélienne s'interdit en principe de regarder la télévision, inaliénable source « d'immodestie et de mauvaises idées ».

Mais voilà que « Sharon » Cohen a été choisie parmi plusieurs centaines de postulants pour représenter Israël au grand prix Eurovision de 1998. Emoi général et polémique nationale garantis. Articles dans les gazettes, débats animés à la télé et discussions à la Knesset autour d'une seule et lancinante question : l'Etat juif peut-il être représenté, dans un concours international qui tombe l'année même des célébrations de son cinquantième, par « un être hybride » ? Les deux Israël, « l'ancien et le moderne » dont parlent les sociologues pour différencier les citoyens laïcs des religieux et traditionalistes, s'affrontent : « Où, ailleurs dans le monde, doit-on vérifier l'identité sexuelle d'un artiste ? » s'est émue la travailliste Yaël Dayan, fille du fameux général.

« C'est une abomination ! s'étrangle Shlomo Ben-Zvi, député du parti sépharade ultra-orthodoxe Shas et membre de la coalition de M. Nétanyahou. Non, cette créature hybride, à mi-chemin entre homme et femme, n'est vrai-

ment pas le genre de produit adéquat pour représenter le peuple élu. Quand je pense qu'il fut un temps où nous étions la lumière des nations et que nous diffusons maintenant la plus sombre obscurité aux goyim [non-juifs]... » Shlomo Ben-Zvi est en colère. Son collègue et ami Gabriel Boutoul, représentant du Shas au CSA local, a très officiellement demandé l'abandon immédiat de la candidature eurovisionnelle de « Sharon » Cohen. Pour M. Boutoul, qui a saisi de l'affaire « tous les chefs de ports de la Knesset », le débat est déjà tranché : « C'est un choix déviant qui m'entraîne en tant que juif, a-t-il dit. On ne sait même pas si c'est un homme ou une femme... »

Dans le quotidien Maariv du jeudi 27 novembre, l'intéressée a simplement rétorqué qu'elle avait été choisie « pour représenter tous les citoyens d'Israël, et pas l'Etat juif ». « Pour moi, a-t-elle précisé, les haredim [ultra-orthodoxes] sont des juifs, pas des israéliens... Ces gens-là pensent que je suis le diable incarné. Ils veulent régenter la vie avec des lois d'il y a deux mille ans. Qu'ils me laissent tranquille ! Dieu ne leur appartient pas. »

Patrice Claude

Lire page 4

Théâtre français à Londres



GERALDINE MCEWAN

STAR en Grande-Bretagne, Geraldine McEwan joue actuellement Les Choix de Ionesco, au Royal Court Theatre de Londres. Jusqu'au 20 décembre, la capitale européenne à la mode accueille la première Saison du théâtre français autour de troupes venues de France ou de productions anglaises de pièces françaises, comme Roberto Zucco, de Koltès, par la Royal Shakespeare Company. Un succès inattendu.

Lire page 24

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Jean, météorologie	22
Société	9	Carnet	23
Horizons	12	Culture	24
Entreprises	16	Gold	26
Placements	17	Radio-Télévision	27

Lire la suite page 15
et nos informations page 5

Crise asiatique, malaise mondial

IL Y A un peu plus d'un mois, les économistes affichaient pour la plupart une grande sérénité face aux retombées de la tourmente financière en Asie. Certains voyaient même dans le ralentissement de la croissance à venir une bonne nouvelle permettant d'éviter la surchauffe aux Etats-Unis et de maintenir des taux d'intérêt faibles en Europe.

Ce discours apaisant a aujourd'hui disparu. Tant que les turbulences restaient limitées à des pays émergents (Thaïlande, Malaisie, Philippines et Indonésie), les spécialistes pouvaient parier - après le passage obligé par des interventions du FMI et des plans de rigueur - sur un retour rapide à la confiance. Mais à partir du moment où l'onde de choc atteint Hongkong et Taiwan, et déstabilise la Corée du Sud et le Japon, oozème et deuxième économie du monde, la crise change de nature.

La chute en cascade depuis six mois des devises et des places boursières d'Asie a mis au jour les faiblesses profondes des économies d'une région longtemps moquée en exemple pour son dynamisme. L'Asie, qui a servi de lo-

comotive à la croissance du monde, ne pourra plus jouer ce rôle dans les années à venir.

Si rassurer les gestionnaires de fonds internationaux sur la solvabilité de la Corée ou des grandes banques japonaises reste indispensable pour mettre un terme aux turbulences, ce seul remède ne sera pas suffisant. La Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, la Corée, le Japon et peut-être même Taiwan, Singapour et Hongkong sont condamnés à changer de modèle de développement.

La transition prendra du temps, elle sera douloureuse et concernera les économies occidentales. Le président américain, Bill Clinton, l'a reconnu, mardi 25 novembre, à la fin du sommet du Forum de coopération économique Asie-Pacifique à Vancouver, en annonçant pour la première fois des retombées négatives sur l'économie américaine « si la confiance, la croissance et le progrès ne sont pas rétablis dans toute l'Asie ».

Eric Leser

GRANDES ÉCOLES

Agir en responsable, c'est toute une école

Apprendre à des jeunes à exercer leurs actions dans l'entreprise, qu'il s'agisse de commerce ou de service, de gestion ou de contacts terrain, c'est tout l'objectif de l'ISEG, plus qu'une formation, c'est une expérience humaine et professionnelle qui est donnée aux étudiants : maturité, sens de l'initiative, engagement, volonté d'acquiescer, valoriser l'initiative.

Pour le plus grand plaisir de nos étudiants et des entreprises qui les accueillent.

- ISEG 847 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 848 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 849 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 850 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 851 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 852 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 853 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 854 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 855 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 856 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 857 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 858 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 859 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 860 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 861 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 862 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 863 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 864 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 865 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 866 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 867 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 868 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 869 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 870 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 871 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 872 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 873 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 874 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 875 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 876 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 877 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 878 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 879 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 880 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 881 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 882 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 883 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 884 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 885 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 886 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 887 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 888 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 889 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 890 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 891 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 892 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 893 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 894 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 895 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 896 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 897 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 898 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 899 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre
- ISEG 900 - 10 rue de la République - 92000 Nanterre

POUR TOUTES INFORMATIONS, TÉLÉPHONER
ou écrire à ISEG Centre Info :
28, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris

ISEG, CE SONT NOS ÉTUDIANTS QUI FONT NOTRE ÉCOLE

هكذا من راحل

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 30 NOVEMBRE - LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1997

RÉCHAUFFEMENT Les représentants de 165 gouvernements se retrouvent à partir de lundi 1^{er} décembre à Kyoto pour négocier un protocole international de réduction

des gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique. ● DE PROFONDES DIVERGENCES opposent les Etats-Unis et l'Europe sur les moyens à mettre en œuvre pour ma-

triser le phénomène avant qu'il ne modifie le climat de la planète. ● DEUX CAMPS sont en présence: d'un côté, les pays anglo-saxons derrière les Etats-Unis; de l'autre, les

pays du Sud, dont la Chine, avec les Quinze. ● ASSOCIÉS À LA NÉGOCIATION de Kyoto, les milieux industriels appuient les positions américaines tandis que les ONG soutiennent les

objectifs européens de réduction. ● LE JAPON, qui accueille cette conférence, aimerait, en jouant un rôle de médiateur, conquérir un statut de grande puissance diplomatique.

Les Etats-Unis et l'Europe s'affrontent à la conférence climatique de Kyoto

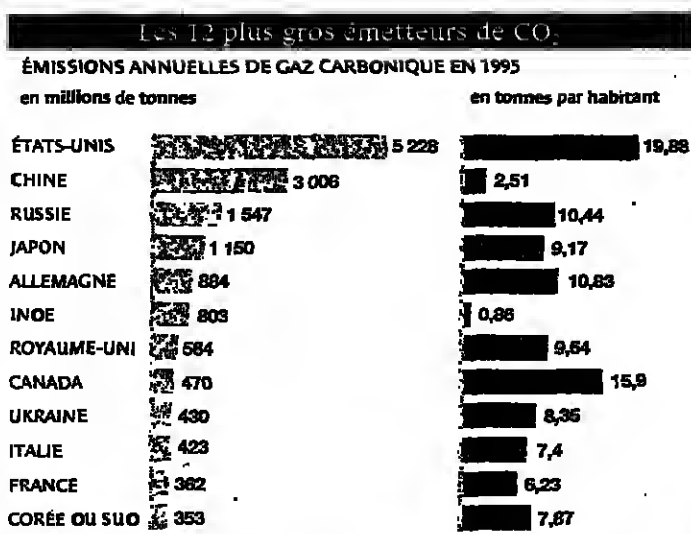
Les conditions de réduction des gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique, devraient faire l'objet d'un protocole international. Objectifs contraignants ou recours au marché, participation des pays du Sud ou pas, les divergences sur la méthode divisent la planète en deux camps

DEUX mauvaises nouvelles attendent les délégués des 165 pays signataires de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques qui doivent se réunir, du 1^{er} au 13 décembre, à Kyoto, pour élaborer un protocole international de réduction des gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique (*Le Monde* du 26, 27 et 28 novembre).

Les climatologues britanniques du centre de prévision météorologique de Hadley et de l'université d'East Anglia ont établi que l'année 1997 sera, en moyenne, la plus chaude de toutes celles qu'on a pu observer depuis 1860. Le record sera ainsi battu pour la cinquième fois depuis le début de la décennie. Le « signal » du réchauffement global que la plupart des scientifiques croient voir dans la hausse de la courbe des températures s'en trouve un peu plus confirmé.

RÉALITÉ ÉTABLIE

Autre mauvaise nouvelle: Eurostat a fait savoir, jeudi 27 novembre, que les émissions de gaz carbonique (CO₂), principal responsable d'un renforcement de l'effet de serre, ont augmenté de 1,7 % dans l'Union européenne en 1995 par rapport à l'année précédente. L'Europe, qui passe pour le meilleur élève dans la lutte contre l'effet de serre, n'a pas un aussi bon dossier que ça. Quant aux Etats-Unis, on a appris il y a quelques semaines que leurs émissions ont grimpé en un an de 3,4 %. Le dossier américain est



Rapportées à leur population, les émissions de la Chine et de l'Inde sont encore loin d'atteindre le niveau des pays industrialisés.

exécutable. De même que celui du Japon: +8 % en cinq ans. De leur côté, les pays émergents prennent les mauvaises habitudes de leurs aînés: près de 30 % supplémentaires pour la Chine et l'Inde, de 1990 à 1995, +20 % pour le Brésil, +40 % pour l'Indonésie.

La convergence de plus en plus serrée des indices de dérèglement climatique - sécheresses, inondations, tempêtes -, la coïncidence entre les projections informatiques et les données observées, les effets

dévastateurs d'El Niño, l'inquiétude grandissante de l'opinion, vont-ils bousculer la guerre de position à laquelle se livrent les principales puissances depuis plusieurs années et débloquer la négociation de Kyoto?

L'enjeu de la conférence climatique est sans précédent. Les rapports scientifiques du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui servent de base à cette grande négociation planétaire, ne laissent guère de place au doute:

le réchauffement est une réalité établie, ses causes résident dans la combustion des énergies fossiles (pétrole et charbon) et dans les pratiques agricoles intensives. La seule incertitude réside désormais dans l'amplitude des conséquences dont on sait qu'elles seront plus ou moins négatives, voire catastrophiques, selon que la communauté internationale parviendra ou non à inverser la tendance à la hausse des rejets de gaz.

INTÉRÊTS NATIONAUX

Il faut trouver une solution pour maîtriser des gaz qu'on ne peut pas, techniquement, piéger et constituer le fondement énergétique des économies modernes. C'est rien moins qu'une option sur le mode de développement du XXI^e siècle qui est en cause.

Exceptés la plupart des groupes pétroliers et charbonniers et les Etats de l'OPEP plus personne ne conteste la gravité du défi. Les divergences portent sur la faisabilité et les moyens à mettre en œuvre. Pour l'instant, le jeu des intérêts nationaux a figé les positions, dessinant une carte des alliances et des rapports de force inédite. Les Etats-Unis n'envisagent qu'une stabilisation des émissions autour de 2010 au niveau de 1990 et s'opposent ouvertement à l'Union européenne qui propose une réduction de 15 %. Soutenue par les milieux industriels internationaux (*lire ci-dessous*), l'Amérique souhaite faire appel au marché en introduisant un système

d'échange comme les « permis négociables », la pollution devenant une matière première librement négociable, comme le blé à la Bourse de Chicago ou les métaux à celle de Londres. Les Européens, appuyés, eux, par les réseaux d'ONG (*lire ci-dessous*), se refusent à entrer dans cette logique si elle n'est pas « encadrée » par des objectifs de réduction contraignants et une institution de régulation.

L'envers du « miracle asiatique »

La facture écologique que présente aujourd'hui le « miracle asiatique », tant encensé jusqu'à ces derniers mois, confine au désastre. L'Asie est la région la plus polluée du monde, comme le rappelle une synthèse de chiffres publiée, samedi 29 novembre, par le *New York Times*. Selon une étude des Nations unies, l'Asie concentre treize des quinze villes dont la pollution de l'air est la plus élevée. A en croire l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale, 1,56 million d'Asiatiques meurent chaque année des effets de la seule pollution de l'air. Les chiffres en Chine sont particulièrement alarmants (*Le Monde* du 27 septembre). L'OMS estime que les taux de dioxyde de soufre dans les grandes villes de l'empire du Milieu sont entre deux et cinq fois supérieurs aux normes fixées par l'Organisation.

Derrière les Etats-Unis se retrouve en bloc le monde anglo-saxon, Canada, Nouvelle-Zélande et Australie, à l'exception du Royaume-Uni de Tony Blair qui, avec la France et l'Allemagne, est un des partisans les plus combattifs de la réduction. Mais l'ensemble des pays d'Amérique latine, sauf l'Argentine, appuient la position européenne de même que tous les pays du Sud, Chine en tête. Il faut dire

la première grande négociation internationale qui se déroule sur son territoire se conclut par un succès. Il propose une solution intermédiaire - réduction de 5 % et intégration des instruments économiques de marché - qui pourrait constituer la base d'un compromis que toutes les délégations affirment rechercher.

Jean-Paul Besset

TROIS QUESTIONS A...

MICHEL CLOQUET

1 En tant que directeur des affaires industrielles de l'Union des industriels et employeurs européens (Unice), pourquoi vous opposez-vous à une réduction de 15 % des gaz à effet de serre, comme le propose l'Union européenne? Nous sommes d'accord avec l'approche - le réchauffement est une menace tout à fait réelle - mais pas avec la solution. Une réduction de 15 %, en réalité de 22 % pour l'industrie lourde puisque la contribution du secteur des transports serait inférieure, est un objectif impossible à atteindre avant 2010. Contrairement à ce que dit la Commission, ce n'est pas économiquement gérable. Nous serions amenés à faire un surinvestissement qui nous appauvrirait sur le long terme.

2 Les technologies sont pourtant disponibles... Nous ne disons pas que l'objectif de 15 % est impossible à atteindre. Nous disons qu'il est impossible d'y

parvenir dans un délai aussi court. Il nous faut du temps pour nous organiser. C'est sur le siècle que la bataille contre le réchauffement se gagnera. Nous devons pouvoir optimiser nos moyens pour un effort de longue haleine au lieu de brûler nos cartouches dès le premier pas.

3 Quel système préconisez-vous pour maîtriser les émissions? La meilleure méthode consiste à passer des contrats de long terme entre les pouvoirs publics, les branches et les entreprises, de négocier une planification des réductions au lieu de l'imposer, comme cela se passe aux Pays-Bas. C'est pourquoi les propositions américaines vont dans le bon sens. Nous soutenons la problématique des permis négociables entre entreprises, au sein de l'Union, mais surtout hors de nos frontières, avec les pays du Sud où se trouvent désormais les plus gros gisements d'économie de CO₂. Il faut rester dans les mécanismes de l'économie, ne pas laisser les facteurs politiques et les marchandages entre Etats devenir dominants.

Le Japon aspire à jouer les médiateurs

KYOTO

de notre envoyé spécial

La conférence internationale sur le climat, qui s'ouvre le 1^{er} décembre à Kyoto, sera un test de l'ambition du Japon de devenir une grande puissance civile. Le poids économique de l'archipel dans le monde contraste avec le profil bas de Tokyo en matière de sécurité et de stratégie. Les contraintes constitutionnelles et son alliance avec les Etats-Unis, pierre angulaire de sa diplomatie, ne laissent guère de marges de manœuvre au Japon. En matière d'aide au développement et de protection de l'environnement, il en a davantage et voudrait faire de ces questions les axes d'une diplomatie lui assurant un plus grand crédit politique sur la scène mondiale et renforçant ses chances d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Le succès de la conférence de Kyoto est pourtant loin d'être acquis étant donné les divergences des positions entre Américains, Européens et japonais sur les taux de réduction d'émissions des gaz à l'origine de l'effet de serre responsable du réchauffement préoccupant de la planète. « Si Tokyo avait été conscient des difficultés et des répercussions mondiales de cette conférence, le pense que le gouvernement aurait hésité à proposer d'accueillir cette troisième conférence sur les climats », reconnaît un haut fonctionnaire. « Mois aujourd'hui, nous n'avons pas d'autre choix que de réussir. Si Kyoto se conclut sur un engagement de réduction des émissions de gaz assorti d'obligations précises, nous considérons que ce sera un succès politique », poursuit-il.

Selon le directeur de l'Agence pour l'environnement, Hiroshi Oki, qui assumera la présidence de la conférence de Kyoto, le Japon ne considère pas que la proposition américaine de « réduction zéro » (maintien des émissions jusqu'en 2012 à leur niveau de 1990) puisse servir de base de négociation. « Nous devons parvenir à un objectif de réduction contraignant », a-t-il déclaré. M. Oki estime que certains Etats européens sont prêts à faire preuve de flexibilité au sujet du taux de réduction

(15 % d'ici 2010) retenu par l'Union européenne. Les Japonais ont une position médiane (réduction de 5 % d'ici 2012).

Indépendamment d'un engagement chiffré et contraignant auquel ils tiennent, les Japonais entendent élargir le débat en débattant la question de la participation des pays du Sud à ce cycle de négociations sur les remèdes au réchauffement de la planète. Les Américains souhaitent inclure les plus avancés d'entre eux (Chine, Brésil, Mexique) afin qu'ils soient aussi contraints à certains efforts mais ceux-ci se retranchent derrière les engagements de la première conférence sur le climat de Berlin qui les en dispensent afin de ne pas peser sur leur développement.

« Nous devons parvenir à un objectif de réduction contraignant »

A l'issue du sommet sur la coopération économique en Asie-pacifique (APEC) qui vient de se tenir à Vancouver, le premier ministre Ryutaro Hashimoto a lancé une proposition dans ce sens, dont il avait annoncé les principales orientations dans son discours aux Nations unies en juin. Baptisée « Initiative de Kyoto », cette proposition vise à offrir une assistance aux pays en voie de développement afin de les aider à combattre l'effet de serre et à mieux utiliser leur énergie. L'assistance nipponne consistera en financements (prêts à 0,75 % d'intérêt sur 40 ans) et en transferts de « technologies vertes ».

Le Japon s'engage en outre à accueillir pendant cinq ans à partir de 1998 trois mille experts des pays du Sud pour les former à la lutte contre les pollutions, à la conservation des forêts et aux techniques d'économie d'énergie. « Le Japon estime qu'il est en position favorable pour jouer un rôle de médiateur entre les pays avancés et les pays en voie de développement, explique le haut fonctionnaire,

Nous étions dans leur situation il y a trente ou quarante ans. » Depuis les années 70, sous le double effet des chocs pétroliers et des grandes affaires de la pollution (drame de Minamata), héritées de la période de haute croissance de la décennie précédente, le Japon a accompli de notables progrès en matière de lutte contre la pollution et les émissions de gaz. Ses aciéries ou ses voitures sont parmi les moins polluantes du monde et le ciel de Tokyo est un des plus clairs d'Asie. Tokyo estime donc que 5 % de réduction des émissions de CO₂ (qui revient en réalité, par un mécanisme de différenciation, à une réduction effective de 2,5 %) est un objectif raisonnable. Il est jugé largement insuffisant par les écologistes locaux.

En dépit de la stagnation de l'économie et étant donné les progrès déjà accomplis, le gouvernement est l'objet de pressions moins fortes de la part des milieux d'affaires que ne l'est son homologue américain. Selon un sondage réalisé par le quotidien *Sankei*, 70 % des industriels interrogés déclarent avoir déjà fixé leurs objectifs de lutte contre le réchauffement de l'atmosphère. Même si 33 % estiment que l'objectif de réduction de 5 % des émissions est possible à atteindre, 16 % seulement sont d'ores et déjà à même de le faire. Le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI) et le patronat s'opposent, en revanche, à l'introduction, proposée par l'Agence pour l'environnement, d'une taxe sur les émissions frappant les combustibles « fossiles » à l'origine de l'émission de dioxyde de carbone.

Il pèse cependant une incertitude sur la possibilité d'atteindre l'objectif fixé. Celui-ci suppose en effet que le Japon développe sa production d'énergie de source nucléaire et construite d'ici 2010 une vingtaine de nouveaux réacteurs qui viendront s'ajouter au cinquantetrois en service. Il est loin d'être certain que le gouvernement pourra mener à bien une telle politique étant donné l'opposition de l'opinion publique à l'installation de nouvelles centrales.

Philippe Pons

TROIS QUESTIONS A...

DELIA VILLAGRASA

1 Vous dirigez l'antenne européenne du Climat Action Network, un réseau mondial de deux cent quarante-trois ONG qui est associé aux négociations de Kyoto. Une réduction importante des gaz à effet de serre, comme vous la réclamez, ne risquerait-elle pas de tuer la croissance économique?

On constate d'ores et déjà ce que coûte le réchauffement climatique économiquement, environnementalement et humainement. On est au début de la chaîne, les dominos commencent à tomber. Il faut donc des mesures à la dimension du problème. Depuis Rio, l'expérience nous montre que, s'il n'y a pas de buts contraignants, on n'aboutit à rien. La preuve: les émissions de CO₂ continuent à augmenter. L'argumentation économique qui nous promet l'équivalent d'un nouveau choc pétrolier est fautive. Le potentiel de réduction est important, techniquement faisable et économiquement neutre. Mieux: une approche plus sobre de la consommation d'énergie est créatrice d'emplois. C'est un plus pour l'économie, pas un moins.

2 Pourquoi vous opposez-vous à l'instauration d'un marché d'échange de droits à polluer? L'objectif des Etats-Unis est de rattraper la majorité de ces droits pour lui permettre de continuer à émettre des gaz. C'est une prise de droits sur les générations futures. Grâce à ce système, le plus gros pollueur se dispenserait de l'effort. Toutes les tricheries deviendraient possibles. Il faut partir de conditions claires: un quota strict de réduction. Après, après seulement, on peut discuter des outils.

3 Qui doit faire le premier pas vers cette réduction? Les pays industrialisés et seulement eux. Ils sont historiquement responsables du réchauffement et sont armés technologiquement pour le réduire. Demander, comme les Etats-Unis, que les pays qui possèdent trois voitures par famille soient mis sur le même plan que ceux qui ont des hôpitaux sans électricité est un scandale moral.

Marchés de Noël



STOCKHOLM
La fête est une tradition

Documentation gratuite sur week-ends et séjours:

Office Suédois du Tourisme,
18, boulevard Malesherbes,
75008 Paris. Tél. 01 53 43 26 27.

Nom:

Adresse:



Un scandale fait exploser la coalition au pouvoir à Prague

Les ministres chrétiens-démocrates décident de se retirer

Le premier ministre, Václav Klaus, et son Parti démocratique (ODS) sont ébranlés par un scandale qui remonte à 1995. Un ancien joueur de tennis re-

converti dans les affaires avait alors versé sur le compte de l'ODS l'équivalent de 1,5 million de francs pour obtenir quelques « services ».

PRAGUE
de notre correspondant

Le gouvernement tchèque, en crise quasi permanente depuis le printemps dernier, n'aura pas survécu, finalement, à un scandale lié au financement du Parti démocratique (ODS), que le premier ministre, Václav Klaus, préside depuis sa création en 1991. L'une des composantes de la coalition de centre droit au pouvoir à Prague depuis 1992, l'Union chrétienne-démocrate (KDU-CSL), a en effet décidé, vendredi 28 novembre, de quitter le gouvernement. Ses quatre ministres, qui détiennent les portefeuilles de la défense, de la culture, du développement régional et de l'agriculture, ont remis, dans la nuit, leur démission au président Václav Havel. Ce dernier, qui « suivait de près » l'évolution politique, va devoir ainsi intervenir dans cette crise sans précédent pour le pays.

Le chef du KDU-CSL, Josef Lux, vice-premier ministre et ministre de l'agriculture, a justifié cette démarche par la « perte totale de toute respectabilité de l'ODS ». Espérant que cette décision contraindra M. Klaus à présenter la démission de tout le cabinet, le dirigeant chrétien-démocrate a toutefois annoncé que, dans le cas contraire, son parti provoquerait le vote d'une motion de censure. M. Lux a toutefois souligné qu'il n'envisageait pas la création d'une coalition avec l'actuelle opposition sociale-démocrate, mais entendait rester « dans une coalition avec un parti libéral digne de foi ». La rupture a été décidée à l'unanimité des députés de la conférence nationale du KDU, convoquée d'urgence vendredi soir à Prague après que de hauts dirigeants de l'ODS eurent appelé M. Klaus à abandonner la présidence du parti.

DISCUSSIONS HOULEUSES

Le ministre des finances, Ivan Filip, et l'ex-ministre de l'intérieur, Jan Ruml, ancien dissident et ami de Václav Havel, ont demandé à M. Klaus de démissionner de ses fonctions à la tête du parti. Le premier ministre, qui se trouvait à Sarajevo pour participer à une réunion des chefs de gouvernement des pays de l'Initiative centre-européenne, a décidé d'écourter son séjour et convoqué une réunion du comité exécutif de l'ODS pour samedi après-midi. Les discussions s'annonçaient houleuses, la direction du principal parti gouvernemental étant divisée en deux camps violemment opposés : l'un des vice-présidents de l'ODS, Miroslav Macek, a en effet prêté à ses collègues l'intention de réaliser un « putsch » pour se débarrasser de M. Klaus.

La dégradation brutale de la situation politique a été provoquée par l'incapacité du premier ministre et de

ses fidèles à reconnaître leurs erreurs. Le scandale qui risque de couper court à la carrière politique de M. Klaus date de 1995, lorsque « deux mystérieux » sponsors étrangers versèrent 7,5 millions de couronnes (1,5 million de francs) sur le compte de l'ODS. Le parti prétendit jusqu'à ces derniers jours ignorer l'identité du véritable donateur. Ce dernier s'est révélé, cette semaine, être l'ancien joueur de tennis tchèque Milan Šrejber, reconverti dans les affaires. A la tête d'un fonds d'investissement, M. Šrejber a acquis, en 1995, plus de la moitié des actions détenues par l'Etat dans une des grandes aciéries de Moravie du Nord, Trinecké železárny. La privatisation de cette entreprise a, depuis le

La couronne plonge

La couronne tchèque a atteint, vendredi 28 novembre, son plus bas niveau face au deutschemark depuis sa création en janvier 1993. Malmenée depuis le début de la semaine par les investisseurs locaux et étrangers, inquiétés par la décomposition du Parti démocratique (ODS) du premier ministre, Václav Klaus, et l'instabilité de la coalition gouvernementale, la monnaie a franchi la barre psychologique de 19,50 couronnes pour un mark. Elle a fini la séance à 19,57 malgré les interventions de la banque centrale, qui a engagé quelque 200 millions de marks (700 millions de francs) pour assurer des liquidités sur le marché des devises.

Selon les milieux financiers, seuls le départ de M. Klaus et la formation d'un cabinet dont l'objectif serait d'achever la privatisation des quatre grandes banques encore entre les mains de l'Etat pourraient empêcher les Tchèques d'acheter le mark à plus de 20 couronnes. En mai dernier, attaquée par les spéculateurs, la couronne tchèque avait été dévaluée d'environ 10 %.

début, suscité des doutes sur sa régularité, d'autant que M. Šrejber a toujours affiché ouvertement sa sympathie pour l'ODS.

Le coup fatal porté à M. Klaus dans cette affaire est venu d'un ancien proche, Josef Zeleniec, qui avait démissionné en octobre dernier de ses fonctions de ministre des affaires étrangères et de vice-président de l'ODS. M. Zeleniec a ouvertement accusé, jeudi, le premier ministre d'avoir menti pendant près de deux ans à l'opinion publique en déclarant ignorer l'identité réelle du plus important donateur du parti. M. Zeleniec, qui avait justifié son départ du

Le gouvernement norvégien prévoit une croissance de près de 5 % en 1998

Le nouveau premier ministre, Kjell Magne Bondevik, qui a présenté un budget largement excédentaire, met en garde contre les risques de surchauffe

STOCKHOLM
de notre correspondant

en Europe du Nord
Dopée par les revenus du pétrole et du gaz de la mer du Nord, l'activité économique est si forte en Norvège que les autorités de-

ront faire appel, en 1998, à plus de vingt mille étrangers, en majorité des Suédois, pour combler la pénurie de main-d'œuvre. Les plus recherchés sont les médecins, les infirmières et les ingénieurs, mais aussi le personnel de restauration, les métalliers et les instituteurs. En 1997, il y aura eu davantage de créations d'emplois (60 000) que de personnes réellement au chômage : 56 759 (chiffre de novembre), soit 2,5 % de la population active, le plus bas niveau enregistré pour ce mois depuis dix ans. Quant à la croissance, elle caracole : 3,9 % en 1997 et 4,6 % en 1998, selon les prévisions.

Inquiet des conséquences d'une surchauffe, le nouveau gouvernement de centre-droit avait l'intention de procéder en 1998 à un relèvement des impôts et des droits de douane afin de réduire la frin-

gale de consommation. Mais il a dû y renoncer. Le Parti du progrès, formation populiste ancrée très à droite, en a fait la condition sine qua non à son vote favorable à la proposition de budget pour 1998, adoptée vendredi 28 novembre.

MANNE PÉTROLIÈRE

Le premier ministre chrétien-populaire, Kjell Magne Bondevik, dirige un gouvernement minoritaire qui ne dispose que d'un quart des 165 sièges au Parlement. Il lui a donc fallu trouver des alliés. De loin les plus nombreux à l'Assemblée, les travaillistes ont refusé d'en être, bien décidés à ne pas coopérer avec la coalition qui vient de leur subtiliser le pouvoir. Restaient les conservateurs et le Parti du progrès, qui se sont aimablement exécutés, en échange de quelques « cadeaux ».

Si M. Bondevik a ainsi confirmé sa capacité de survie en dépit d'une situation parlementaire pour le moins précaire, le Parti du progrès a de son côté démontré une chose : son nouveau rang de deuxième plus grande formation

politique du pays (15,3 % aux élections de septembre) lui confère une influence inégale dans son histoire.

Pour parvenir à ce résultat, son chef, Carl Ivar Hagen, a capitalisé le mécontentement des laissés-pour-compte de la manne pétrolière. Ces derniers, convoités également pendant la campagne électorale par les trois partis aujourd'hui au pouvoir, ont constaté qu'on ne les avait pas complètement oubliés près de trois mois plus tard. Le budget prévoit une augmentation de 1 000 couronnes (820 francs) par mois de la retraite des moins favorisés.

Au total, les dépenses publiques pour 1998 seront de 4,4 milliards de couronnes (3,6 milliards de francs) supérieures à celles souhaitées par les travaillistes avant leur démission. Frôlant les 70 milliards de couronnes (57 milliards de francs), l'excédent budgétaire record sera versé dans un fonds spécial destiné à financer l'ère après-pétrole.

Benoît Peltier

Service exclusif avion + auto

FLY & DRIVE

Nous aimons trop la liberté pour ne pas vous libérer des formalités.

Sur un simple coup de téléphone, vous réservez votre vol Air France aller-retour sur la France, l'Allemagne ou l'Espagne, ainsi que votre véhicule Hertz pour 1 ou 2 jours au choix, sans autre formalité.

Cette formule exclusive avion + auto vous permet de réaliser jusqu'à 500 F* d'économie.

* Au 01/11/97. Renseignez-vous sur les conditions d'application auprès de votre agence Air France, votre agence de voyages ou appelez le 0 802 802 802 (0,79 F nc mn).

Hertz

AIR FRANCE

GAGNER LE CŒUR DU MONDE

De nouveaux documents sur l'or nazi ont été retrouvés en Autriche

PLUS DE vingt microfilms contenant des documents « sensationnels » sur l'or dérobé par les nazis pendant la guerre ont été retrouvés à Vienne, a annoncé vendredi 28 novembre la télévision publique allemande Südwestfunk, qui affirme être en possession de copies des documents.

Les microfilms, datés de 1957, comprennent environ huit cents documents provenant du ministère des affaires étrangères du III^e Reich et de l'ancienne Reichsbank. Dans l'un de ces documents, rédigé après la guerre à la demande des Américains, le directeur de la Reichsbank, Albert Thoms, retrace la provenance de l'or placé dans les coffres de la banque et sa destination. Ces microfilms auraient refait surface grâce aux travaux menés depuis plusieurs années par un politologue allemand, Hersch Fischer. Ils pourraient apporter des révélations sur l'or confisqué par les nazis dans les camps de concentration et les ghettos avant d'être confiné à la Reichsbank, estime la télévision allemande, qui doit diffuser, lundi, un reportage sur le sujet. La

Banque nationale d'Autriche a déclaré vendredi ne « pas être au courant » de la découverte de ces documents.

Alors que doit se tenir, du mardi 2 au jeudi 4 décembre à Londres, la première conférence internationale sur l'or nazi, à laquelle doivent participer quarante et un pays, la Grande-Bretagne a lancé vendredi un appel pour la création d'un fonds destiné à indemniser les victimes de la Shoah. En visite à Varsovie, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, a souhaité, vendredi, que le fonds soit mis sur pied dans les prochains jours.

Le fonds serait notamment financé par le reliquat de l'or pillé par les nazis et récupéré par les Alliés à la fin de la guerre. A ce jour, un peu plus de 98 % des 337 tonnes d'or récupérées après la guerre par les Alliés ont été redistribuées aux pays lésés par les nazis, notamment la Belgique, l'Italie, la Pologne et l'Autriche. Il reste aujourd'hui 5,5 tonnes d'or, d'une valeur d'environ 400 millions de francs, dans les coffres des banques centrales de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. (AFP)

Les comportements face aux séropositifs restent encore très irrationnels en Europe

Les Français font mieux la part entre risques réels et risques fantasmagoriques de contamination

Une étude récemment réalisée en Europe sur un échantillon représentatif de personnes de 15 à 65 ans fait apparaître une méconnaissance

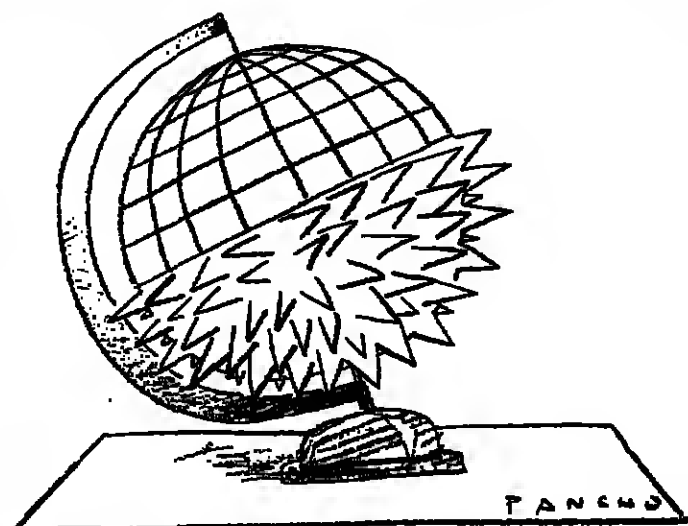
persistante des modes de transmission du sida. Près d'une personne interrogée sur deux, par exemple, déclare qu'elle ne boirait pas dans le

même verre qu'un porteur du virus. Les Français paraissent mieux informés que les Allemands, les Britanniques ou les Italiens.

AMSTERDAM
de notre envoyé spécial
On est encore très loin d'avoir acquis en Europe les notions précises quant aux voies de transmission du virus du sida. Les Français apparaissent, sur ce thème notamment, mieux informés que les Italiens, les Britanniques ou les Allemands. Tels sont les principaux enseignements d'une large enquête — la première du genre — consacrée en Europe au comportement adopté — ou censé l'être — face aux personnes infectées par le VIH, ainsi qu'au niveau moyen des connaissances sur le sida et les nouvelles thérapies contre cette maladie.

L'enquête, dont les résultats ont été présentés, vendredi 28 novembre, à Amsterdam, a été réalisée du 10 au 19 novembre, de manière confidentielle, auprès de 7 124 personnes âgées de 15 à 65 ans et vivant dans sept pays d'Europe : France, Allemagne, Pays-Bas, Italie, Espagne, Suisse et Royaume-Uni. Le panel des volontaires avait été constitué de manière à ce que les personnes interrogées fournissent un échantillon représentatif des opinions nationales.

Sponsorisé par la multinationale pharmaceutique Abbott, ce travail a été conduit sous l'égide du European AIDS Treatment Group (EATG), association réunissant plus d'une centaine de militants dans une quinzaine de pays européens. Il met en lumière, près de quinze ans après l'identification des seules voies — sexuelle et sanguine — du VIH, la méconnaissance du plus grand nombre quant aux possibles modes de contamination. A cet égard, les résultats d'une telle enquête établissent la démonstration de carences majeures des



politiques d'information et de prévention menées depuis une décennie en Europe sur le thème du sida.

La première question posée (« Accepteriez-vous de boire dans le même verre qu'une personne séropositive ? ») ne doit nullement être considérée comme une caricature. Elle résume en fait pleinement l'irrationnel qui peut encore caractériser les comportements à l'égard des personnes séropositives. En dépit des assurances maintes et maintes fois données, via les médias d'informations géographiques notamment, quant à l'absence de tout risque de transmission du VIH par l'intermédiaire d'un tel geste, près d'une personne interrogée sur deux (45 %) refuserait de partager un tel verre.

« Bien que le VIH ne puisse pas survivre en dehors de l'organisme humain — ce qui signifie qu'il est

impossible de le contracter en touchant ou en utilisant des serviettes de toilette, de la vaisselle ou encore des couverts dont s'est servie une personne infectée. La crainte de cette maladie empêche 45 % des Européens de voir les choses de manière rationnelle, ont expliqué, à Amsterdam, les responsables : « Cette opinion est exprimée avec la plus grande force en Italie : 64 % des Italiens refusent le partage d'un tel verre. En Allemagne et en Espagne, 48 % des adultes adopteraient la même attitude. Cette réaction serait observée chez 47 % des Britanniques et chez 45 % des Hollandais. Il faut toutefois souligner que 68 % des Français et 66 % des Suisses se déclareraient prêts à partager ce verre. Dans tous les pays, notre enquête montre que ce sont les femmes qui ont le plus de préjugés vis-à-vis des personnes séropositives et de la possible contamination. »

Les opinions sont différenciées en ce qui concerne le risque de transmission sexuelle et l'efficacité, dans ce domaine, de mesures préventives préconisées par les autorités sanitaires. Plus de la moyenne (52 %) des personnes interrogées dans le cadre de cette enquête n'accepteraient pas d'avoir de manière délibérée des relations sexuelles protégées avec une personne séropositive. Ce refus est plus net en Italie et au Royaume-Uni (63 % de refus) que dans les autres pays euro-

péens. Là encore, ce sont les femmes plus que les hommes qui manifestent clairement leur opposition, à l'exception des Pays-Bas et de l'Allemagne. En Italie, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Espagne et en Suisse, les plus jeunes (de 18 à 24 ans) sont sur ce thème plus enclins au refus que les personnes plus âgées. « Ce n'est qu'en France que les relations sexuelles protégées avec un partenaire séropositif apparaissent fréquemment le plus envisageables. Plus de 50 % des Français interrogés ont déclaré avoir de telles relations, cette opinion étant la plus clairement exprimée par les jeunes de 18 à 24 ans », peut-on lire dans les résultats de l'enquête.

Comment interpréter de telles différences ? Les opinions des scientifiques et des patients présents à Amsterdam, et s'exprimant sous l'égide de l'EATG, étaient généralement très critiques face aux campagnes d'information diffusées au sein de l'Union européenne sur le thème du sida. Sans nier l'intérêt de ces actions à visée préventive, plusieurs intervenants ont souligné l'importance qu'il convient d'accorder au plus vite sur ce thème aux actions éducatives coordonnées dans les écoles scolaires.

Cette enquête fait la démonstration de carences majeures des politiques d'information et de prévention menées depuis dix ans

La particularité de la position française, souvent présentée comme exemplaire, a par ailleurs été longuement commentée. Pour certains spécialistes, cette spécificité résulte du taux élevé de séropositifs dans l'Hexagone et de l'effort de recherche scientifique consenti dans ce domaine qui confère à la France une position dominante en Europe.

Jean-Yves Nau

Et si votre partenaire était contaminé ?

« Quelle serait votre réaction à l'annonce de la contamination par le VIH de votre partenaire sexuel ? » Les Européens apparaissent divisés sur cette question. Dans quatre des sept pays de l'enquête (Royaume-Uni, Suisse, Allemagne et Pays-Bas), plus d'une personne interrogée sur trois se demande si elle aurait elle-même contracté le virus. En Espagne, en Italie, on aurait plutôt tendance à se soucier de la santé du partenaire et des possibilités de traitement dont il pourrait bénéficier. Dans les pays de l'enquête, les femmes apparaissent plus soucieuses de leur santé que les hommes. Parmi les autres interrogations exprimées figurent l'origine de la contamination du partenaire, question posée par 24 % des Britanniques et 12 % des Italiens.

Seize ans après l'identification du sida : espoirs et désespérance

JAMAIS on n'a, comme aujourd'hui, pris la mesure chiffrée de l'ampleur du fléau que constitue à l'échelon planétaire l'épidémie de l'infection par le virus du sida

ANALYSE

La Journée mondiale du sida n'aura jamais été aussi sombre

(Le Monde du 28 novembre). Jamais les prévisions statistiques n'ont prédit avec autant de précision glacée la progression, depuis longtemps annoncée, de ce mal viral. Et jamais la Journée mondiale du sida n'aura, comme celle du 1^{er} décembre, été marquée par une telle désespérance devant la progression globale, apparemment inexorable, de cette maladie. Le dernier bilan épidémiologique du programme Onusida fait état de trente millions de séropositifs dans le monde. Pourtant, seize ans après l'identification de cette nouvelle entité pathologique infectieuse, on assiste à l'émergence d'un phénomène paradoxal.

Tout se passe comme si l'opinion publique internationale jugeait désormais — après les diverses affaires dites du sang contaminé, et à force d'actions de solidarité en direction des personnes infectées — qu'elle avait en quelque sorte payé un tribut, suffisant à cette nouvelle maladie. A cet épuisement progressif de la compassion et des capacités d'indignation se sont ajoutés les progrès, réels et médiatisés, des possibilités

diagnostiques et thérapeutiques. Depuis peu la pharmacopée antirétrovirale s'est enrichie de nouvelles molécules, d'un nouveau savoir qui permettent d'espérer que la médecine moderne saura bientôt transformer cette infection, hier encore à tout coup mortelle, en une maladie pouvant évoluer sur un mode chronique renvoyant à plusieurs années, à plusieurs décennies, l'échéance fatale.

Ces progrès tant espérés ont été obtenus grâce aux investissements effectués par quelques multinationales pharmaceutiques hier encore accusées de toutes les vilenies par les militants des associations de lutte contre le sida. Ils ont eu pour effet, quelque peu pervers, de laisser penser que la bataille était, sinon gagnée, du moins en passe de l'être : Les biotechnologies thérapeutiques antirétrovirales permettent de rendre le virus du sida « indétectable » au sein de l'organisme ; les malades reprennent du poids et retrouvent souvent de manière spectaculaire un appétit de vivre, de travailler et de combattre. Patients, multinationales et pouvoirs publics se retrouvent pour dire leurs espoirs : l'ennemi recule ; le monstre n'était donc pas celui que l'on croyait ; le sida sera bientôt rangé au rayon des maladies hier mortelles mais qui, comme certains cancers, peuvent être efficacement soignées grâce à l'association harmonieuse de différentes thérapies.

La prochaine campagne Sidaction s'inscrit dans cette tendance en faisant valoir que les trente mille personnes qui en France ignorent leur

séropositivité ne doivent plus avoir peur du diagnostic. Cette tendance est confortée par la perception chiffrée de l'épidémie qui sous l'impact des nouveaux traitements semble reculer dans les pays riches, les épidémiologistes ne recensant que les cas cliniquement déclarés de sida.

DES PROGRÈS ENCORE FRAGILES

Sans méconnaître la réalité des derniers progrès diagnostiques et thérapeutiques et sans vouloir ruiner les espoirs des malades et de leurs proches, il faut cependant rappeler que ces progrès restent préliminaires et soumis à bien des aléas. Les mystères qui demeurent quant à la physiopathologie de cette maladie, le terrible et formidable génie infectieux du virus du sida et le prix très élevé demandé par les multinationales pharmaceutiques pour leurs nouvelles molécules antirétrovirales réduisent la portée des dernières avancées thérapeutiques et imposent d'attendre avant de conclure. En outre, si, en France, le système de protection sociale et de solidarité nationale assure pour l'essentiel un accès équitable aux soins, il n'en va pas de même dans d'autres pays industrialisés, les Etats-Unis notamment, où certains malades n'ont pas accès, pour des raisons économiques, aux nouvelles thérapies.

Au-delà de ces interrogations un phénomène majeur apparaît de plus en plus clairement à la lumière de l'épidémiologie : la progression plus rapide que jamais de la transmission du virus dans les pays du tiers-

monde et le dénuement quasi-complet dans lequel sont les malades de ces pays, privés de toute possibilité diagnostique et thérapeutique et mourant rapidement des affections opportunistes qui caractérisent le sida. Alors que l'épidémie semble marquer le pas dans le monde industrialisé, elle poursuit son évolution dans le tiers-monde, dans l'ombre pour une très large part : sur les trente millions de personnes infectées par le VIH, plus de vingt-sept millions ignorent encore leur état, le diagnostic de séropositivité n'étant fait qu'avec l'apparition des premiers symptômes de la maladie.

Il est aujourd'hui clairement établi que la dramatique situation décrite par les experts d'Onusida résulte de l'incurie qui, dans les domaines sanitaire, politique et diplomatique, a prévalu depuis le début des années 80. En dépit des progrès de la virologie et de la médecine, les prévisions les plus catastrophiques se sont réalisées. Aujourd'hui, l'absence de volonté politique et de réelle coopération internationale jointe au désintérêt pour la prévention des autorités nationales des pays les plus durement touchés font que le pire reste à venir. Et tout semble indiquer que, dans les premières décennies du XXI^e siècle, le monde industrialisé regardera le sida comme une maladie virale du tiers-monde et de la pauvreté tout comme il se désintéresse totalement aujourd'hui de cet autre fléau, parasitaire, qu'est le paludisme.

J.-Y. N.

Boris Eltsine veut se rendre en Tchétchénie en janvier

MOSCOU. Boris Eltsine a annoncé, vendredi 28 novembre, son intention de se rendre à Grozny, la capitale tchétchène, en janvier 1998 avec des promesses de financement, « pour que peu à peu les idées [des Tchétchènes] de quitter la Russie passent à l'arrière-plan ». Il a estimé qu'il « aiderait » ainsi le président Aslan Maskhadov à mettre au pas ses radicaux. Ce dernier vient d'achever une tournée d'un mois en Turquie, aux Etats-Unis et en Azerbaïdjan, réaffirmant qu'il ne transigera jamais sur l'indépendance mais qu'il souhaite toujours une normalisation avec Moscou. Les « faucons » russes continuent à s'y opposer : le ministre de l'Intérieur, Anatoli Koulikov, a mis en doute, vendredi, la possibilité d'une visite présidentielle à Grozny pour des raisons de sécurité. Il a aussi annoncé qu'il a interdit à tout étranger « de se rendre ou de sortir » de Tchétchénie sans autorisation exceptionnelle de son ministère et de celui des affaires étrangères. — (Corresp.)

Les capitaux étrangers continuent à fuir la Russie

MOSCOU. « La fuite des capitaux étrangers n'a pas été enrégulée malgré les mesures prises », a reconnu, vendredi 28 novembre, le premier vice-premier ministre, Anatoli Tchoubais. Un « nouveau paquet de mesures, pour une protection accrue des marchés financiers russes face aux crises mondiales, sera prêt dans une semaine », a-t-il précisé. Mais les consultations que viennent d'achever à Washington des envoyés russes avec le FMI et la Banque mondiale « n'ont pas porté sur un montant précis d'aide supplémentaire », a affirmé M. Tchoubais. La possibilité d'une aide d'urgence de plusieurs milliards de dollars, ou une « simple annonce » d'un engagement du FMI à soutenir le rouble en cas de besoin, étaient pourtant évoquées ces derniers jours à Moscou. En revanche, Boris Eltsine a obtenu, vendredi, en rencontrant les présidents des deux Chambres du Parlement, la promesse que le budget 1998 sera voté à temps pour fonctionner dès janvier. — (Corresp.)

L'ONU crée une force de police internationale en Haïti

NEW YORK. Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, vendredi 28 novembre, de créer en Haïti une force de police internationale avec un mandat d'un an pour succéder à la force militaire dont la mission s'achève dimanche. Les quinze membres du Conseil ont adopté à l'unanimité la résolution 1140 qui crée la Mission de police civile des Nations unies en Haïti (Mipohuc). Les membres du Conseil ont décidé la création de cette force en soulignant que la démocratie était encore fragile dans cette île des Caraïbes dont les 7 millions d'habitants sont parmi les plus pauvres du monde. La situation de l'île s'est récemment aggravée avec une instabilité politique, une recrudescence du banditisme et l'implication de policiers dans des trafics de drogue. — (AFP)

Sommet franco-espagnol à Salamanque

SALAMANQUE. Le sommet franco-espagnol de Salamanque (ouest) se sera, lundi 1^{er} et mardi 2 décembre, l'occasion pour le gouvernement conservateur espagnol, en l'absence de gros contentieux entre les deux pays, de se mesurer pour la première fois à la cohésion française. Tant avec le président gaulliste Jacques Chirac, qu'avec le premier ministre socialiste, Lionel Jospin, les responsables espagnols s'efforcent de donner « un message de continuité dans les excellentes relations bilatérales », selon l'entourage du chef du gouvernement espagnol José María Aznar. M. Aznar rencontrera d'abord en tête à tête M. Chirac, dès l'arrivée de celui-ci en Castille lundi en fin d'après-midi, puis aura un petit-déjeuner mardi avec M. Jospin. Le seul point chaud de discussions entre les deux pays concerne « les camions ». Le problème a deux facettes : d'une part, les attaques à répétition par les agriculteurs français des transporteurs français espagnols et, d'autre part, les grèves des camionneurs, qui paralysent les échanges. Sur ce dernier point, Madrid a demandé en vain à la France la mise en place de « couloirs de circulation » en cas de grève des routiers et attend le déblocage promis des dossiers d'indemnisation des transporteurs touchés par la grève de 1996. — (AFP)

DÉPÊCHES

■ **Le premier ministre français, Lionel Jospin, se rendra en Afrique du 17 au 21 décembre.** Cette mini-tournée africaine conduira le premier ministre au Maroc, au Sénégal et au Mali, à-t-on appris vendredi 28 novembre à Matignon. De son côté, Jacques Chirac effectuera une visite en Afrique du Sud et dans plusieurs pays d'Afrique australe, au cours du premier semestre 1998. Ce déplacement entre dans le cadre des visites annuelles que le chef de l'Etat effectue en Afrique depuis son élection, précédée-on à l'Elysée.

■ **PÉROU :** quatre-vingt-deux personnes accusées d'actes terroristes et de trahison ont été graciées, vendredi 28 novembre, par le président péruvien Alberto Fujimori. Ces personnes, dont certaines avaient déjà purgé sept ans de prison, ont été innocentées par une commission spéciale, qui depuis un an a obtenu, « pour manque de preuves », la grâce présidentielle de 308 personnes. Selon des associations humanitaires, entre 800 et 1 000 personnes se trouvent en prison après avoir été condamnées par des tribunaux militaires lors de procès expéditifs. — (AFP)

■ **PAKISTAN :** plusieurs centaines de fidèles du premier ministre, Nawaz Sharif, ont envahi, vendredi 28 novembre, à Islamabad, les bâtiments de la Cour suprême alors que l'avocat de M. Sharif plaçait la cause de son client accusé par la Cour Suprême d'« outrage à magistrat ». L'audience a été interrompue. Un bras de fer oppose depuis plusieurs mois le premier ministre et le président de la Cour suprême. Une condamnation de M. Sharif entraînerait la chute de son gouvernement. — (Corresp.)

L'Union européenne veut accélérer son rapprochement avec le Mercosur

PUNTA DEL ESTE. L'Union européenne a manifesté, vendredi 28 novembre, son intention d'accélérer le calendrier des négociations pour la création d'une zone de libre-échange transatlantique avec les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay, auxquels sont associés le Chili et la Bolivie). Cette volonté européenne de devancer l'initiative de vaste zone de libre-échange des Amériques (ALCA), lancée par les Etats-Unis, a été exprimée lors d'une réunion à Punta del Este (140 km à l'est de Montevideo), de la sous-commission commerciale UE-Mercosur. Les deux parties ont examiné, lors de cette rencontre, les obstacles qui entravent un rapprochement rapide entre les deux blocs. Lors de la prochaine rencontre, prévue en avril 1998 à Buenos Aires, les deux blocs engageront des négociations sur une baisse progressive des tarifs douaniers, a indiqué Agustín Espinoza, représentant du Mercosur à cette réunion. — (AFP)

مركزا من لاصح

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 30 NOVEMBRE - LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1997 / 5

Boris Eltsine en Tchétchénie

Le président russe Boris Eltsine a quitté Moscou vendredi 28 novembre pour se rendre en Tchétchénie. Il est accompagné de son épouse et de son fils. Le chef de l'armée russe, le général Sergueï Streltsov, a également accompagné le président. Ils se rendront à Grozny, la capitale de la Tchétchénie, pour rencontrer le chef du mouvement indépendantiste, Achmed Kadyrov. Le président russe a déclaré qu'il voulait montrer son soutien à la Tchétchénie et à son peuple. Il a également déclaré qu'il voulait montrer son soutien à la Russie et à son peuple.

Les capitaines à fuir la Russie

Les capitaines de l'armée russe ont été contraints de fuir la Russie. Ils ont été poursuivis par les forces de sécurité et ont été arrêtés. Les capitaines ont été accusés de trahison et de collaboration avec l'ennemi. Ils ont été condamnés à mort. Les capitaines ont été exécutés. Les capitaines ont été enterrés.

L'ONU en

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a condamné les attaques contre les civils en Tchétchénie. Elle a appelé à une enquête internationale. Elle a également appelé à une cessation immédiate des hostilités. Elle a également appelé à une négociation de paix.

Salimano

Salimano, un chef de guerre tchétchène, a été tué. Il a été tué par les forces de sécurité. Il a été tué lors d'une attaque contre les forces de sécurité. Il a été tué par une bombe. Il a été tué par un tir d'artillerie.

Salimano a été tué. Il a été tué par les forces de sécurité. Il a été tué lors d'une attaque contre les forces de sécurité. Il a été tué par une bombe. Il a été tué par un tir d'artillerie.

Salimano a été tué. Il a été tué par les forces de sécurité. Il a été tué lors d'une attaque contre les forces de sécurité. Il a été tué par une bombe. Il a été tué par un tir d'artillerie.

Salimano a été tué. Il a été tué par les forces de sécurité. Il a été tué lors d'une attaque contre les forces de sécurité. Il a été tué par une bombe. Il a été tué par un tir d'artillerie.

Des fusillades auraient fait une vingtaine de morts à Kinshasa

Des factions rivales de l'armée s'opposent

DES FUSILLADES nourries ont opposé vendredi 28 novembre diverses factions de l'armée au centre de Kinshasa. Une vingtaine de personnes auraient été tuées, selon un responsable militaire occidental qui a recueilli des témoignages et des informations émanant de l'armée. Selon des témoins et les services de sécurité, cette flambée de violence a même gagné les abords de la présidence de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) où se trouvait le chef de l'Etat, Laurent-Désiré Kabila.

Les tirs ont, pour une raison encore mal élucidée, éclaté dans la nuit de jeudi à vendredi dans les parages d'une caserne, avant de s'étendre au secteur de la présidence et ailleurs au centre-ville. Le ministre de l'Intérieur, Mwenze Kongolo, a tenté de minimiser ces événements. Des tirs ont aussi été entendus vendredi soir autour du camp Colonel Tshatschi, sur une colline surplombant Kinshasa, où se trouve l'une des anciennes résidences de feu Mobutu Sese Seko.

Ces incidents témoignent de la tension persistante régnant dans l'armée de Laurent-Désiré Kabila qui, comme à l'époque de Mobutu, touche rarement sa solde et est divisée par des rivalités ethniques et régionales. Des accrochages de ce genre ont déjà eu lieu au cours des derniers mois. Selon les services de sécurité, la première fusillade a éclaté après l'installation par la police de barreaux pour arrêter des éléments incontrôlés de l'armée remis en liberté jeudi soir par leurs cama-

rades tutsis d'origine rwandaise. Des tirs d'armes légères ponctués de tirs d'armes lourdes à proximité du camp Kokolu ont été entendus pendant une trentaine de minutes. Une nouvelle fusillade a par la suite éclaté à la présidence et à proximité d'une caserne, de la banque centrale et d'un grand hôtel.

UN DIPLOMATE FRANÇAIS EXPOSÉ

Le ministre de l'Intérieur a aussi tenu à minimiser la thèse d'un rapport entre ces incidents et l'arrestation, mardi à Kinshasa, du « général » Masasu Nindanga, qui passait pour être de facto le chef d'état-major. Du Kenya, où il se trouvait vendredi, le ministre des affaires étrangères, Bizima Karaha, a expliqué que le « général », qui est aussi vice-président de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), le parti de Laurent-Désiré Kabila, avait été appréhendé pour raisons disciplinaires. Il a assuré que l'arrestation de celui qui est aussi conseiller spécial du président pour la sécurité et la défense n'aurait aucune répercussion sur l'armée.

En outre, le numéro deux de l'ambassade de France à Kinshasa, Eric Lubin, a été déclaré persona non grata par les autorités locales qui l'ont prié de quitter le pays.

Accusé d'espionnage, M. Lubin devait quitter la RDC samedi pour regagner Paris. L'ambassade de France à Kinshasa et le gouvernement n'ont fait aucun commentaire sur cette information. (AFP Reuters.)

Le Zimbabwe s'apprête à nationaliser les terres des fermiers blancs

JOHANNESBURG de notre correspondant en Afrique australe

De plus en plus contesté après vingt-sept ans à la tête du Zimbabwe, le président Robert Mugabe a décidé de prendre la minorité blanche comme bon émissaire pour apaiser le mécontentement de la population noire. Le procédé n'est pas nouveau. Il consiste un des thèmes favoris du discours populiste de M. Mugabe. Mais pour la première fois, le chef de l'Etat semble prêt à passer à l'acte en confisquant, sans compensation, une partie des terres appartenant aux fermiers blancs. Le gouvernement a publié, vendredi 28 novembre, la liste officielle des 1500 propriétés qu'il souhaite « nationaliser » pour les redistribuer aux paysans noirs.

L'expropriation porte sur quelque 5 millions d'hectares, soit environ la moitié des terres exploitées par les fermiers blancs restés après l'indépendance de l'ex-Rhodésie, en 1980. Elle ne donnera lieu à aucune indemnisation, sauf pour le matériel nu les bâtiments. Pour une éventuelle compensation concernant les terres elles-mêmes, le président Mugabe a renvoyé les propriétaires fonciers à l'ancienne puissance coloniale, la Grande-Bretagne. Il a rappelé que les colons britanniques avaient les premiers confisqués la terre appartenant aux habitants noirs du pays et que les fermiers blancs étaient « les enfants de la Grande-Bretagne ».

En théorie, l'objectif de la réforme peut paraître louable. Il consiste à redistribuer les terres aux exploitants noirs défavorisés. Mais il y a quelques années, le gouvernement avait déjà racheté plusieurs millions d'hectares avec la même intention. Une partie est encore en friche ou a été donnée à des dignitaires du régime et la réforme agraire demeure au point mort. A intervalles réguliers, elle permet néanmoins à M. Mugabe de désigner la vindicte populaire les quelques 80 000 Blancs du Zimbabwe.

Les déséquilibres hérités de la colonisation, il est vrai, n'ont pas été effacés et constituent une source d'amertume pour les Noirs. Les Blancs représentent moins de 1 %

de la population totale mais ils contrôlent une bonne partie de l'économie. Les 4 000 fermiers d'origine britannique possèdent ainsi, à eux seuls, environ la moitié des terres exploitées à des fins commerciales. Politicien averti, le président Mugabe a pris l'habitude de rejeter sur la minorité blanche les difficultés économiques de son pays pour tenter de faire oublier une gestion hasardeuse et corrompue. A l'occasion de l'élection présidentielle de mars 1996, qui lui a permis de se faire réélire dans des conditions contestées, le chef de l'Etat avait traité les hommes d'affaires blancs de « bandes d'escrocs ».

HYPOTHÉTIQUE REDISTRIBUTION

M. Mugabe est confronté, depuis lors, à un mécontentement sans précédent au sein de la population noire. Une succession quasi ininterrompue de protestations sociales a traduit la grogne généralisée à l'égard du népotisme dont fait preuve le pouvoir et de son incapacité à redresser l'économie. M. Mugabe espère enrayer le phénomène en durcissant son attitude à l'égard de la minorité blanche. A court terme, il est vrai, la confiscation des terres pourrait le faire bénéficier d'un regain de popularité. Mais elle risque d'avoir des conséquences économiques désastreuses et d'aggraver encore un peu plus la situation des Zimbabwéens.

En confisquant les meilleures terres en vue d'une hypothétique redistribution, la réforme menace de désorganiser le secteur agricole sur lequel repose en grande partie l'économie. De plus, elle ne peut que créer un climat de confrontation avec la minorité blanche, détentrice du pouvoir économique. Elle risque aussi de miner la confiance des investisseurs et des bailleurs de fonds étrangers déjà réticents à soutenir le régime. Conscient de tous ces dangers, M. Mugabe s'est gardé une porte de sortie en évoquant de futures consultations avec les fermiers. Mais la tentation populiste d'un régime aux abois pourrait s'avérer la plus forte.

Frédéric Chambon

La démission du gouvernement de centre gauche ouvre une crise politique en Inde

Le parti du Congrès a retiré son soutien au cabinet d'Inder Kumar Gujral

Le gouvernement de coalition du Front uni (centre-gauche) a démissionné, vendredi 28 novembre, victime des manœuvres du parti du

Congrès qui a retiré son soutien parlementaire au premier ministre M. Gujral. L'Inde s'achemine vers une impasse : aucune formation ne dispose

de majorité absolue au Parlement mais personne ne souhaite vraiment de nouvelles élections. Les réformes économiques risquent d'en souffrir.

NEW DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Pour la troisième fois en dix-huit mois, l'Inde se retrouve sans gouvernement. Après plus de dix jours de tergiversations pour trouver une issue à la crise qu'il avait lui-même ouverte, le Parti du Congrès a officiellement informé, vendredi 28 novembre, le chef de l'Etat, K.R. Narayanan, qu'il retirait son soutien au gouvernement de Front uni d'Inder Kumar Gujral. N'ayant plus de majorité parlementaire, le premier ministre, en poste depuis seulement sept mois, a immédiatement remis sa démission et celle de son cabinet au président qui les a acceptées, chargeant le gouvernement de poursuivre les affaires courantes. M. Gujral s'est toutefois abstenu de recommander au président la dissolution de la chambre.

M. Narayanan, quant à lui, dans cette situation incertaine, est essentiellement, pent désormais, soit convoquer les chefs des principaux partis pour voir s'ils peuvent constituer un nouveau gouvernement, soit provoquer immédiatement la dissolution de la chambre, entraînant de nouvelles élections qui pourraient avoir lieu, au mieux, fin février.

Dans sa lettre de retrait de soutien au Front uni, le président du Congrès, Sitaram Kesri, a demandé à M. Narayanan « d'explorer toutes les possibilités de former un autre gouvernement de coalition », affirmant que « le Congrès réclame de former un gouvernement d'union, si la chance lui est donnée, de prouver sa majorité à la chambre ». A

quatre-vingt-deux ans, les espoirs de M. Kesri de devenir premier ministre semblent toutefois très minces, les partis du Front uni ayant d'ores et déjà, par lettre individuelle, informé le président qu'ils ne soutiendraient pas un gouvernement conduit par le Congrès ou les nationalistes hindous du BJP (Bharatiya Janata Party). Elue en mai 1996, la onzième chambre indienne (545 sièges) comporte trois grands blocs, le BJP et leurs alliés (193), le Front uni, coalition disparate de quatorze partis (177), et le Congrès (144).

GANDHI EN PRÉTEXTE

C'est la deuxième fois dans cette législature que le Parti du Congrès, qui supporte visiblement mal de n'être plus au pouvoir, retire son soutien à un gouvernement de Front uni. En avril, M. Gujral avait remplacé H.D. Deve Gowda, après que le Congrès eut retiré son soutien à ce dernier qu'il accusait de gouverner sans prendre en considération les demandes des « congressistes ». Cette fois, le Congrès a pris pour prétexte, la publication du rapport Jain sur l'assassinat en 1991 de Rajiv Gandhi, pour exiger le départ du gouvernement du DMK, parti régionaliste Tamoul. Le DMK est mis en cause dans le rapport Jain pour son soutien au LTTE, (Tigres tamouls du Sri-Lanka), responsables du meurtre de Rajiv Gandhi. Encore intérimaire six ans après les faits, ce rapport, dont les conclusions sont très controversées, a des implications qui vont bien au-delà du seul DMK. Le Congrès voulait surtout en éviter la discussion à la

Chambre, craignant d'une part d'être lui-même mis en cause pour le retard apporté à l'enquête et d'autre part que le gouvernement lui oppose l'affaire Bofors, scandale financier impliquant Rajiv Gandhi et son gouvernement ou un autre rapport sur l'assassinat d'Indira Gandhi en 1984 qui met en cause un responsable du Congrès toujours en place.

En choisissant de démissionner avant toute motion de censure à la Chambre, M. Gujral a semblé-t-il vouloir aussi éviter le déballeage et les violentes disputes auxquelles aurait donné lieu la discussion du rapport Jain. Le président Narayanan se serait lui-même inquiété récemment des conséquences négatives pour l'Inde de la publication de ce rapport. Chacun sait bien, ici, que le soutien au LTTE, récemment mis sur la liste des organisations terroristes par le département d'Etat américain, a été une politique indienne, inaugurée par le gouvernement d'Indira Gandhi et poursuivie par ses successeurs, pour amener le gouvernement du Sri-Lanka à négocier et préserver les sentiments des plus de 60 millions de Tamouls indiens. En mettant en cause, au-delà du DMK, les Tamouls en général, le rapport Jain a aussi obligé le gouvernement de Front uni à soutenir le DMK sous peine de déclencher un ressentiment régionaliste du Sud contre le Nord.

Dans l'état actuel des forces politiques, on voit mal comment une autre coalition pourrait se former bien que personne ne veuille réellement des élections. Plus de 150 députés de tous les partis,

membres pour la première fois du Parlement, n'ont fait savoir au président leur opposition à toute nouvelle consultation. Les élections en Inde sont un exercice difficile et surtout extrêmement coûteux et, dix-huit mois seulement après les dernières, les finances des partis ne sont pas reconstituées, sans compter l'impact sur le budget indien. Le président Narayanan va sans aucun doute dans un premier temps consulter les chefs de parti, mais n'a ni dit s'il souhaite d'éviter, comme cela s'est récemment produit dans l'Etat d'Uttar Pradesh, les achats de députés et les renversements d'alliance avec pour seul objectif l'acquisition du pouvoir.

La presse indienne dans sa majorité juge très sévèrement le Congrès et en particulier sa demande au président de tenter de former un nouveau gouvernement. « Dans leur poursuite désespérée et lâche pour accéder au pouvoir sans élections, les Congressistes n'ont même pas permis un débat au Parlement. Le pouvoir est pour eux de naissance et ils doivent l'avoir gratuitement », écrit à la « une » de l'Indian Express Shekhar Gupta.

Si l'Inde a franchi un pas avec la démission du gouvernement, la crise politique est toutefois loin d'être résolue et malgré les consultations qui vont commencer, le scénario le plus probable est aujourd'hui l'organisation de nouvelles élections. Un exercice qui ne va pas améliorer l'économie, retardant encore plus les décisions de réformes dont le pays a grandement besoin.

Françoise Chipaux

20 % des salariés japonais travaillent à temps partiel

KOBÉ

de notre envoyé spécial

Après Denver (mars 1994) et Lille (avril 1996), c'est à Kobé (Japon) que s'est tenue la conférence sur l'emploi des pays développés, vendredi 28 et samedi 29 novembre. Les pays du G7 - plus la Russie - tentaient de procéder à un échange de vues sur leurs expériences nationales. Cette conférence a permis d'observer un amenuisement des divergences de vues entre les Anglo-Saxons, partisans de la souplesse, et les Européens qui, sans en contester les mérites, insistent sur la nécessité de renforcer la cohésion sociale.

Dans le communiqué final, les participants au sommet de Kobé ont insisté sur la responsabilité sociale des entreprises et sur la nécessité « de réconcilier l'efficacité économique et la cohésion sociale afin qu'une souplesse croissante de l'emploi aille de pair avec la sécurité de celui-ci ». Un thème sur le-

quel a insisté notamment la délégation française, dirigée par Christian Pignat, secrétaire d'Etat à l'Industrie.

Hôte de ce sommet, le Japon n'est pas encore confronté à une détérioration de la situation de l'emploi aux conséquences sociales comparables à celles de certains pays européens. Il n'en partage pas moins les préoccupations de ses partenaires : la situation est devenue « très délicate », a déclaré Bunmei Iwaki, ministre japonais du travail.

TRANSFERTS D'EMPLOIS

Comparé aux autres pays industrialisés, le taux de chômage est faible au Japon (3,5 % de la population active), mais celui-ci reflète imparfaitement la situation de l'emploi : 20 % des salariés sont des employés à temps partiel, parmi lesquels une grande majorité de femmes, et touchent des rémunérations inférieures d'un tiers à

celles des employés à temps complet. Le Japon a certes créé des emplois (en mars 1997, le nombre des personnes ayant un travail avait augmenté de 0,9 % en un an), mais il s'agit en majorité d'emplois temporaires. En outre, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi augmente, et leur insertion sur le marché du travail se fait de plus en plus difficilement.

En dépit de ses insuffisances en matière de protection sociale, le régime de l'emploi au Japon pré-

sente une grande souplesse. Avec son système de transfert temporaire d'employés d'une entreprise à une autre, le pays dispose d'un instrument de régulation du marché de l'emploi sur le court ou long terme.

Cette mobilité interentreprises est un exemple de dosage entre flexibilité et stabilité dont les Européens peuvent chercher à s'inspirer.

Philippe Pons

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde-LCI

DOMINIQUE
VOYNET

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN
AVEC
JEAN-PAUL BESSET (LE MONDE)
ANITA HAUSER (LCI)
ET
THOMAS LEGRAND (RTL)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 30 NOVEMBRE - LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1997

PARLEMENT L'Assemblée nationale a achevé, samedi 29 novembre, peu après 6 heures, l'examen du projet de loi d'Elisabeth Guigou réformant le droit de la na-

tionalité. Ce texte va permettre à toute personne née en France de parents étrangers de se voir reconnaître la nationalité française, de plein droit, à l'âge de dix-huit ans,

sous condition de résidence. Le vote sur le texte est prévu lundi 1^{er} décembre. ● L'OPPOSITION, qui avait mené une bataille de procédure, en défendant la législation qu'elle

avait adoptée en 1993, a finalement changé d'attitude et permis que l'examen du projet aille rapidement à son terme. ● CRITIQUE pour son recours à la procédure d'urgence,

Lionel Jospin a indiqué au Monde que Jacques Chirac n'avait jamais évoqué ce sujet avec lui. La cohabitation se durcit entre les deux hommes (lire page 7).

Le Front national est à l'arrière-plan du débat sur la nationalité

Les députés ont achevé samedi matin l'examen du projet de loi d'Elisabeth Guigou réformant la législation adoptée par l'ancienne majorité en 1993. Droite et gauche se sont accusées mutuellement d'arrière-pensées électorales inavouables

VACARME LE JOUR, s'éternité la nuit. Contre toute attente, les députés ont achevé, samedi 29 novembre, peu après 6 heures, l'examen du projet de loi sur la nationalité, qui fera l'objet d'un vote solennel lundi 1^{er} décembre. En quelques heures, le débat est passé de la frénésie à l'apaisement, des batailles de procédure aux discussions de fond, des invectives au dialogue.

Après avoir consacré onze heures au seul article premier, les députés ont commencé à accélérer le rythme de leurs travaux lorsqu'ils se sont retrouvés en petit comité, à partir de 21 heures. Rien, pourtant, ne laissait présager ce changement d'atmosphère.

Dès l'ouverture des débats, vendredi matin, la tension était montée d'un cran lorsque était venu en discussion un amendement de l'unique député du Front national, Jean-Marie Le Chevallier (Var), visant à supprimer purement et simplement le droit du sol au nom du refus d'une « Europe submergée » par l'immigration africaine.

Attendu au tournant, l'opposition RPR-UDF s'efforce de dresser un cordon sanitaire autour du maître de Toulon. L'amendement est massivement rejeté. Seuls deux élus RPR, Nicole Catala (Paris) et Robert Pandraud (Seine-Saint-Denis), refusent de prendre part au vote (lire page 7). Le temps de dénoncer un « accord » entre la droite et la gauche en vue de la « destruction de la France », M. Le Chevallier quitte l'hémicycle.

Cela n'empêchera pas le fantôme de l'extrême droite de continuer à planer sur les débats, la majorité et l'opposition s'accusant mutuellement de complaisance à l'égard du Front national.

Elisabeth Guigou jure que son texte « n'est en rien destiné à quémander les voix » de l'extrême droite. « Vous avez été élue grâce à elles ! », rétorque son voisin du Vaucluse, Thierry Mariani (RPR)

La ministre de la justice n'est pas la dernière à jouer sur cette corde sensible : accusée par Jacques Kossowski (RPR, Hauts-de-Seine) de « brader » la nationalité française en rétablissant l'acquisition de plein droit à dix-huit ans, Elisabeth Guigou dénonce « l'hypocrisie (...) de ceux qui se présentent comme un barrage contre le Front national ». Elle jure que son texte « n'est en rien destiné à quémander les voix » de ce parti. « Vous avez été élue grâce à

elles ! », rétorque son voisin du Vaucluse, Thierry Mariani (RPR), lui-même partisan, à droite, des options les plus radicales. En dépit de ces apparences musclées, le débat de fond, circonscrit aux conditions d'exercice du droit du sol et non à son principe, n'est pas aussi acharné que prévu. Certes, l'opposition bataille ferme, dénonçant le « laxisme » du gouvernement, notamment à propos des « mariages de complaisance ». Cependant, l'essentiel de son énergie est dépensé dans de vaines batailles de procédure.

On assiste même à quelques situations à front renversé : ainsi le garde des sceaux obtient-il le rejet d'un amendement de la droite, qualifié de « généreux » par le rapporteur de la commission des lois, Louis Mermaz (PS), visant à faciliter l'accès des étrangers francophones à la nationalité.

Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) entreprend de troubler davantage encore les esprits en votant l'amendement des Verts visant à instaurer en France un droit du sol « intégral ». La manœuvre de la droite, qui déserte l'hémicycle dans l'espoir de voir le gouvernement mis en minorité, échoue. L'amendement radical réunit un attelage inattendu : le gauchiste Pierre Mazeaud, les Verts Guy Hascotte et Noël Mamère, et le communiste Patrick Braouezec. La minorité de socialistes qui avaient initialement soutenu au sein de leur groupe une initiative en ce sens est aux abonnés ab-

sents, permettant le rejet de l'amendement.

Comme prévu, le garde des sceaux a donné son accord à l'amendement de compromis autorisant le mineur de treize ans à anticiper l'acquisition de la nationalité avec l'autorisation de ses parents. L'opposition s'est insurgée contre une disposition qui

Julien Dray prévoyant l'instauration, le 14 juillet, dans les mairies, d'une cérémonie républicaine réunissant tous les jeunes accédant à la citoyenneté et à la nationalité a donné lieu à une étonnante manifestation d'occultisme.

Après de longs dialogues fort courts, MM. Dray et Mazeaud, ainsi que Renaud Donnedieu de

Le gouvernement n'a pas utilisé le vote bloqué

Le projet de loi sur la nationalité, sur lequel les députés voteront lundi 1^{er} décembre, aura donc été examiné sans que le gouvernement ait recouru à l'une des procédures contraignantes que prévoit la Constitution - celle de l'article 44, alinéa 3 - qu'avait envisagée, le 27 novembre, Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste. Cette disposition permet aux ministres de contraindre les députés à se prononcer, par un seul vote, sur « tout ou partie d'un texte en discussion », modifié par les seuls amendements acceptés par le gouvernement.

En revanche, Elisabeth Guigou a utilisé un article du règlement de l'Assemblée qui autorise le gouvernement à demander la réserve du vote des amendements. Il s'agissait à la fois de contraindre les demandes répétées de quorum, déposées par Jean-Louis Debré, président du groupe RPR, et d'éviter au gouvernement, les députés de la majorité « plurielle » étant en nombre insuffisant, d'être battu dans les votes.

« Ouvrir la voie à la fraude », en affirmant que les parents sans papiers utiliseraient la nationalité de leur enfant pour régulariser leur propre situation. Selon M^{me} Catala, le consentement exigé de l'enfant ne fait que masquer le fait que les parents « agissent en réalité pour leur propre compte ».

La nuit a parfois été propice au dialogue et au rapprochement. La discussion d'un amendement de

Vabres (UDF-DL, Indre-et-Loire) et Georges Sarré (RCV, Paris) se sont retrouvés côte à côte, en haut de l'hémicycle, pour tenter d'améliorer la rédaction de l'amendement. Peine perdue : au cours d'une très longue suspension de séance, les socialistes décident de suivre l'avis du gouvernement, qui ne souhaite pas inscrire cette contrainte dans la loi.

Vers 1 heure du matin, M. Mazeaud demande la levée de la séance, en faisant planer la menace d'une désertion des députés RPR en cas de débat non-stop. Une nouvelle fois, le député de la Haute-Savoie, ancien président de la commission des lois, est isolé au sein de son groupe, ses collègues décidant de continuer à siéger en son absence. Les tentatives d'obstruction ne sont plus qu'un lointain souvenir. Jean-Pierre Brard (app. PCF, Seine-Saint-Denis) parcourt les travées en distribuant des caramels à tous.

En bout de course, le rythme s'accroît encore, alors que la fatigue gagne. La création d'une « carte d'identité républicaine » et l'aménagement du double droit du sol sont expédiés. Alors que les derniers articles défilent, MM. Donnedieu de Vabres et Braouezec sautent dans le dernier wagon pour dire leur frustration et leur agacement. Le premier prend acte que « ni le gouvernement ni la majorité n'ont manifesté le moindre intérêt pour les propositions de l'opposition, ni le moindre sens du dialogue sur un texte censé être fondamental ». En écho, le député communiste « regrette qu'aucune proposition de la gauche plurielle n'ait été retenue ».

A 6 h 07, l'examen du projet de loi est terminé. Au « perchir », Jean Glavany (PS) se frotte les mains. La ministre sourit.

Philippe Bernard et Jean-Baptiste de Montvalon

Les dispositions adoptées en première lecture

AU COURS de la première lecture du projet de loi présenté par Elisabeth Guigou, ministre de la justice, sur la nationalité, les députés ont adopté, dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 novembre, les principales dispositions suivantes :

● A dix-huit ans, les jeunes nés en France de parents immigrés acquièrent la nationalité française de plein droit, à condition d'avoir résidé habituellement en France « pendant une période continue ou discontinuée d'au moins cinq ans, depuis l'âge de onze ans ».

Ils peuvent cependant décliner cette acquisition dans les six mois précédant l'âge de la majorité ou dans l'année suivant cet anniversaire. Cette disposition met fin à l'exigence d'une manifestation de volonté entre seize et vingt et un ans, qui avait été rendue nécessaire par la loi Méhaignerie de 1993.

● A seize ans, ces enfants peuvent anticiper l'acquisition de la nationalité par simple déclaration, sans l'accord de leurs parents, sous les mêmes conditions de résidence.

● A treize ans, les parents peuvent réclamer la nationalité pour leurs enfants, à condition d'avoir obtenu le « consentement personnel » de ce dernier et seulement si l'enfant réside habituellement en France depuis l'âge de huit ans.

● Mariage : le conjoint étranger d'un ressortissant français

peut acquérir la nationalité française par simple déclaration, passé un délai d'un an après le mariage, au lieu de deux avant la réforme, à condition que la communauté de vie n'ait pas cessé et que le conjoint français ait conservé sa nationalité. Ce délai d'un an est supprimé en cas de naissance d'un enfant.

● « Double droit du sol » : les restrictions apportées en 1993 à l'application de ce principe, qui veut qu'est française la naissance toute personne née en France d'un parent lui-même né en France, sont levées pour les enfants d'Algériens.

Ces derniers bénéficient de ce principe s'ils sont nés en France depuis 1962 et que leurs parents sont eux-mêmes nés en Algérie avant cette date, lorsque ce pays était constitué de départements français.

● Certificats de nationalité : afin de faciliter la preuve de la nationalité française, la mention de toute première délivrance d'un certificat de nationalité devra être portée en marge de l'acte de naissance. A la demande de l'intéressé, cette mention pourra également être portée en marge des extraits d'acte de naissance et du livret de famille.

● Information : les tribunaux d'instance, les collectivités territoriales et les établissements scolaires sont « tenus d'informer le public » de la législation.

Parents autrichiens, grands-pères biélorusse ou italiens...

ÉTALER ses origines familiales et ses émotions de jeunesse ne fait pas partie des mœurs habituelles du député en séance publique ; mais la question de la nationalité touche chaque citoyen si profondément dans son identité et ses origines qu'elle bouscule cette réserve traditionnelle.

Comment devient-on français ? Nombre d'élus, de gauche comme de droite, ont témoigné, vendredi 28 novembre, d'une expérience personnelle sur le sujet, expérience dant ils tirent des enseignements variés. « Je n'ai pas une goutte de sang français dans les veines, a ainsi lancé Arthur Paecht (UDF, Var) à l'appui d'une intervention qui a fait sensation. Je suis né en Autriche, de parents autrichiens. Mon pays a été envahi et occupé, et en 1939, un convoi d'enfants m'a emmené en France, dont je ne parlais même pas la langue. » La famille de M. Paecht a été décimée par les nazis ; son père a été fusillé et sa mère est morte en déportation. « Je ne les ai pas revus », a-t-il précisé devant un hémicycle soudain silencieux. A la Libération, l'orphelin a choisi de rester en France, car « ce pays qui m'avait sauvé, je l'aimais déjà ».

Puis, étudiant en médecine, il a choisi la nationalité française et l'a obtenue sur simple déclaration. La banalité de cette formalité administrative a laissé une « frustration » à M. Paecht. « J'ai des enfants, des petits-enfants, tous français. De temps en temps, je leur montre des albums de photos, mais il y a une photo que je n'ai pas, a regretté le député, c'est celle du jour où je suis devenu français. Je ne peux leur montrer aucun document rappelant ce jour qui a été, après la perte de mes parents, le jour le plus important de ma vie ».

« CE PAYS N'EST PAS XÉNOPHOBES » De cette expérience douloureuse, M. Paecht tire sa conviction de la nécessité d'une manifestation de volonté, démarche que supprime le projet Guigou. La certitude, aussi, que « ce pays n'est pas xénophobe ». Et il conclut : « Qu'un homme comme moi puisse devenir deux fois français, ça ne peut leur montrer aucun document rappelant ce jour qui a été, après la perte de mes parents, le jour le plus important de ma vie ».

D'autres élus se sont déclarés descendants d'immigrés au cours de la discussion. Le fait

d'avoir « un grand-père venu de Biélorussie en 1914 » n'a pas empêché Jacques Kossowski (RPR, Hauts-de-Seine) d'estimer que les immigrés d'aujourd'hui sont des « ayants droit et des sans-papiers », bien éloignés de ceux d'autrefois, issus de pays « où dominait la civilisation judéo-chrétienne ou gréco-latine ».

De même, Thierry Mariani (RPR, Vaucluse) a mis en avant ses grands-parents italiens pour expliquer que « l'immigration italienne, polonaise ou espagnole (...) était indiscutablement plus facile à assimiler que l'immigration d'aujourd'hui ». D'une ascendance comparable - un grand-père italien -, Elisabeth Guigou tire une analyse diamétralement inverse. « On nous dit que la nature de l'immigration a changé, a-t-elle déclaré vendredi, mais je me souviens de ce que me racontait mon grand-père italien des insultes qu'il avait subies à son arrivée en France en 1913. Toutes les vagues d'immigrants ont été confrontées à un tel rejet. » Et de tirer argument de cette réalité historique en plaçant pour un meilleur accueil des jeunes issus de l'immigration d'aujourd'hui.

Ph. B.

La flibuste parlementaire de Thierry Mariani mise en échec

AVEC 416 AMENDEMENTS à lui seul, Thierry Mariani est apparu comme l'un des adversaires les plus acharnés du projet de loi sur la nationalité. Ses arguments et ses

PORTRAIT Dans sa circonscription, le député est un opposant obstiné de l'extrême droite

formules sont souvent simplistes - les jeunes délinquants mineurs étrangers seraient ainsi des « individus qui ne méritent pas d'être français ». Mais, contrairement à certains de ses collègues, qui ne cachent pas leur proximité avec le Front national, M. Mariani est, dans sa circonscription du Vaucluse, un opposant obstiné de l'extrême droite, menant une offensive permanente contre Jacques Bompard, maire (FN) d'Orange, ville où il est né en 1958.

Député de Vaucluse, conseiller général et maire de Valréas, il s'était préparé depuis des mois à ferrailler contre un texte qui, selon lui, revient à « ouvrir la porte à

n'importe qui ». Il a trouvé l'inspiration de ses amendements dans son « expérience de la vie quotidienne ». « La nationalité, je sais ce que cela signifie concrètement, affirme-t-il. Parmi les trois chirurgiens de l'hôpital dont je suis président, deux sont d'origine étrangère, algérienne et libanaise ».

C'est également parce qu'il siège dans une commission locale d'insertion, chargée d'attribuer le RMI, que M. Mariani a soigné en repérant, dans l'article un du projet de loi, une formule selon laquelle un individu peut acquérir la nationalité française s'il a eu sa résidence en France pendant « une période continue ou discontinuée ». « Une période continue ou discontinuée, c'est exactement les termes du décret d'application du RMI, ce qui permet, selon lui, à certains étrangers de bénéficier de l'allocation tout en résidant de fait dans leur pays d'origine ». Le projet peut également, selon lui, favoriser les filières de mariages blancs. Depuis l'annonce de ce projet de loi, en juin, M. Mariani fait donc provision d'arguments. Notamment par le biais de questions écrites... à la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, élue

du même département. « Je ne suis pas un fin juriste, comme Pierre Mazeaud, reconnaît le député non sans humilité, mais je connais le terrain. » C'est avec l'aide de ses assistants parlementaires qu'il a rédigé, de manière artisanale, son flot d'amendements - notamment ceux visant l'article 4 du projet de loi.

MANŒUVRE HASILE

Il y est précisé que les dispositions du texte ne s'appliquent pas aux enfants nés en France des diplomates étrangers, M. Mariani tenait à exclure également du dispositif, par le biais de 218 amendements, les enfants de parents exerçant 218 autres professions, telles que correspondants de presse étrangers, déménageurs, agents d'escalade, chaudronniers-tôliers, bobiniers en construction électrique et électronique, médecins et quelque 212 autres métiers recopiés dans l'annuaire de l'ANPE.

Mais ce « flibustier » parlementaire n'a pas vu venir une habile manœuvre du gouvernement qui a astucieusement laissé voter un amendement de la droite supprimant l'article incriminé. Du coup,

les 218 amendements sont tombés. Il a suffi ensuite à M^{me} Guigou de faire rétablir l'article en deuxième délibération, mais cette fois sans les amendements dont la discussion risquait de durer des heures. Beau joueur, M. Mariani a reconnu l'« habileté » du gouvernement. Il prépare sa revanche avec des centaines d'amendements et de sous-amendements sur le projet de loi sur l'immigration, discuté à partir du 4 décembre à l'Assemblée nationale.

Fabien Roland-Lévy

VOTRE CAVE A VIN

- Conservation et vieillissement des vins.
- Température réglable.
- Humidité contrôlée.
- De 75 à 1500 bouteilles.
- Pour le particulier et le professionnel.
- SANS MOTEUR.

NORDING

DEMANDEZ LE CATALOGUE GRATUIT AU 04 68 50 04 05

VOTRE BAIGNOIRE REMISE A NEUF

Sans démontage, en blanc ou en couleur. Déplacement gratuit Paris et province.

Mr Baignoire
03.27.92.71.18

هكذا من راحل

COMMENT L'EXPLIQUER? EN CE MOMENT, ILS N'ONT PAS BESOIN DE PLUS DE FRANÇAIS...



Le combat solitaire et paradoxal de Pierre Mazeaud à l'Assemblée

PEU AVANT 13 h 30, samedi 29 novembre, alors que les députés s'étaient résolus à examiner au pas de charge les articles du projet de réforme de la nationalité, Pierre Mazeaud a jeté l'éponge. Trahi par ses forces... et par les siens, qui ont refusé de le suivre dans son ultime bravade solitaire: « Si vous annoncez que nous continuerons indéfiniment nos travaux, mon groupe se retirera et ne participera plus aux débats ». Ses collègues RPR sont restés dans l'hémicycle, et l'examen du projet de loi d'Elisabeth Guigou a continué sans lui.

Depuis mercredi, le député de Haute-Savoie a tout fait pour s'approprier le débat. De façon plus ou moins élégante, il n'a cessé d'interpeller M^{me} Guigou lorsque celle-ci était silencieuse, et de l'interrompre lorsqu'elle parlait... Insupportable parfois jusqu'à ses collègues de droite, il a cherché à tout moment à monopoliser l'attention. Il est vrai qu'en cherchant à modifier la législation sur la nationalité, le gouvernement est quasiment entré chez lui par effraction. Rapporteur des dispositions libérales de la loi de 1973, auteur d'une proposition de loi particulièrement restrictive déposée en juin 1986, père spirituel de la loi de 1993 - qu'il ne supporte pas qu'on appelle « loi Méhaignerie » - M. Mazeaud a suivi pas à pas, depuis près d'un quart de siècle, le chemin tortueux de la législation française sur la nationalité. « Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis », lance-t-il à ceux qui tout mine de s'interroger sur ces brusques coups de volant.

En l'Assemblée nationale depuis juin 1968, c'est la première fois qu'il est cantonné dans l'opposition lors de l'examen d'un projet de loi sur la nationalité. Indépendant des siens depuis toujours, du gouvernement depuis juin, l'ancien président de la commission des lois s'en est donné à cœur joie, se saisissant pleinement de son dernier texte sur le sujet avant une éventuelle nomination au conseil constitutionnel par le président de la République.

Il y a trouvé une faille, qu'il a exploitée jusqu'à plus soif. Démontrant « l'incohérence et l'absurdité » d'un texte qui maintient la possibilité d'une démarche volontaire à 16 ans, tout en rétablissant l'acquisition de plein droit de la nationalité à 18 ans, M. Mazeaud est allé,

tout seul, jusqu'au bout d'une logique qu'il ne retrouvait pas dans le projet élaboré par la chancellerie. Comme il l'a fait à plusieurs reprises dans le passé, le député RPR a voté contre son camp... pour un amendement déposé par les Verts, qui visait à instaurer en France le droit du sol « intégral ».

ANGLE D'ATTAQUE

Démonstration de « juriste » et non de « politicien », a affirmé M. Mazeaud. Voire... Connaissable des joutes parlementaires, le député a bien choisi son angle d'attaque. Outre qu'elle lui a permis, au bout du compte, de se distinguer des siens - ce qui n'est jamais sans le ravir -, sa démonstration a eu le bon goût de mettre en difficulté le gouvernement, en renforçant les arguments d'une partie de la majorité plurielle, soucieuse d'avancées supplémentaires sur le droit du sol.

Il restait pour M. Mazeaud à régler ses comptes avec le Front national. Il l'a fait sans relâche, rappelant à plusieurs reprises qu'il était « fier » de figurer sur la liste des candidats « proscriptions » par le FN, rendue publique par le président de ce parti à la veille du premier tour des élections législatives (Le Monde du 31 mai). « Je fais partie de ceux qui ont été condamnés à mort par M. Le Pen », a-t-il rappelé haut et fort à la tribune.

Ultime pied de nez, le concepteur de la loi de 1993 s'est même offert le luxe, au cours de sa démonstration sur le projet de loi, de retourner les critiques de collusion avec le FN avancées par la gauche: « Si vous ne voulez pas revenir au droit du sol, c'est peut-être que, si collusion avec le Front national il y a, elle est plutôt dans les rangs de la gauche ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Face à l'extrême droite, M. Balladur veut prêcher l'exemple

DEUX DÉPUTÉS RPR n'ont pas participé, vendredi 28 novembre, au vote sur un amendement présenté par l'unique représentant du Front national à l'Assemblée nationale, Jean-Marie Le Chevallier.

L'amendement numéro 161 du député du Var et maire de Toulon proposait d'écrire que « les modes principaux d'accès à la nationalité française sont la filiation et la naturalisation ». La première réplique fusée. Elle vient de Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie): « Cet amendement supprime le droit du sol (...). Je reconnais au Front national le mérite de la constance dans le racisme, ce qui me vaut l'honneur, au demeurant, d'avoir fait partie de la charrette de ses "condamnés à mort" » aux élections législatives.

Jeune député (UDF-DL) d'Indre-et-Loire et proche collaborateur de François Léotard, Renaud Donnédien de Vabres explique à son tour que cet amendement « hautement symbolique », qui « rompt avec la tradition républicaine », est « conçu pour nous intimider (...), pour accrédi- l'idée qu'entre le Front national et le Parti socialiste il n'y a rien ».

Comme si l'avertissement n'était pas assez clair, Gérard Gauzes (Lot-et-Garonne), au nom du groupe socialiste, se félicite même de la position prise par les deux porte-parole des groupes de l'opposition. Ultime signal à destination des députés qui n'auraient toujours pas compris, il oppose Vichy à la France. Mais alors que

SIX MOIS APRÈS les élections législatives, dont le second tour, le 1^{er} juin, avait vu la victoire de la gauche, suivie par la nomination, dès le lendemain, de Lionel Jospin au poste de premier ministre, l'Elysée soupçonne le gouvernement et son chef de chercher à marginaliser le président de la République.

Alors que les nominations, qui n'avaient pas posé de problème jusque-là - le gouvernement procédant à peu de mutations dans la haute fonction publique -, deviennent source de friction entre les deux cohabitants, la réplique de M. Jospin au jugement de M. Chirac sur les 35 heures, conséquence d'une dégradation du climat, a eu pour effet de l'aggraver.

Au terme de six mois de présence à Matignon, il est d'usage que le premier ministre reçoive du chef de l'Etat - lequel fête, samedi 29 novembre, ses soixante-cinq ans - les insignes de grand-croix dans l'ordre du Mérite. Il n'est pas prévu que ce rite de la V^e République, célébré sans doute le 10 décembre, soit entouré de beaucoup de publicité, alors que le caractère implacable de la cohabitation entre M. Chirac et M. Jospin devient, lui, de plus en plus flagrant.

Le président, dit-on à l'Elysée, ne se laissera pas imposer une « renécotisation ». Comme René Coty...

Le premier veut assurer sa prééminence de chef de l'Etat, préserver son droit de critique du gouvernement et entretenir son image de patron de l'opposition; le second, montrer qu'il dispose des vrais pouvoirs, profiter de sa popularité et imposer le respect des règles claires dans la cohabitation.

Dès la victoire de la gauche « plurielle » au second tour des élections législatives anticipées, le 1^{er} juin, le chef de l'Etat profite de son premier discours public, le 7, devant le congrès de la Fédération nationale de la mutualité française, à Lille, pour définir son rôle.

Evocant la première cohabitation de la V^e République entre 1986 et 1988 - il était à Matignon, François Mitterrand était à l'Elysée -, M. Chirac souligne qu'il avait « pu alors apprécier le rôle fondamental du président de la République, garant de nos institutions ». « Aujourd'hui, précise-t-il devant deux ministres du

nouveau gouvernement, mon devoir, c'est de veiller à ce que, chacun à sa place et respectant l'autre, nous servions tous ensemble des intérêts et des valeurs qui nous dépassent, qui nous unissent et qui sont tout simplement les idéaux de la République », ainsi que de « préserver les acquis européens ».

Ses devoirs ainsi posés, le président attend le 14 juillet pour exposer ses droits. Il y a celui de critiquer et celui d'avoir « le dernier mot » face au premier ministre. Mine de rien, M. Chirac ne se prive pas, ce jour-là, de faire usage du premier pour démolir tous les projets du gouvernement. Le second fait l'objet d'un rappel au règlement de la part de M. Jospin, au conseil des ministres du 16 juillet, avec l'autorisation du chef de l'Etat. Citations de la Constitution à l'appui, le chef du gouvernement cadre les prérogatives respectives de l'un et de l'autre. Pour ménager les susceptibilités, son intervention n'est pas rendue publique. Qu'à cela ne tienne, le président fait savoir qu'il continuera à dire ce qu'il pense. Dans ces conditions, rétorque Matignon, il s'exposera aux répliques des ministres. Voire du premier d'entre eux.

Le souci de M. Chirac est, en effet, de prendre la tête d'une droite sonnée par sa défaite électorale. En ne laissant pas vacante la place de chef de l'opposition, sous peine de se voir marginaliser, cette position a un revers: elle fait descendre le président dans l'arène politique, lui conférant ainsi un rôle amoindri de responsable partisan. La volonté de M. Jospin est donc d'utiliser cette arme, en se gardant toutefois de la mettre sous le feu d'un... secrétaire d'Etat. In fine, le premier ministre veut obtenir ainsi qu'une sourdine soit mise aux critiques. L'entourage du président laisse filtrer que M. Chirac peut légitimement s'en offusquer.

Que peut répondre M. Jospin? Que, depuis le 20 août, les critiques, recommandations, mises en garde et autres réserves ne cessent de pleuvoir. Des observations faites dans le secret des délibérations du conseil des ministres - sur les emplois-jeunes dans les secteurs public et parapublic, sur la politique familiale ou celle de défense -, le président passe à la critique publique. A Troyes, le 22 septembre, il estime que le plan du ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, est « fallacieux ». En visite à Moscou, il dénonce à la télévision, le 25 septembre, dans un entretien préenregistré, le laxisme du processus de privatisation, qui constitue « une erreur ».

Quatre jours après, interrogé sur TF1, le premier ministre explique que François Mitterrand lui avait

appris à ne jamais commenter, surtout en mal, la politique du gouvernement français à partir de l'étranger. La réponse se veut grave. Cinq semaines plus tard, M. Chirac décerne un bon point au premier ministre, lors d'un sommet franco-britannique à Londres, le 7 novembre, pour sa gestion de la grève des routiers. Quelques jours auparavant, à Paris, par la voix de sa porte-parole, Catherine Colonna, il lui reprochait le contraire. Cela n'empêche pas les deux hommes de tomber d'accord sur la candidature du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, à la présidence de la future Banque centrale européenne. Ces coups de « Yo-Yo » dans la cohabitation indisposent M. Jospin.

Au sommet de Luxembourg sur l'emploi, les 20 et 21 novembre, le président, selon l'Elysée, est parfaitement dans son rôle de défenseur de l'Europe quand il met en garde contre les « expérimentations hasardeuses » en matière sociale, visant ainsi les 35 heures. Matignon répond que M. Chirac prend quelques libertés, non seulement avec la règle d'information réciproque des deux

membres de l'exécutif, mais aussi avec celle d'unicité d'expression de la France. Et quand le président balaye la question d'un revers de main pendant sa conférence de presse commune avec le premier ministre, s'offrant le luxe de l'implicite dans sa non-réponse, M. Jospin ne sourit pas. Il va même sa réplique. Ce sera en France. Au congrès du Parti socialiste à Brest.

Il choisit l'ironie, en rangeant la dissolution de l'Assemblée par « l'autre tête de l'exécutif » au rayon des « expérimentations hasardeuses ». S'est-il laissé emporter? Un ministre anonyme le suggère, l'Elysée aussi. En fait, confie-t-on à Matignon: M. Jospin ne regrette rien, il a fourni la réponse appropriée, en donnant la mesure du rapport de force politique. Ne surfe-t-il pas sur les sondages de popularité et de confiance? A l'Elysée, la stratégie dont on soupçonne le premier ministre est éternelle: le président, dit-on, ne se laissera pas imposer une « renécotisation ». Du nom de René Coty, dernier président de la IV^e République.

Olivier Biffaud

Parole contre parole sur les procédures d'urgence

L'HISTOIRE ne serait qu'anecdote si elle n'était une nouvelle traduction de l'état d'esprit dans lequel se déroule la cohabitation. A la méfiance et aux premières escarmouches discrètes sur les nominations - il y a un réel blocage pour celles qui concernent la magistrature -, va-t-il falloir ajouter la désinformation? Recevant à déjeuner à l'Elysée, jeudi 27 novembre, le bureau du Sénat, M. Chirac a entendu les doléances de René Monory sur le recours, que le président de cette assemblée juge excessif, à la procédure d'urgence pour les projets de loi que le gouvernement soumet au Parlement.

M. Monory avait adressé la veille une lettre à Lionel Jospin au sujet du projet de loi sur la nationalité. « J'observe que depuis le début de la présente législature, écrit le président du Sénat, la plupart des textes importants soumis au Parlement ont été examinés par les assemblées selon la procédure d'urgence ». Même s'il reconnaît qu'il s'agit d'une « prérogative constitutionnelle à la disposition du premier ministre », M. Monory rappelle que « l'examen d'un texte en urgence ou pour principale conséquence, si le

texte est déposé en premier à l'Assemblée nationale comme c'est pratiquement toujours le cas depuis le début de la présente session, de raccourcir cette procédure et de réserver la connaissance des modifications apportées par le Sénat aux seuls sept députés représentant l'Assemblée nationale à la commission mixte paritaire ». En tout état de cause, il n'y aura sur ce texte qu'une seule lecture au Sénat.

Au cours de ce déjeuner, selon un des participants, le président de la République aurait abondé dans le sens de M. Monory, précisant qu'il a fait remarquer cet abus au premier ministre. Interrogé par Le Monde sur cet échange, M. Jospin a fait savoir qu'il apporte un démenti: « Il n'a jamais été question de la procédure d'urgence dans une conversation avec le président de la République ». C'est parole contre parole.

A ses invités, M. Chirac a aussi confié qu'il avait veillé à ne pas trop user de la déclaration d'urgence lorsqu'il était lui-même premier ministre. Entre mai et octobre 1986, le chef du gouvernement qu'était M. Chirac a utilisé l'article 49 alinéa 3, qui permet d'adopter un texte sans vote, si une motion de censure n'est pas déposée et adoptée, sur les privatisations, la liberté de communication et le découpage électoral. Cette arme de procédure a été utilisée dès le dépôt de ces projets de loi, avec pour conséquence d'empêcher toute discussion de ces textes. Si M. Jospin a déjà déclaré l'urgence pour sept projets - les plus importants - sur une vingtaine déposés, il n'a encore jamais fait usage du « 49-3 ».

O. B.

01.56.54.16.00

Tout le droit des sociétés en 100 rubriques alphabétiques sur feuillets mobiles et sur CD Rom

JOLY le spécialiste du droit des sociétés

Réduction de capital? 01.56.54.16.00. Tout le droit des sociétés en 100 rubriques alphabétiques sur feuillets mobiles et sur CD Rom. JOLY le spécialiste du droit des sociétés.

Jean-Louis Saux

Les militants socialistes ont plébiscité François Hollande comme premier secrétaire

Le député de Corrèze obtient plus de 90 % des voix sur 63 000 votants

La désignation par les militants socialistes, jeudi 27 novembre, des premiers secrétaires de leurs fédérations et de leur premier secrétaire national a mobilisé plus de 63 000 d'entre eux, une participation record. M. Hollande, candidat de la majorité du parti, a obtenu plus de 90 % des voix, selon des résultats partiels, son adversaire, M. Mélenchon, obtenant un score inférieur à celui de la motion de la Gauche socialiste.

L'ÉLECTION du premier secrétaire du Parti socialiste, jeudi 27 novembre, a tourné au plébiscite pour François Hollande. Selon les résultats publiés vendredi soir par le PS, portant sur 73 fédérations (sur 102), la participation au vote a été de 73,84 %. Elle a donc été plus forte que pour le vote des motions pour le congrès de Brest (72,14 %), celui de l'élection, le 14 octobre 1995, de M. Jospin (66,36 %) ou de sa désignation comme candidat à l'élection présidentielle (72,98 %).

Au lendemain du congrès, la victoire de M. Hollande est totale avec, selon ces résultats partiels, 57 975 voix pour le député de Corrèze (90,10 %) et 5 072 suffrages pour Jean-Luc Mélenchon, porte-parole de la Gauche socialiste (9,20 %). Un certain nombre de militants n'ont pas pris part à l'élection du premier secrétaire national, mais ce résultat apparaît comme un camouflet pour le sénateur de l'Essonne, qui ne retrouve pas le score de sa motion (10,21 %) et qui avait espéré recueillir jusqu'à 20 % des suffrages.

Les anciens popéens de la motion B (5,43 %) qui, conduits par Marie-Thérèse Mutin, n'avaient pas donné de consigne de vote nationale, se sont reportés massivement sur M. Hollande, qui dépasse largement le score de la motion majoritaire (84,07 %). La Gauche socialiste, qui avait trois fédérations (Essonne, Jura et Vendée), se console en gardant l'Essonne et en conquérant le Cher, mais les votes des grosses fédérations sont sans appel pour M. Mélenchon : 6,12 % dans le Nord (contre 93,88 % pour M. Hollande), 8,56 % dans le Pas-de-Calais (contre 93,4 %) ; 9,79 %

dans les Bouches-du-Rhône (contre 90,21 %). Spirituellement, M. Mélenchon a félicité le nouveau premier secrétaire dès vendredi soir. Le premier ministre a fait de même.

Lors de la réunion du conseil national, samedi, à Paris, pour la première fois depuis sa constitution après le congrès de Brest, et en présence de M. Jospin, M. Hollande va faire ratifier le bureau national et le secrétariat national. Au sein du bureau national, composé dans le respect des équilibres de Brest (Le Monde du 29 novembre), plusieurs personnalités, sans être membres de plein droit, continueront à être invitées, comme Jacques Delors et Michel Rocard.

Tout en assurant une certaine continuité - avec à ses côtés un tandem constitué d'Alain Claeys, chargé de la coordination et de la trésorerie, et de Jean-Christophe Cambadélis, chargé des fédérations et des relations extérieures -, et en confirmant les dix promus de juin,

M. Hollande devrait donc rajouter et féminiser légèrement son secrétariat. Il a surtout veillé à avoir au sein de son équipe de « gouvernement » une forte présence parlementaire, avec treize (ou quatorze) députés et deux sénateurs (Daniel Percheron, déjà présent, et Henri Weber).

M. PERCHERON REMPLACÉ

Pour le vote des 102 premiers fédérations, trois seconds tours avaient lieu vendredi soir : dans le Calvados, où le candidat soutenu par Louis Mexandeau, André Ledran, avait des chances de l'emporter, dans les Yvelines, entre deux rocardiens, et en Seine-Saint-Denis. Mais d'ores et déjà 31 fédérations ont changé de premier secrétaire, soit un taux de renouvellement de 30,4 %, conforme à l'objectif de M. Cambadélis.

Globalement, les nouveaux élus renforcent la « jospinisation » du PS. Ont ainsi été élus par les militants socialistes : Jean-François De-

bat dans l'Ain ; Bernadette Bourbat dans l'Aisme ; Jacques Joseph dans les Alpes de Haute-Provence ; José Garcia dans l'Ariège ; Christian Teyssedre dans l'Aveyron ; Bernard Lanuen en Charente ; Marie-Hélène Bodin (Gauche socialiste) dans le Cher ; Michel Martin dans les Côtes-d'Armor ; Eric Jeansannetas dans la Creuse ; Gérard Bertrand dans la Drôme ; Yves Culmnu, conseiller de M. Jospin et de Daniel Vaillant, dans le Jura ; Stéphane Delpeyrot dans les Landes ; Patrick Dugois dans le Lot-et-Garonne ; Jean-Paul Chartron dans la Loire ; André Roure dans la Haute-Loire ; François Letzgas dans la Marne ; Linnel Binndelle dans la Haute-Marne ; Michel Sorin en Mayenne ; Laurence Demnnet en Meurthe-et-Moselle ; Roger Beurebois dans la Meuse ; Gilles Seguin dans l'Oise ; Christophe Bouillon en Seine-Maritime ; Jean-Michel Bouysy dans le Tarn ; Jean Burneleau en Vendée.

Comme prévu, les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais ont changé de patron, Marc Doller succédant à Bernard Roman dans la première et Serge Janquin à Daniel Percheron dans la seconde. Deux secrétaires nationaux prennent des fédérations : Vincent Peillon dans la Somme et Michèle Sabban dans le Val-de-Marne. En revanche, Jean-Luc Gaboreau succède à M. Claeys dans la Vienne.

Deux ministres obéissent aussi leurs fonctions : Pierre Moscovici à Henri Lavielle dans le Doubs ; Sébastien Ruyal à Bernard Couturier dans les Deux-Sèvres. Le nombre de femmes à la tête des fédérations reste faible : il passe de sept à neuf.

Michel Noblecourt

Cinq nouveaux au secrétariat national

Le secrétariat national du PS devait être renouvelé samedi 29 novembre. Cinq de ses membres devaient le quitter : Lionel Jospin ; Jean-Louis Cottigny, ex-popéensiste, qui pourrait devenir responsable national ; Harlem Désir ; Véronique Neiertz et Marnet Valls, porte-parole du premier ministre, réélu par 71,57 % des votants à la tête de la fédération du Val-d'Oise.

Ils devaient être remplacés par l'ancien ministre Michel Sapin, proche de M. Hollande et qui prendrait le secteur économique ; François Rebsamen, conseiller régional de Bourgogne, animateur du groupe d'ex-fabusiens Partages, nommé auprès du secrétaire aux fédérations ; Sylvie Andrieux, députée des Bouches-du-Rhône ; et deux fabusiens, Gérard Guibert, qui prendrait l'environnement, et le sénateur Henri Weber. L'entrée de la benjamine de l'Assemblée, Cécile Helle, députée du Vaucluse, proche d'Elisabeth Guigou, dont elle était la suppléante, et de Martine Aubry, paraissait probable.

Jacques Chirac commémore la mort du général Philippe Leclerc

LE PRÉSIDENT de la République a assisté, vendredi 28 novembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, à la cérémonie commémorative du 50^e anniversaire de la mort du général Philippe Leclerc dans l'accident de son avion, en Algérie. Après avoir découvert une plaque rappelant la vie de ce maréchal de France, Jacques Chirac a passé en revue, en compagnie du ministre de la défense, Alain Richard, des détachements de la 2^e DB, division que commandait Leclerc et dont plusieurs centaines d'anciens avaient été invités. Le comédien Francis Huster a retracé la vie du libérateur de Paris au cours d'un spectacle son et lumière d'une heure qui s'est achevé par le chant de cette division de légende, repris avec émotion par ses anciens soldats.

M. Douste-Blazy veut faire interdire les mines antipersonnel

UNE PROPOSITION de loi visant à interdire la fabrication, la vente et l'emploi des mines antipersonnel « sur l'ensemble du territoire français » a été présentée vendredi 28 novembre à l'Assemblée nationale, à l'initiative de Philippe Douste-Blazy, député (UDF) des Hautes-Pyrénées. « Ce texte est un gage pour la ratification par la France du traité d'Ottawa le 4 décembre et garantit l'avenir parce qu'il fixe un niveau d'exigence et crée une dynamique d'adhésion », a expliqué l'ancien ministre, lors d'un point de presse aux côtés de François Rochelaine (UDF, Loire) et de l'apparenté communiste Jean-Pierre Brand (Seine-Saint-Denis), cosignataires de cette proposition de loi (lire aussi notre édition page 15).

DÉPÊCHES

■ CGT : Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, a accordé, pour la première fois, vendredi 28 novembre, un entretien à Rouge, hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire. S'exprimant sur les 35 heures, il estime que « l'état d'esprit moyen des salariés est plus dans une sorte d'expectative réservée sur la réduction de la durée du travail que dans une réelle mobilisation ». Sur le comportement de la CGT, face au gouvernement, Louis Vianet « ne voit pas la situation comme portant des contradictions ». « Nous sommes en désaccord complet et en conflit avec le gouvernement sur les entreprises publiques privatisées, sur France Télécom, Thomson, Air France », mais il s'interroge sur « la capacité de mener pour des décisions différentes ».

■ FUSION : le Parti écologiste, fondé en mai 1996, par Yves Pietrasanta, maire de Mèze (Hérault), devrait rejoindre les Verts lors du conseil national de ce mouvement le 6 décembre, à Paris. Dans une lettre ouverte, M. Pietrasanta qu'il n'y a pas de place pour deux partis qui ont les mêmes valeurs... et qui agiraient en concurrents ». Le PE regroupe environ 350 adhérents.

■ TRANSPORTS : Flatsyndicale des contrôleurs des transports terrestres a été reçue, vendredi 28 novembre, par le directeur du cabinet du ministre des transports, qui lui a proposé d'ouvrir deux groupes de travail devant rendre leurs conclusions dans trois mois. Le premier groupe travaillerait sur la création d'un corps d'inspecteurs, le second sur les problèmes d'effectifs.

■ PRUD'HOMALES. 74 981 candidats répartis sur 7 597 listes se présentent dans le collège salariés aux élections prud'homales du 10 décembre, selon un document du ministère de l'emploi remis aux organisations candidates.

POUR LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE EN 1998!

GUILIANO AMATO

OSCAR ARIAS SANCHEZ

JEAN BERTRAND ARISTIDE

ROBERT BADINTER

RAYMOND BARRE

CARL BILD

EMMA BONINO

ADRIAN BOS

BOUTROS BOUTROS-GHALI

LORD JAMES CALLAGHAN

JIMMY CARTER

ANTONIO CASSESE

ANNIBAL CANAVO SILVA

CARLO AZEGLIO CIAMPI

LORD RALPH DAHRENDORF

H.H. THE XIV DALAI LAMA

FEIPE GONZALES

ALPHA OMAR KONARE

GRACA MACHEL

PIERRE MAURO

CLAUDIA ROTH

ALFRED SANT

HELMUT SCHMIDT

MARIO SOARES

GEORGE SOROS

ADOLFO SUAREZ

GASTON THORN

LEO TINDEMANS

GORE VIDAL

FRANZ VRANTZKY

RICHARD VON WEIZACKER

ELIE WIESEL

RICHARD GOLDSTONE

ALIA IZETBEGOVIC

CATHERINE LALLUMIERE

RITA LEVI MONTALCINI

MICHEL Rocard

JOSEPH ROTBLAT

BERNARD KOUCHNER

WILFRIED MARTENS

TADEUSZ MAZOWIECKI

QUEEN NOOR OF JORDAN

MARCO PANNELLA

SHIMON PERES

ALFONSO PEREZ ESQUIVEL

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

SONIA GANDHI

MANUEL FRAGA IRRIBARNE

MALCOM FRASER

OTTO LAMSDORFF

MARIE CLAIRE MENDES FRANCE

ALONSO PUERTA

A.N.R. ROBINSON

MARY ROBINSON

DANIELLE MITTERRAND

SENGUI KOWALEV

JOSE RAMOS-HORTA

AFFAIRES Interrogé le 21 novembre par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky, Jean-Claude Vauchez, responsable d'Elf Aquitaine International, a affirmé que le

groupe pétrolier avait jusqu'en 1993 versé des salaires de complaisance à « une quarantaine » de personnalités et proches de responsables politiques. ● LES DOCUMENTS établis-

sant les contrats de ces personnes rémunérées sur des comptes suisses auraient depuis été détruits. Ces contrats auraient été interrompus après le départ d'Alfred Sirven, pa-

tron d'Elf Aquitaine International. ● M. SIRVEN apparaît également au cœur du réseau d'intermédiaires étant intervenu dans le dossier de la vente de frégates par Thomson à

Taiwan. La justice s'interroge sur le rôle exact joué dans cette affaire par M. Deviers-Joncœur, proche de Roland Dumas, alors ministre des affaires étrangères.

Elf aurait rémunéré des personnalités et des responsables politiques

Un ancien ministre, un collaborateur de M. Pasqua, une proche de M. Dumas, un ami de François Mitterrand... Selon un responsable d'Elf Aquitaine International, « une quarantaine » de personnes auraient bénéficié jusqu'en 1993 de salaires de complaisance versés en Suisse

LES CAMBRIOLEURS n'ont rien emporté, mais ils ont sans doute fait disparaître quelque chose. Au cours de l'été 1996, à Genève, une équipe de visiteurs nocturnes s'est introduite au siège d'Elf Aquitaine International (EAI), afin d'explorer la mémoire de certains ordinateurs. Une partie des secrets du groupe pétrolier français se trouvait peut-être là, dans ces bureaux luxueusement aménagés, rue Plantamour, d'où l'incontournable Alfred Sirven a mené, entre 1990 et 1993, un grand nombre de ses opérations discrètes.

Recherché par la police, visé depuis le 5 mai par un mandat d'arrêt international, l'ancien directeur des affaires générales d'Elf Aquitaine avait pourtant déjà pris certaines précautions. Peu avant son licenciement, à l'automne 1993, qui avait suivi de quelques mois le départ du PDG du groupe,

Loïc Le Floch-Prigent, M. Sirven avait ordonné la destruction d'un grand nombre d'archives.

LE SOUVENIR DE TROIS NOMS A en croire les déclarations de Jean-Claude Vauchez, administrateur délégué et véritable coordinateur de la filiale genevoise, recueillies le 21 novembre par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky, les documents détruits auraient notamment compris les contrats de certaines personnalités rémunérées par Elf sur des comptes bancaires suisses. Outre Christine Deviers-Joncœur, présentée comme une proche de Roland Dumas, qui perçut quelque 10 000 francs suisses (40 000 francs français) durant la période où EAI était présidée par Alfred Sirven, « une quarantaine » de personnes, qu'il désigne comme de prétendus « experts », auraient ainsi bénéficié de salaires de complaisance. Leur

montant variait, selon lui, entre 30 000 et 80 000 francs français par mois. A ces émoluments s'ajoutait souvent la mise à disposition d'une carte de crédit, débitée sur les comptes de la société.

M. Vauchez, qui a été mis en examen pour « abus de biens sociaux » (Le Monde daté 23-24 novembre), a précisé aux juges que, généralement, les noms figurant sur les contrats d'EAI n'étaient pas ceux des véritables bénéficiaires. Lui-même a assuré ne pouvoir se souvenir que de trois noms - publiés depuis par Le Canard enchaîné, dans son édition du 26 novembre - ceux de l'ancien ministre et maire (RPR) de Sarlat (Dordogne), Jean-Jacques de Peretti, de l'un des proches collaborateurs de Charles Pasqua, Daniel Léandri, du docteur Laurent Raillard, familier de l'ancien président de la République, François Mitterrand, dont il était l'un des part-

naires de golf attirés. Le docteur Raillard avait déjà été mis en cause dans l'affaire Elf, au mois de mai 1996. Les enquêteurs avaient découvert que le groupe pétrolier avait racheté, en 1991, pour 18 millions de francs, sa propriété de Louveciennes (Yvelines), qu'il continuait néanmoins à habiter, à titre gratuit (Le Monde daté 2-3 juin 1996).

Questionné par Le Monde il y a plusieurs mois, M. de Peretti avait, quant à lui, déclaré avoir perçu « 20 000 francs net par mois, plus des remboursements de frais, sur justification », mais en contrepartie d'une véritable mission, qui avait requis ses compétences sur la géopolitique et les pays du golfe Persique (Le Monde daté du 5 juillet). Également interrogé, M. Léandri nous a indiqué vendredi avoir effectué « beaucoup de missions stratégiques au Congo, au Congo et au Cameroun, dans l'intérêt d'Elf et

sans jamais en recevoir 1 centime ». Enfin, M. Raillard a formellement contesté « avoir été payé par Elf, ni en Suisse ni ailleurs ».

● BONNES ŒUVRES

Créée au début des années 80 par Albin Chalandon, qui présidait alors aux destinées du groupe pétrolier, Elf Aquitaine International avait à l'origine pour vocation de recruter des ingénieurs et des géologues - dont les salaires étaient élevés afin de les préserver des concurrents anglo-saxons - et de les mettre à la disposition des filiales engagées dans la recherche pétrolière. M. Vauchez a expliqué aux enquêteurs qu'hormis cette catégorie de salariés EAI appointait aussi des « retraités » du groupe Elf, rappelés pour des missions ponctuelles au service de l'entreprise, ainsi, donc, que les fameux « experts ».

Toujours selon l'ancien adminis-

trateur délégué de la filiale genevoise, les contrats des bénéficiaires étaient préparés - et signés - par lui, sur la base de « mémos » qui lui étaient adressés par Alfred Sirven. Ces contrats auraient été interrompus après le départ de celui-ci, qui fut remplacé à la tête d'EAI par André Tarallo, l'inamovible « M. Afrique » d'Elf Aquitaine.

C'est également sur les consignes de M. Sirven que Jean-Claude Vauchez avait engagé, en 1992, au nom d'EAI, 20 millions de francs au service du magazine *Globe Hebdo*, dont le fondateur Georges-Marc Benhamou, et le mécène, Pierre Bergé, appartenaient à l'entourage de François Mitterrand. L'argent avait été déboursé sous la forme d'une caution bancaire déguisée, sans que le nom du groupe Elf figure jamais au capital de la société éditrice (Le Monde du 5 juillet).

D'autres garanties de plusieurs millions de francs auraient enfin été accordées par la filiale genevoise, lors d'opérations immobilières montées par des personnes recommandées par le groupe. Évoquant les « bonnes œuvres » d'Elf, l'ancienne directrice administrative, Jeanne-Marie Cardaire, avait suggéré, après sa mise en examen, au mois de décembre 1996, qu'il existait des « rémunérations fictives » sur « les filiales », ainsi que « quelques-unes sur la holding ».

H. G.

Un réseau d'intermédiaires apparaît dans le dossier des frégates vendues à Taiwan

UNE TAPISSERIE des Flandres, un hôtel particulier dans les beaux quartiers, des navires de guerre, des mystérieuses émissions, une femme emprisonnée, et - peut-être - un trésor caché : les ingrédients surgis au fil de l'enquête des juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky sur les coulisses de l'affaire Elf évoquent un de ces romans d'Alexandre Dumas où l'aventure se mêle aux jeux de pouvoir, les secrets intimes aux affaires d'État. Autour de Christine Deviers-Joncœur, soupçonnée d'avoir bénéficié de plusieurs millions de francs de « faveurs » au détriment du groupe pétrolier et incarcérée depuis le 5 novembre (Le Monde des 6 et 15 novembre), se dessinent peu à peu les contours d'un étrange réseau d'intermédiaires.

D'ordinaire averse de confidences, le « Monsieur Afrique » du groupe Elf, André Tarallo, en a bivié une d'importance, au cours de son interrogatoire du 22 novembre. Le luxueux appartement parisien de M. Joncœur, rue de Lille, acheté en 1992 pour 17 millions de francs par une société civile immobilière (SCI) associant M. Joncœur à l'homme d'affaires italien Carlo Pagan, aurait, à l'en croire, été acquis avec l'argent d'Elf.

Pourquoi ? Comment ? Un tel cadeau était-il destiné, à travers sa bénéficiaire, à remercier Roland Dumas, dont elle comptait parmi les proches, avant d'en devenir la collaboratrice ? L'idée en revenait-elle à Alfred Sirven, l'omniprésent directeur des affaires générales d'Elf sous la présidence de Loïc Le Floch-Prigent, qui lui avait fait allouer un salaire confortable par la filiale suisse qu'il présidait (lire ci-dessus) ? M. Tarallo n'en a pas livré le secret - s'il le délient. Mais la réponse à cette énigme se trouve assurément en Suisse, entre Genève et Lugano.

Les deux juges en ont acquis la conviction depuis qu'elles ont reçu la visite, le 21 novembre, d'un antiquaire parisien. Il avait vendu à Christine Deviers-Joncœur la superbe tapisserie des Flandres du XVII^e siècle qui couvrait un mur de son appartement. Représentant une scène de l'Antiquité, la tapisserie avait été cédée, en 1992, pour 450 000 francs. Mais la cliente avait tenu à ce que le paiement soit effectué en Suisse. Le marchand avait dû établir à l'intention des douanes une fausse déclaration d'exportation. La somme lui avait été versée sur un compte genevois, en plusieurs versements, dont une partie au moins en provenance du compte, ouvert dans une banque de Lugano, d'où provenaient déjà les fonds destinés à l'achat de l'appartement de la rue de Lille.

Le récit de l'antiquaire compo-

rait un épisode plus troublant encore, illustrant le désir de l'entourage de M. Joncœur d'entraîner la progression de l'enquête vers la Suisse. Deux jours plus tôt, racontait-il, il avait reçu un appel téléphonique d'un homme qui lui avait demandé, au cas où la police viendrait l'interroger, de dissimuler la vente de la tapisserie en affirmant que celle-ci avait simplement été placée « en dépôt » dans l'appartement. La version tenue par M. Joncœur devant les enquêteurs se serait ainsi trouvée corroborée. Mais au café de Flore, où ce correspondant lui avait donné rendez-vous, l'antiquaire n'avait trouvé personne. Inquiet, il avait alors décidé d'alerter les juges, portant un coup supplémentaire à la défense de Christine Joncœur.

Le « contrat du siècle » dépassait les 16 milliards de francs

Vendredi soir 28 novembre, la mise en examen - et l'incarcération provisoire - de l'homme d'affaires Gilbert Miara ont marqué un nouveau pas. Cet homme de cinquante-neuf ans, ancien marchand de biens reconstruit dans la production de cinéma, avait signé, pour le compte de l'une des sociétés gérées par Carlo Pagan, immatriculée au Costa Rica, la promesse de vente initiale de l'appartement de M. Joncœur, dont il était un proche. Il lui avait ensuite présenté l'avocat Bernard Lagarde, qui devait rédiger les statuts de la SCI, avant la transaction finale chez le notaire. Au cours de son interrogatoire policier, Gilbert Miara a dû convenir que son rôle avait débordé le cadre strictement immobilier : il a avoué être l'homme qui avait contacté l'antiquaire, afin d'influer sur son témoignage. Il a aussi relaté une rencontre avec Roland Dumas, dans le fameux appartement occupé par Christine Joncœur.

L'apparition de ce nouveau personnage permet surtout aux juges d'établir un lien entre les investigations sur le train de vie de cette femme et les dessous d'un marché sensible, conclu en 1991 par Thomson avec le gouvernement de Taiwan. Qualifié de « contrat du siècle » par les ingénieurs français, l'accord (d'un montant dépassant 16 milliards de francs) portait sur la vente de six frégates militaires dotées d'équipements électroniques, et a donné lieu à un affrontement - toujours en cours - entre Thomson et un intermédiaire chinois,

Edmond Kwan. Ce dernier réclame toujours, six ans après, une commission de quelque 160 millions de francs, en paiement d'une « intervention » dont les dirigeants de Thomson ont toujours contesté la réalité, soupçonnant une tentative d'« escroquerie » (Le Monde du 27 février). Or cet intermédiaire avait été introduit auprès de Thomson par Alfred Sirven, qui l'avait présenté comme le « consultant » d'Elf en Chine.

Plusieurs des protagonistes de l'affaire Elf devaient d'ailleurs apporter un soutien inconditionnel à M. Kwan devant la commission arbitrale chargée, à Genève, de trancher le litige avec Thomson. Rédacteur du contrat le liant au groupe électronique, Hubert Le Blanc-Belleval - mis en examen dans le volet allemand de l'affaire Elf - témoignait en sa faveur. Alfred Sirven se rendit deux fois à Genève pour faire de même.

Loïc Le Floch-Prigent lui-même écrivit à la commission, pour préciser que la tâche prétendument accomplie par M. Kwan au service de Thomson l'avait été avec l'approbation du ministre des affaires étrangères de l'époque, Roland Dumas, qu'il avait pris « la précaution » d'informer du dossier. « J'étais responsable de l'action d'un certain nombre de réseaux, précisait Alfred Sirven [...] Je donnais des informations à M. Dumas qui m'a dit bien connaître ce dossier empoisonné. »

Reste Gilbert Miara. Cité lors des travaux de la commission arbitrale, l'ancien marchand de biens avait sans conteste joué un rôle dans cette histoire, mais lequel ? Nul ne l'a jamais vraiment dit, chacun semblant considérer cet homme comme une sorte de « mistigri ». « Je ne sais pas ce qu'il fait, mais j'étais en rapport avec lui », déclarait ainsi M. Kwan. Pour autant que je sache, il avait des rapports avec le gouvernement français. » A la même époque, M. Joncœur était chargée par Elf d'une mission de « relations extérieures » auprès de Roland Dumas et du Quai d'Orsay.

Parlant de MM. Sirven et Miara, M. Kwan assurait aussi leur avoir donné « des informations sur les transmissions à Thomson et également au ministère des affaires étrangères ». M. Sirven avait, pour sa part, raconté que lors de la visite d'un dignitaire chinois à Paris, en 1991, Gilbert Miara lui avait annoncé qu'il serait reçu, en sa compagnie, par Roland Dumas. C'est d'ailleurs au lendemain de cette visite diplomatique que, selon le récit d'Alfred Sirven, le contentieux franco-chinois qui bloquait le contrat des frégates avait été « réglé comme par miracle ».

Hervé Gattegno



Cartier

Nouveau Stylo Diabolo de Cartier
Plume or 18 carats ouvragée à la main.
5 largeurs d'écriture. Prix indicatif : 1490 F.

En vente dans les boutiques Cartier et chez les distributeurs agréés :
Tahac (du Palais des Congrès : 2, place de la Porte Maillot - 75017 Paris)
Le Stylo des Grands Hommes : 31, place des Grands Hommes - 33000 Bordeaux
Trichon : 2, place de l'Étoile - 38000 Grenoble
Informations au 01 42 18 55 18

Douze ans de prison pour les trois meurtriers du canal Saint-Martin

La cour a prononcé un acquittement et un sursis

lèle, blanchiment d'argent ? Denis Allet, le patron de cette société, incarcéré depuis mars, accorde un rôle important à M. Bonnet.

revendait le bien à la Compagnie financière Kieffer-Etoile avec une plus-value confortable.

Dans d'autres cas, l'investissement se fait sans retour immédiat. Denis Allet crée ainsi une société de sécurité, Dixon Security International, sur proposition d'un ancien membre du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), pour travailler à l'étranger. L'ancien chef de la cellule de l'Elysee, le préfet Christian Prouteau eut des contacts avec cette société.

Fort de ses relations dans le monde arabe, grâce à l'Adraf, et dans le monde politique, Jean-Michel Beaudouin a pu donner à

l'équipe de Conserver une dimension susceptible d'intéresser les services de renseignement français. Ces derniers s'interrogeaient sur l'origine des fonds et tentaient également d'élucider un épisode digne d'un film d'espionnage, dont certains détails ont été livrés par Denis Allest.

Jean-Michel Beaudouin, affirme M. Allest, aurait détourné, avec la complicité d'un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, des millions de francs dans le cadre d'une négociation menée entre l'Adraf et les autorités yéménites en vue d'obtenir la libération d'un proche de la famille du président camerounais Paul Biya, retenu contre son gré. Cet otage, qui était conseiller du chef de l'État yéménite, avait la particularité de se déplacer en Afrique et dans certains pays

arabes à bord d'un avion privé dans lequel se trouvait une matrice destinée à fabriquer de faux dollars.

Jacques Follorou

tuer. » De son côté, Nicolas Kerkez Plavsky avait ajouté : « Je regrette d'avoir été lâche, je n'arrêterai pas de le regretter. » Dans son réquisitoire, l'avocat général avait conclu au caractère raciste et prémédité de leur acte. Une thèse également soutenue par les parties civiles.

La défense s'était au contraire employée à rejeter les accusations de racisme et à présenter ce drame comme un accident, une plaisanterie qui aurait mal tourné.

REQUISITIONS SUIVIES
Le défenseur de Johan Tatar,

Mr Jean-Louis Pelletier, avait à son tour plaidé en ce sens : « C'est parce que ces associations sont là que l'affaire a pris un caractère raciste », M^r Pelletier avait violemment mis en cause « SOS », « reflet de l'intolérance la plus totale », accusée d'exploiter un « fonds de commerce ». Comme ses confrères, il avait défendu la version d'un drame accidentel : « Ils ne voulaient pas le tuer. Ce n'était pas une chasse à l'homme mais une

Philippe Broussard

Nous soussignés, Parlementaires du monde entier,

Considérant l'urgence nécessaire de mettre fin à l'état d'impunité formelle et substantielle des responsables de crimes contre l'humanité, de génocide et de crimes de guerre qui a marqué ce siècle; Soulignant le besoin indéniable de pourvoir la communauté internationale d'un moyen de dissuasion contre les guerres, les agressions et les massacres ainsi que de livrer aux tribunaux ad hoc les responsables des crimes commis en ex-Yugoslavie et au Rwanda;

Considérant aussi le temps de créer, sous l'égide des Nations Unies, un premier segment effectif de droit international pour tous les pays du monde et la possibilité concrète de clore ce millénaire sous le signe d'une justice internationale légalisée et effective;

Soulignant les progrès considérables réalisés ces dernières années grâce aux travaux du Comité préparatoire des Nations Unies chargé d'élaborer le projet de Statut de la Cour Pénale Internationale;

Considérant l'offre du Gouvernement italien d'organiser et d'accueillir à Rome, en juin 1998, la conférence Diplomatique des Plénipotentiaires chargés d'instituer la Cour Pénale Internationale;

Demandons solennellement à la 52ème Assemblée Générale des Nations Unies et au Conseil de Sécurité,

d'approuver les recommandations formelles du Comité Préparatoire et d'adopter la résolution convenue à Rome en juin 1998 une Conférence Diplomatique de hauts représentants pour la tenue de la 6ème Pénale Internationale et assurant au Tribunal une dotation budgétaire adéquate dans le cadre du budget ordinaire des Nations Unies;

de modifier le mandat de l'IFOR et de prendre toute autre mesure utile afin que les personnes poursuivies pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité soient appréhendées et jugées par les tribunaux ad hoc pour la ex-Yugoslavie et le Rwanda.

[illegible][illegible][illegible][illegible]

UPPER HOUSE: Richard BRADY

**PARTI RADICAL
TRANSNATIONAL**

Run Wieritz - Parlement Européen
1047 Bruxelles (Belgique)
Tel + 32-2-2847198
Fax + 32-2-2303670
p.bruxelles@opora.stm.it
www.opora.stm.it/fr



Les grandes écoles
universitaires de

Dominique Ferrante
Le d'Émile
Par ses embêtements
sa virulence, par l'éclat
Émile Zola a écrit
à travers le roman
comme de la Traviata
la peinture de...

Douze ans de prié
pour les trois meurtres
du canal Saint-Martin

Les grandes écoles affinent leur défense face aux critiques de la commission Attali

Refusant une remise en question de la sélection, elles se disent prêtes à coopérer avec les universités

La Conférence des grandes écoles, qui s'est réunie les 26 et 27 novembre, a répondu à mots couverts aux nombreuses critiques émises par

Claude Allègre et Jacques Attali, chargé d'une mission par le ministre de l'éducation nationale. Reconnaisant bénéficier de moyens financiers

supérieurs à ceux alloués aux universités, elles défendent la nécessité d'une sélection mais acceptent de nouvelles ouvertures vers les facultés.

LA CONFÉRENCE des grandes écoles, qui regroupe les directeurs de 170 établissements de formation, est majoritairement d'ingénieurs et de gestion, est bien décidée à laisser passer l'orage. Réunis jeudi 26 et vendredi 27 novembre à Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne) pour leur colloque traditionnel, ces responsables ont tout d'abord évoqué qu'à mots couverts les propositions de réforme formulées par la commission Attali, chargée par le ministre de l'éducation nationale Claude Allègre d'étudier leur rapprochement avec les universités (Le Monde du 21 novembre).

Centré sur l'évaluation des établissements, de la pédagogie, des étudiants et des enseignants, le thème de ce colloque tombait à pic. Il constituait en quelque sorte une réponse aux critiques exprimées à l'égard d'un système jugé à la fois coûteux, élitiste et ségrégatif. Jacques Lévy, président de la conférence, par ailleurs directeur de l'école des Mines de Paris, ne s'y est pas trompé. En guise de conclusion, il a déclaré : « Nous avons bossé notre fonds de commerce sur l'idée que les grandes écoles font de la qualité supérieure. Il faut l'assurer et en persuader nos

clients, en particulier les contributeurs. » En d'autres termes, cette invitation avait été atténuée plus nettement par l'un des rapporteurs des groupes de travail : « Nous sommes dans le collimateur et il faudra bien rendre des comptes. Nous devons être capables de justifier le rapport qualité-prix. » La conférence, en revanche, s'est bien gardée de défiler avec précision quels critères elle entendait retenir, en dehors de l'efficacité - reconnue - en matière de « professionnalisation des études » et d'insertion professionnelle des jeunes diplômés.

« MURTE DIFFICILE »

Le coût de la formation et l'évaluation financière des établissements alimentent l'essentiel des reproches que récusent les directeurs de grandes écoles. M. Lévy reconnaît certes que le montant des cinq ans de scolarité d'un ingénieur, prépas incluses, se situe entre 500 000 et 750 000 francs, soit nettement plus qu'une formation universitaire de même nature. Toutefois, ajoute-t-il, « il s'agit là du coût d'un diplôme. Le rendement des facultés est moins important compte-tenu de la sélection et des

abandons. » Bieo qu'elles présentent une diversité de situations, les grandes écoles ne nient pas qu'elles bénéficient de moyens plus importants que les universités. Pour autant, estiment leurs responsables,

« les budgets se sont resserrés et les investissements pour la recherche et le matériel pédagogique ont sensiblement diminué depuis le début des années 90. » Cette situation devrait conduire certaines d'entre elles à réduire le nombre de leurs spécialités, voire à conclure des accords de coopération avec d'autres établissements.

En réponse aux remarques de Claude Allègre, reprises par Jacques Attali, la conférence souligne que des rapprochements, certes encore limités, ont déjà été conclus avec les universités, dans le domaine de la recherche notamment. Selon M. Lévy, des coopérations restent envisageables en matière de formation continue et de coordination des formations.

En revanche, l'opposition est irréductible sur la sélection de « l'élite » issue des classes préparatoires et des concours d'entrée. « Je ne veux pas croire que l'objectif du ministère soit de casser une for-

mule qui fonctionne bien, assène M. Lévy. Les caractéristiques propres de nos deux systèmes rendent la tâche difficile. Toute modification serait suffisante pour dénaturer le système actuel », ajoute-t-il.

Visiblement, les propos rassurants de Jacques Attali et de Claude Allègre d'ont pas suffi à balayer ces réticences. Recevant, vendredi 28 novembre, l'ensemble des directeurs d'écoles autres que d'ingénieurs, le ministre de l'éducation a de nouveau insisté sur ses priorités en matière d'enseignement supérieur : l'ouverture internationale et l'harmonisation européenne, la formation continue et la démocratisation réelle de l'accès aux filières « d'élite ».

Cela ne l'a pas empêché d'épingler au passage les établissements qui comptent moins de 500 élèves. Il s'est pris également aux modalités d'organisation des concours du printemps, à leur coût ainsi qu'aux pratiques des professeurs de classes préparatoires, payés par l'éducation nationale, qui multiplient les « ménages » dans la correction des épreuves.

Michel Delberghe

Un suspect recherché après le meurtre d'une fillette

CYNTHIA BAUDET, une fillette de onze ans et demi retrouvée morte, jeudi 27 novembre, dans la chambre froide d'une épicerie à Cenon, dans l'agglomération bordelaise, a été tuée d'une balle de 22 long rifle dans la tête, tirée à bout portant. L'autopsie doit encore déterminer si la fillette a été victime d'abus sexuels. Le gérant de l'épicerie et trois proches, entendus vendredi 28 novembre, ont été remis en liberté dans la soirée. Les enquêteurs sont sur la piste du fils de l'épicier, un jeune homme de vingt-cinq ans sans emploi, disparu dans l'après-midi de jeudi. Un avis de recherche a été lancé et un portrait-robot diffusé dans les gendarmeries et commissariats de police nationaux. Un hélicoptère de la protection civile sillonne le département.

Judi 27 novembre vers 17 heures, à Audenge, sur le bassin d'Arcachon, une fillette de dix ans a été agressée, alors qu'elle rentrait de l'école, par un homme en voiture qui lui a porté des coups de couteau. L'enfant, qui a réussi à s'échapper, a reconnu le véhicule et le portrait de l'agresseur, identiques à celui du suspect recherché. L'individu aurait déjà été poursuivi alors qu'il était adolescent pour tentative de violence physique sur une enfant puis relaxé. Cette année, il a été condamné pour un petit vol et le port d'une arme, un pistolet 22 long rifle, retrouvé dans l'épicerie avec un silencieux. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **POLICE** : Jean-Pierre Chevènement a mis fin aux activités de l'Office central de sondages et de statistiques (OCS) des Renseignements généraux (RG), a annoncé, vendredi 28 novembre, le ministre de l'Intérieur. Il s'agit d'une simple « mesure interne » puisque ce service « ne fonctionnait pas en permanence et n'était activé que de manière ponctuelle, notamment en période électorale », estime-t-on au ministère. Cette décision met fin aux activités politiques des RG. ■ **DROGUES** : Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la Santé, a annoncé, vendredi 28 novembre, la tenue les 12 et 13 décembre prochains des Rencontres nationales sur l'abus des drogues et de la toxicomanie. Ces rencontres, qui sont destinées à « dégager les principes essentiels d'une nouvelle politique commune », réuniront 250 professionnels de la santé et du secteur social intervenant dans la prise en charge des toxicomanes.

Quarante-neuf Kurdes irakiens ont été interpellés à Marseille

MARSEILLE
de notre correspondant

En trois jours, la police marseillaise a interpellé quarante-neuf Kurdes de nationalité irakienne cherchant à se rendre en Allemagne. Les hommes ont été placés au centre de rétention d'Aren, sur le port, tandis que les femmes et les enfants étaient hébergés dans un hôtel de la ville. Pour la seule journée du 27 novembre, vingt-sept personnes ont été interpellées à la gare Saint-Charles. « Tous apparaissent dans un grand état d'épuisement et de détresse après avoir traversé, à l'aide de passeurs, l'Irak, la Turquie, la Grèce et l'Italie dans des conditions », indique-t-on au cabinet du préfet de région, où l'on parle de « vrai drame ». Certains ont précisé que les responsables des filières clandestines réclamaient 5 000 dollars (environ 30 000 francs) à chaque candidat à l'exil.

Selon les témoignages rapportés par la préfecture de région, ces Kurdes disent avoir vendu tous leurs biens et s'être endettés pour fuir. Ils voyagent en famille et chargés de bagages. Un enfant de trois mois a fait la route dans les bras de ses parents. Alors qu'ils sont démunis de tout titre de séjour, les autorités ont immédiatement procédé à

leur reconduite à la frontière italienne, à l'exception d'un seul, qui a déposé une demande d'asile politique et a donc pu rester à Marseille.

EXODE MASSIF

En application des accords de Schengen, les dossiers doivent être instruits par le pays de l'espace Schengen où les demandeurs d'asile ont posé le pied. Plusieurs d'entre eux ont évoqué un exode massif depuis le Kurdistan irakien. Alors qu'il est rare que des Kurdes d'Irak transitent par Marseille, la Cimade signale que trois personnes arrivées par avion l'été dernier ont déposé une demande d'asile auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Deux autres ont fait cette démarche il y a moins d'un mois.

L'avocate de la section nicoise de la Ligue des droits de l'homme, Catherine Cohen-Seal, s'est rendue, vendredi 28 novembre, au commissariat central de Vintimille où, précise-t-elle, vingt-six Kurdes expulsés de Marseille « attendaient dans les couloirs que leur sort soit fixé ». Les autorités italiennes ont précisé à l'avocate que ces personnes pourraient être dirigées vers le centre de la Croix-Rouge d'Imperia.

Luc Leroux

Pour recruter davantage de femmes, les armées suppriment les quotas

PROFESSIONNALISATION des armées oblige : les femmes pourront occuper des emplois militaires en France sans avoir à respecter, comme par le passé, des quotas. Le ministre de la défense, Alain Richard, l'a annoncé, vendredi 28 novembre, aux membres du Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) réunis à Paris. « L'évolution de la société d'une part, le passage à l'armée professionnelle d'autre part et, enfin, l'évolution de la jurisprudence nationale et du droit communautaire nous ont amenés à mettre notre réglementation en cohérence avec le principe d'égalité, tout en respectant les impératifs propres au métier des armes. » Le ministre de la défense plaide devant une assistance déjà convaincue. Le CSFM, en effet, avait émis un avis favorable à la suppression de ces quotas.

Depuis 1972, alors que Michel Debré est ministre d'Etat chargé de la défense nationale dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, une loi permet aux femmes de servir dans les armées sous le même régime, en principe, que les hommes. A cela près, néanmoins, que plusieurs mesures ultérieures sont venues fixer le cadre dans lequel s'exerce cette égalité des sexes. Aujourd'hui, avec un taux de féminisation de 7,6 % de leurs effectifs, les armées françaises figurent au premier rang des armées de pays membres de l'OTAN à aligner autant de personnels féminins. Les femmes y représentent 4,1 % des offi-

ciers, 8,2 % des sous-officiers et 7,9 % des militaires du rang engagés.

Cette féminisation varie beaucoup d'une armée, ou d'un service, à l'autre. Par exemple, il n'y a que 2 % de femmes dans le corps des officiers de l'armée de terre (l'une d'elles est capitaine à la tête d'une compagnie parachutiste) ; 0,6 % dans celui de la gendarmerie, qui prétend que cette singularité est due au manque de candidates. Mais, dans le service de santé, les femmes représentent 8 % des médecins et 30 % des pharmaciens-chimistes. De même, 11,2 % des sous-officiers de l'armée de terre et 10,7 % des sous-officiers de l'armée de l'air sont des femmes. La marine a été fière de confier à une femme en 1997 - année de la femme - le commandement d'un navire hydrographe, le *Lapérouse*, qui déplace ses 1 100 tonnes (soit la masse d'un escorteur), et d'armer cinq bâtiments de combat avec des équipages mixtes.

INTERDITES D'ÊTRE FUSILIER-COMMANDO

Si la place des femmes est reconnue, il n'est demeuré pas moins que, dans les armées, elle reste soumise à un système de quotas, voire d'interdictions, variables selon les secteurs. Ainsi, le corps des officiers de l'armée de terre leur est ouvert dans la limite de 7 % (pour le train, le matériel ou les transmissions) et de 3,5 % (pour le génie, l'infanterie, les blindés ou l'artillerie). L'armée de l'air, qui a recruté en 1996 sa pre-

mière élève-officier désireuse de devenir pilote de combat, a interdit aux femmes d'être fusilier-commando. Dans la marine, le pilotage d'avions embarqués, les sous-marins et la spécialité de fusilier-marin ne leur sont pas accessibles. Enfin, dans la gendarmerie, où une femme sous-officier est pilote d'hélicoptère et six autres femmes sont motocyclistes, le groupement de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale (GSIGN), connu pour ses missions dangereuses et épuisantes, est fermé aux candidates.

M. Richard prépare donc un décret qui, a-t-il confié aux membres du CSFM, exclura désormais les quotas, et un arrêté qui précisera la liste des seuls emplois militaires réservés aux hommes. « Je souhaite », a ajouté le ministre, que la rapidité guide les travaux de rédaction à mener.

Si le gouvernement semble pressé, c'est sans doute qu'il a une raison impérieuse. Et c'est la professionnalisation des armées. Comme on l'observe à l'étranger, la fin du service national réduit automatiquement le vivier dans lequel les armées puisent leurs volontaires. Si bien que le recours à la féminisation - avec l'appel à des civils pour tenir des postes de non-combattants - apparaît comme le moyen le plus logique et, aussi, le plus sûr d'accroître le champ du recrutement potentiel.

Jacques Isnard

Dominique Fernandez Ferrante Ferranti Le Musée d'Émile Zola

Par ses enthousiasmes, par ses indignations, par sa virulence, par l'éclat et la puissance de sa voix, Émile Zola a contribué, plus que tout autre à ébranler le conformisme du Second Empire comme de la Troisième République et à faire entrer la peinture française dans la modernité.



LE MUSÉE D'ÉMILE ZOLA



240 pages
390 F

STOCK

PART ROUGE TRANSMISSION

Il parle de lui à la troisième personne, il dit : « Le mime Marceau fait ceci, cela. » C'est royal, dans un premier temps. On croyait le genre disparu, des grands mégalo-manes affichés qui se vouvoient eux-mêmes, qui vous disent tranquillement à quel point ils sont extraordinaires, quel talent baigne leur vie, et comme ils ont bien mérité leurs médailles, et en l'occurrence leur fauteuil à l'Académie des beaux-arts. Et puis non, c'est autre chose. Dans un deuxième temps, on y regarde mieux, on entend un autre ton. Si peu dédaigneux que soit l'homme des vanités, cette troisième personne, intermittente au demeurant, traduit plutôt l'indépendance, l'autonomie de son personnage. Il y a Marcel, d'abord, qui incarne assez souvent le mime Marceau, et Marcel Marceau qui joue le rôle de Bip, un double de lui-même qu'il a créé en 1947, et dont il fête en ce moment les cinquante ans sur la scène de l'Espace Cardin. Et entre ces trois-là, même si c'est à la vie, à la mort, il y a parfois, comme chez tout le monde, des courants d'air qui passent.

C'est palpable, dès qu'il entre en scène, avec ses pantalons blancs à bord rond, son gilet à gros boutons, son maquillage blanc et son chapeau dégingé au pouce rose de tissu un peu bête, on dirait qu'il descend d'une toile de poulbot moutonnais. Il n'a pas l'air d'être d'ici. Il est d'ailleurs, d'un monde plus poétique. Du reste, il fait, dans le silence le plus mat, des tas de gestes qu'on ne comprend pas toujours. Il faut un peu d'attention pour le suivre, puisqu'il travaille dans l'invisible, sans quoi on est perdu. Ainsi, il pose quelque chose et l'avance. Puis tire sur un, deux, trois pieds télescopiques. C'est un chevalier avec sa toile. Il ne faut pas l'oublier quand, par la suite, il revient y poser des touches délicates, avec un pinceau invisible trempé dans des couleurs invisibles.

De même, quand il pose un verre sur une table, puis un autre, et les remplit, alors qu'il n'y a réellement ni verre, ni bouteille, ni table, ni vin, il faut bien mémoriser en quel endroit de l'espace il a posé ceci ou cela qui n'existe pas et qu'il reviendra chercher très exactement à sa place précise et absente. Donc rester vigilant. Et apprendre quelques points de syntaxe simples. Quand il fait un tour sur lui-même, cela signifie qu'il change de personnage, d'interlocuteur. Quand du plat des deux mains il fait un rond vertical, cela indique qu'il se regarde dans un miroir, etc. Une fois ces repères intégrés, on ne le lâche plus, et la puissance de son art est magistrale.

C'est homme plutôt mince et qui a tout de même soixante-quatorze ans se démenant comme un gamin, danse, saute, fait des grimaces, s'agite, aligne des gestes impeccables comme des signatures dans l'espace et, en quelques instants, vous peuplent toute une scène avec un tribunal au complet, avocats, juges, jurés, accusés, témoins, racontant les faits, accusés, défendus, candames, fait résonner les plaidoiries en jouant des claquettes, prend l'air implorant, furibard, consterné. Sans un mot. Marceau, c'est autre, n'est-ce pas ?

« Je suis né à Strasbourg en 1923, quand l'Alsace était redevenue française. Mes parents se sont fixés un temps à Lille, et c'est là que j'ai fait ma rencontre avec Chaplin au cinéma. Une révélation. Je n'ai pas ri, j'ai pleuré. Ce devait être la Ruée vers l'or. Puis on est revenu à Strasbourg. J'allais au lycée Pustel-de-Caulanges, près de la cathédrale. Mon père élevait des pigeons sur les vieux toits, et mes nuits étaient remplies de chants d'oiseau. Mon père était boucher, nous étions d'un milieu populaire et simple, mais il y avait une volonté d'éducation très forte. Mon père m'emménageait à la boxe et à l'opéra. Il avait une belle voix, il y avait beaucoup de musiciens de son côté. Du côté de ma mère, on était plutôt philosophe. »

En Alsace, une de ses tantes tenait une maison d'enfants et c'est avec eux qu'il fait ses premières armes théâtrales, montant des spectacles avec des enfants, en étant un enfant lui-même. « J'avais dix ans quand j'ai créé ma première troupe. A douze ans, je montais des Charlot, des comtes twaistes. Je le fai-



Marcel Marceau, leçon de silence

sais avec un tel sérieux que le public des villageois était ébranlé. Je sentais le poids de l'âme. » Il ne pensait pas être mime un jour, se voyait professeur d'anglais. Ou peintre, parce que, dès l'âge de cinq ans, ses danses de dessinateur frappaient ses professeurs. Il n'a jamais cessé de dessiner et de peindre, du reste, dans un style curieux qui, lorsqu'il est d'humeur naïve, est à son meilleur et fait penser à James Ensor.

Au moment où la seconde guerre mondiale est déclarée, il a quinze ans. Strasbourg doit être évacuée en quarante-huit heures, les habitants doivent partir en laissant tout, les meubles et le reste. « Les Alsaciens ont été repliés sur la Dordogne, et c'est là que je me suis inscrit aux Arts déco de Limoges. Je faisais des dessins, des émaux. En 1942-1943, la guerre est devenue vraiment tragique. Je suis rentré très tôt dans la Résistance, à vingt ans. Mon père a été déporté en février 1944. Un cousin m'a caché dans une maison d'enfants à Sévres. Ça me fait penser au film de Louis Malle. On était quatre-vingt-dix enfants chrétiens et juifs, et sur la maison était écrit "Service social du maréchal Pétain". C'étaient des socialistes qui sauvaient des enfants et se cachaient sous cette identité péti-

niste. « J'ai dancé été manieur d'art dramatique dans cette maison et j'en ai profité pour aller chez Dullin, pour lui dire. C'est là que j'ai rencontré le mime Decroux. Il y avait des cours de voix, d'écriture, de chant, etc. Et de mime avec Decroux qui était le maître de Jean-Louis Barrault et qui allait jouer le rôle du père de Baptiste dans Les Enfants du paradis. Il me demande mon nom. Je lui dis : "Marceau." Il me dit : "Quel beau nom de général." Je l'avais pris dans la Résistance à cause du vers de Hugo : "Hoche sur l'Adige, Marceau sur le Rhin." J'étais né dans le Bas-Rhin et je voulais bouter les Allemands hors de France. Donc je lui ai joué la pantomime de l'assassin, que m'avait inspiré la lecture de Crime et Châtiment et il a déclaré que j'étais un mime-né. »

Le mime vient de la Grèce antique et de Rome, et plus près de nous, de la comédie italienne traditionnelle. Pierrot est le successeur de Pedrolina, qui bégayait. Le Pierrot silencieux a été créé par le grand Debureau, au XIX^e siècle, au Théâtre du Temple, qui n'existe plus. La pantomime blanche était tout de même sur la voie du déclin en France au lendemain de la guerre quand Marceau devient, après Barrault, le deuxième disciple d'Etienne Decroux, inventeur de la marche sur place. Marceau

travaille danc avec deux maîtres, Dullin et Decroux, et les quitte tous deux pour choisir le silence, sur scène. En 1946, Barrault ouvre sa compagnie au Théâtre Marigny et demande quelqu'un pour jouer Arlequin. « Je me présente en même temps que Béjart. Je l'emporte. J'avais plus le physique de l'emploi que lui. Barrault avait déjà monté plusieurs mimodrames à l'époque. La Faim, d'après Knut Hamsun, Numance, d'après Cervantès. En 1947, j'ai quitté Barrault pour créer

« Je suis devenu le Français le plus connu dans le monde, avec le commandant Cousteau »

Bip ou Théâtre de Poche. Le nom de Bip, je l'ai trouvé en m'inspirant du Pip des Grandes Espérances de Dickens. »

Contrairement à une idée reçue, Marceau n'a jamais été un pur soliste. Entre 1948 et 1959, il a monté vingt-six mimodrames avec sa troupe. Le programme commençait par des pantomimes de style et de Bip, un peu comme l'opéra de Pékin qui donne des fables courtes, et les mimodrames suivaient. « On jouait au Théâtre des Champs-Élysées, à l'Anbigu. Grâce

à la guerre du Golfe, parce que les gens restaient devant leurs télévisions en pensant que la troisième guerre mondiale avait commencé, j'ai demandé une audience à Mitterrand et on a reçu une subvention qui continue encore, et j'ai pu remanier Le Manteau, d'après Gogol. » Si le mime offre l'immense avantage d'être libéré des contingences du langage (beaucoup de touristes ne parlant pas le français viennent aux spectacles de Marceau, parce qu'il n'y a pas besoin de traduire), il doit néanmoins

Deux cents fois par an, sur scène, le mime, intronisé « trésor national vivant » par les Japonais, devient Bip, cet autre lui-même qu'il a créé en 1947

s'adapter aux cultures, aux mœurs de l'histoire. On ne représente pas en Chine la justice par une balance, par exemple. « Quand, après le Printemps de Prague, je me suis rendu dans cette ville et j'ai joué La Cage, une idée d'Alexandre Jodanowski, l'histoire d'un homme prisonnier d'une cage et qui s'en échappe pour se retrouver dans une cage plus grande, le public était fou. En Argentine, quand je suis venu, après la dictature, j'ai donné Bip se souvient, et tous les soirs le public se levait et chantait. »

MARCEL MARCEAU se souvient aussi de son unique rencontre avec Chaplin. A Orly, attendant l'avion qui devait l'emmener à Rome pour tourner avec Vadim dans *Barbarella*, il aperçoit Chaplin, cheveux gris, entouré d'une ribambelle de ses enfants. « Il me regarde. Je m'approche, on parle. Je lui dis : "Vous êtes un dieu pour moi." Je lui embrasse la main. Il en a les larmes aux yeux. Plus personne ne reconnaissait Chaplin en 1967. Vadim m'a dit que Michel-Ange avait eu la même réaction à soixante-dix ans quand un jeune homme de dix-huit ans, du nom de Raphaël, avait embrassé son soulier. C'est un hommage, c'est aussi l'annonce de la mort. »

Dans le beau livre d'entretiens qu'il a réalisé avec Valérie Bochenek (Éditions Somogy), on voit tous les visages du mime et de ses proches, ceux de l'enfance notamment quand il imitait Charlot et le Kid, ceux des parents, une grande photo de ce père tant aimé qui d'est pas revenu d'Auschwitz. Le silence de Bip est-il le silence que demande George Steiner sur le génocide des juifs ? « Les gens qui revenaient des camps ne pouvaient pas en parler, ne savaient pas comment raconter. Je m'appelle Mangel, j'ai des origines juives. Peut-être cela a-t-il compté dans le choix du silence, inconsciemment. Mais j'ai reçu une éducation religieuse très ouverte, très tolérante. Je déteste les fanatismes, les intégrismes. Mes grands enthousiasmes d'adolescence étaient patriotiques, c'était Banaparte sur le pont d'Arcade, Rouget de l'Isle écrivant La Marseillaise, Jeanne d'Arc au bûcher. Je n'ai jamais compris comment on pouvait être chrétien et antisémite... »

Notre trésor national vivant est dans une forme olympique. A un rythme d'au moins deux cents représentations par an, il est parfaitement entreteint, souple et vigoureux, plein de ferveur, de rigueur, au plus près de son personnage tendre et chaleureux, lâche et audacieux, colérique et doux, amoureux et suicidaire, humain, tellement humain. Qui parmi ses élèves pourra lui succéder, qui disposera d'une pareille aura, qui ne s'apprend pas dans les écoles ? C'est peu dire que le maître aura payé de sa personne pour maintenir la leçon du silence et transmettre ses secrets. Il y est allé de sa pelle et de sa poche. Reste le caractère imprévisible des dons et des choix, de la chance aussi. Marceau, rêveur, laisse entendre sobrement : « On ne pourra plus faire ce que Marcel Marceau a accompli quand il est parti en solitaire introduire le mime dans toutes les nations. »

Michel Braudeau

Photographie : Quentin Bertoux

مركزاً من رلامهل

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 30 NOVEMBRE - LUNDI 1^{er} DECEMBRE 1997 / 13

Deux fois par
sur scène
le mime
intronisé
« trésor
national
vivant »,
les Japonais
devient
cet auto
lui-même
qu'il a eu
en 1947

M



**56 JOURNALISTES DE 21 PAYS EUROPEENS
ONT ELU L'ALFA 156 VOITURE DE L'ANNEE 1998.**



**Pour fêter cet événement,
venez essayer l'Alfa 156 2.4 JTD
nouveau turbodiesel UNIJET
samedi 29 et dimanche 30 novembre*.**

*selon autorisation

INTERNET <http://www.alfa156.com>

Pour essayer l'Alfa 156 appelez le **N° AZUR 0 801 156 156**

Coeur Sportif



Le partage de la Palestine

Il y a cinquante ans, les Nations unies approuvaient dans la fébrilité la création d'un Etat juif en terre arabe. Désireux de contrer l'influence britannique dans la région, les Soviétiques dirent « oui ». Depuis lors, la fièvre n'est jamais retombée au Proche-Orient

Il fait froid à New York, en cette fin d'après-midi du samedi 29 novembre 1947. Sous la coupole de l'ancienne patinoire de Flushing Meadows, la jeune Organisation des Nations unies vit son premier grand moment d'histoire. Ses cinquante-six pays membres – le cinquante-septième, le Siam (future Thaïlande), étant provisoirement hors jeu pour cause de putsch à domicile – se prononcent sur un texte capital, le plan de partage de la Palestine en deux Etats, un juif et un arabe. Le suspense qui accompagne jusqu'au bout ce vote hautement incertain est à la mesure de son enjeu : le sort de l'aventure sioniste et, au-delà, l'avenir du Proche-Orient tout entier.

Dans la nuit, beaucoup plus douce – mais tout aussi fébrile –, de Tel Aviv, plusieurs dizaines de milliers de personnes vivent l'événement en direct. Beaucoup ont quitté dès l'aube leur kibboutz pour rejoindre, en car, le siège de l'Agence juive, boulevard Rothschild. Les haut-parleurs commencent à égrener les résultats du scrutin. La foule chavire entre enthousiasme et colère. Elle applaudit chaque « oui », bue et stiflie chaque « non ». Vient le décompte final : 33 « oui », 13 « non », 10 abstentions. Le seul fatidique des deux tiers des suffrages exprimés est franchi, le partage adopté. D'un bout à l'autre du Yichouv, la communauté juive de Palestine, le soulagement est immense, la joie contagieuse. On dansera toute la nuit dans les rues.

Ce soir-là, le président de l'Agence juive, David Ben Gourion, s'est volontairement retranché du monde. Il passe la nuit seul à l'hôtel Kallia, au bord de la mer Morte, dans le paysage biblique de Sodome et Gomorre. Et il s'est couché de bonne heure, comme à son habitude. Il faut donc le réveiller pour lui annoncer la victoire. Les yeux bouffis, la crinière blanche en désordre, le « Vieux » crayonne un projet de déclaration sur du papier de toilette.

Dehors, au clair de lune, les ouvriers des marais salants dansent avec les clients et le personnel de l'hôtel. Ben Gourion, lui, ne sourit pas. Visionnaire, il songe avec anxiété à la suite. Dans son journal, il note : « Je ne peux être de ceux qui dansent. Je me sens comme un individu en deuil ou milieu d'un mariage. Car je suis rempli d'une terrible crainte devant le sacrifice qui attend notre peuple. Je n'en ai pas le moindre doute : nous sommes à la veille d'une guerre à la vie, à la mort, non pas avec les forces britanniques, mais avec les peuples arabes. Et nous allons y perdre la fleur de notre jeunesse ! » Le jour même, tombent les sept premières victimes juives – des passagers d'autobus tués par des commandos terroristes – de cette guerre prédictée par Ben Gourion.

Par son vote, l'ONU tient, en quelque sorte, le triple engagement pris jadis par la Grande-Bretagne, qui, enlisée dans ses contradictions, à bout de volonté et d'imagination, s'est finalement défaussée sur elle du dossier neuf mois plus tôt – le 18 février –, en la priant de « proposer un règlement ». Car la Palestine, Londres l'avait trois fois promise : deux fois aux Arabes, une fois aux Juifs.

En octobre 1915, la Grande-Bretagne, soucieuse d'isoler la Turquie, alliée de l'Allemagne, informe le chef hachémite Hussein de sa décision de « reconnaître et soutenir l'indépendance des Arabes dans toutes les régions situées dans les limites » qu'il revendique, ce qui inclut la Palestine, à l'exception de ses Lieux Saints. Un accord similaire est conclu avec le wahhabite Ibn Saoud, maître du Nedj. Ces assurances favoriseront la révolte arabe, où se distinguera le colonel Lawrence.

Trente ans mois pour mois avant le vote de l'ONU, une troisième promesse contredit les deux autres. Le 2 novembre 1917, Lord Arthur Balfour, secrétaire au Foreign Office, transmet à Lord Walter Rothschild, l'un des dirigeants de l'Organisation sioniste, la déclaration suivante : « Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un

foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives en Palestine ou aux droits et au statut politiques dont les Juifs jouissent dans tout autre pays. »

Pour le monde arabe, la déclaration Balfour est un camouflet. Sur le fond comme dans la forme. Baptisée « collectivities non juives » d'une Palestine qu'ils peuplent à plus de 90 %, les Arabes de Terre sainte crient à la trahison. Un sentiment que renforce la découverte des accords secrets franco-britanniques Sykes-Picot (1916), dans lesquels Paris et Londres préparent à leur profit le dépeçage de l'Empire ottoman. En 1921, Winston Churchill, ministre des colonies, désireux d'apaiser les Hachémites, offre à l'émir Abdallah la Transjordanie, ainsi arbitrairement soustraite à un éventuel foyer national juif. Aux termes des mandats approuvés en 1922 par la Société des Nations (SDN), la Palestine échoit aux Britanniques.

La chartre du mandat est favorable aux sionistes. Muette sur les Arabes, elle est explicite sur « le lien historique » entre le peuple juif et la Palestine. Mais bieu vite le vent tourne. Les intérêts britanniques penchent de plus en plus du côté des Arabes. Pendant un quart de

siècle, la Grande-Bretagne va s'employer à vider de 800 000 la promesse de 1917.

Ces vingt-cinq années sont ponctuées de révoltes arabes qui, chaque fois, poussent Londres à réagir. Après les heurts de 1921, le Livre blanc Churchill de 1922 subordonne l'immigration juive à la « ca-

pacité d'absorption » du pays. Les violences de 1929 suscitent un deuxième Livre blanc qui recommande de contrôler « strictement » l'immigration et les achats fonciers. La « grande grève » de 1936, qui dure six mois et tourne à l'insurrection, provoque l'envoi d'une commission d'enquête présidée par Lord Peel. Son rapport, hugeant le mandat « irréaliste », préconise officiellement pour la première fois le partage à terme de

la Palestine, un projet dont l'hostilité arabe sonne vite le glas.

En mai 1939, le dernier Livre blanc, œuvre d'un cabinet conservateur, renie la déclaration Balfour. Il prévoit de créer avant dix ans un Etat palestinien unique, limite l'immigration à 75 000 arrivants en cinq ans, après quoi celle-ci serait sou-

mise au consentement arabe. Ben Gourion dénonce aussitôt « la plus grande trahison perpétrée de nos jours par le gouvernement d'un peuple civilisé ». Ce document équivaut à un arrêt de mort pour des centaines de milliers de Juifs européens pris au piège hitlérien.

Hors d'Europe, le mouvement sioniste se radicalise. En mai 1942, à la conférence de Biltmore (New York), il se donne l'État pour objectif de guerre. L'intransigeance

arabe isole les partisans juifs d'un projet binational. La défaite du nazisme et la découverte de l'Holocauste renforcent la légitimité du dessein sioniste. A l'immobilisme britannique en Palestine répondent la guérilla juive et les sabotages.

Lors d'une réunion secrète à Paris, en août 1946, l'exécutif de l'Agence juive se rallie à la solution du partage, c'est-à-dire, selon lui, de la renaissance nationale. Avec pour objectif le soutien de l'Amérique, en qui le Yichouv place désormais ses espoirs. Très vite, Harry Truman, le président américain, dit OK au partage.

Ce soutien américain met un terme presque définitif à plusieurs années d'atermoiements, au cours desquelles Franklin D. Roosevelt et son successeur ont hésité, tiraillés entre des intérêts contraires. D'un côté, le département d'État, influencé par le Foreign Office, tient à ménager le monde arabe, dont le pétrole représente désormais un enjeu stratégique vital. De l'autre, le Congrès estime que ses intérêts électoraux commandent de prendre en compte l'influence croissante d'un judaïsme américain devenu résolument pro-sioniste. Entre les deux, la Maison Blanche oscille longtemps, au gré des pressions et des scrupules.

Mais le sort du partage est autant entre les mains de Moscou. Le 14 mai 1947, le délégué soviétique à

l'ONU, Andreï Gromyko, fait sensation en proposant un Etat binational en Palestine ou, à défaut, son partage en deux Etats : « Qu'aucun des pays d'Europe occidentale n'ait été en mesure d'assurer la défense des droits élémentaires du peuple juif, cela explique son aspiration à un Etat. Il serait injuste de lui refuser le droit de réaliser de semblables aspirations. »

Pour l'URSS, il importe avant tout de chasser les Britanniques de Palestine. A ses yeux, la révolte juive est devenue un mouvement de libération anti-impérialiste, ennemi du surcroît des régimes féodaux arabes, laquais du colonialisme britannique. Staline espère-t-il l'avènement d'un Etat juif neutraliste, voire socialiste ? Toujours est-il que la convergence éphémère des analyses américaine et soviétique offre à l'Agence juive une chance inespérée, qu'elle s'empresse de saisir.

Le 13 mai 1947, l'ONU désigne une commission d'enquête spéciale (Unscop), qui débarque un mois plus tard en Palestine, où elle commence ses auditions. L'Agence juive défend sa cause, force documents à l'appui. Le Haut Comité arabe « erre en fatale » boycotte la commission. Son intransigeance hautaine contraste avec la souplesse tactique des sionistes. Après trois mois de travaux sur place et dans les camps de « personnes déplacées » en Europe, l'Unscop rend son verdict : elle recommande, à l'unanimité, l'annulation du mandat ; à la majorité, le partage de la Palestine.

L'Etat arabe comprendrait la Galilée occidentale, les collines du centre – à l'exception de Jérusalem et de Bethléem, sous contrôle international – et la plaine côtière du sud, d'Ashdod à l'Egypte. Les Juifs recevraient le reste. Cet Etat juif minuscule et bicoûteux, découpé en trois tronçons, était-il viable ? Peu importe. Pragmatiques, les sionistes l'acceptent avec enthousiasme, car une chose prime : la reconnaissance de leur souveraineté et d'une immigration juive sans entraves.

C'est dans ce climat que le débat en séance plénière s'ouvre, le 21 octobre : face aux Juifs, prêts à d'ultimes concessions, les Arabes sont solidaires dans leur refus de ce qu'ils tiennent pour une décision illégitime, fruit d'un complot colonial. Mais rien d'est joué. L'incertitude durera six semaines, au cours d'une furieuse bataille diplomatique fertile en manœuvres, chantages, menaces et autres coups de bluff, où l'on ne recule devant aucun moyen pour rallier les indécis.

Les espions juifs y tiennent leur rôle. Ils truffent de micros les voitures des diplomates britanniques et la résidence du délégué syrien. Cette dernière écoute permet de déceler la trahison d'un diplomate sud-américain, qui s'apprête à voter « non » pour les beaux yeux d'un délégué arabe... et sera remplacé. On retarde le scrutin de vingt-quatre heures pour un ultime forcing. Des pressions américaines sur le fabricant de pneus Firestone permettent de retourner le Libéria. Des juges et des sénateurs persuadent les Philippines de changer leur vote. La promesse d'un gros prêt ramène Haïti dans le camp du « oui », qui l'emportera donc à l'ar-raché.

Six mois après, le 14 mai 1948, Ben Gourion proclame l'indépendance d'Israël, « en vertu du droit naturel et historique du peuple juif et de la résolution des Nations unies ». Mais, cinquante ans plus tard, le partage de l'ancienne Palestine se fait toujours attendre.

J.-P. L.

* Palestine 47, un partage avorté, d'Alain Gresh et Dominique Vidal. Complexe, 1987 et 1994 (le meilleur ouvrage en français sur les origines et les conséquences de la décision de l'ONU).

* Le siècle d'Israël, les secrets d'une épopée. 1895-1995, de Jacques Deroy et Hesi Carmel. Fayard, 1994.

* Paix ou guerres, les secrets des négociations israélo-arabes, 1917-1997, de Charles Enderlin. Stock, 1997.

* Une histoire moderne d'Israël, d'Elie Barnavi. Flammarion, 1988.



Ci-dessus : liesse dans la population juive de Jérusalem à l'annonce du résultat du vote des Nations unies, le samedi 29 novembre 1947. Le décompte final : 33 « oui », 13 « non », 10 abstentions. Le seul fatidique des deux tiers des suffrages exprimés est franchi, le partage adopté.



Ci-contre, le bornage des terres par les représentants des deux parties.

Elias Sanbar, historien palestinien

« Les Palestiniens n'ont pas compris que les jeux étaient faits »

HISTORIEN palestinien né en 1947 à Haïfa et exilé avec les siens à l'âge d'un an, Elias Sanbar dirige à Paris la Revue d'études palestiniennes. Son dernier ouvrage, Palestine, le pays à venir, a paru en 1996 aux éditions de l'Olivier.

« L'adoption du plan de partage est souvent présentée comme le fruit d'une erreur historique des Palestiniens. Qu'en pensez-vous ? »

« C'est d'abord une présentation correcte. Les Palestiniens, dit-on aujourd'hui a posteriori, n'ont obtenu, après trois ans de négociations avec Israël, que 2 % de ce qui fut leur patrie, alors qu'en 1947 on leur en avait proposé 45 % et qu'ils ont refusé. Regardez, leur dit-on, où vous a conduit votre intransigeance. »

« Il faut dire trois choses à ce

sujet. Premier point : au moment de refuser ces 45 %, les Palestiniens ont une patrie entière. Ils sont 1 400 000 personnes face à une communauté juive de 600 000 personnes composée à 95 % d'immigrants venus d'Europe et qui, à leurs yeux, sont des intrus. Ils sont dans leur pays, et ils ne comprennent pas pourquoi ils devraient en abandonner plus de la moitié. Second point : lors des débats à l'ONU, les Palestiniens ne se contentent pas dans leur refus du plan de partage. Ils réclament l'indépendance et proposent la citoyenneté pour l'ensemble des habitants de Palestine, y compris les 600 000 Juifs. Troisième point : la position palestinienne en 1947 recèle quelque chose du jugement de Salomon, lorsque la véritable mère prend le risque de perdre

son enfant plutôt que de le voir dépecer.

« Les dirigeants arabes et palestiniens n'ont-ils pas, malgré tout, manqué d'intelligence politique ? »

« Ben Gourion, engagé dans une stratégie d'occupation militaire de la Palestine, accepta le partage sans en être pour autant satisfait. Il fit preuve ainsi d'un sens indéniable de la tactique. Si les Palestiniens n'ont pas été tactiquement « aussi malins », c'est parce qu'ils n'étaient pas un mouvement colonial part à la conquête d'un pays : ils étaient chez eux, un peuple avec sa langue, sa mémoire et son identité. Face aux sionistes, les Palestiniens ne pouvaient par conséquent que réfléchir en termes d'autodéfense. »

« Ensuite, si les Palestiniens

voyaient parfaitement bien les enjeux sur le terrain, ils n'ont pas du tout perçu les changements sur la scène internationale. Ils n'ont pas compris que la décision de donner leur pays pour en faire un foyer national juif était déjà prise. Ils n'ont pas vu que les jeux étaient faits. Ils ont pas bien estimé les rapports de forces. »

« Quelle leçon les Palestiniens retiennent-ils de 1947 ? »

« Autant les Palestiniens ont eu raison il y a cinquante ans de refuser le partage, même s'ils l'ont payé très cher, autant ils ont raison aujourd'hui de penser que la question ne peut se résoudre que par un nouveau partage, par un voisinage entre deux Etats. »

Propos recueillis par Jean-Pierre Langellier

Eric Leser

Eric Leser

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 30 NOVEMBRE - LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1997

TRANSPORT FERROVIAIRE

La Deutsche Bahn et la SNCF pourraient profiter du passage à la grande vitesse intégrale du TGV Paris-Bruxelles, dimanche 14 décembre,

pour sceller leur coopération. ● LE NOUVEAU PDG de la Deutsche Bahn, Johannes Ludwig, a changé de stratégie, alors que son prédécesseur militait pour la concurrence entre les

réseaux européens. ● LA DEUXIÈME ÉTAPE de la réforme des chemins de fer allemands, qui prévoit la création de quatre sociétés distinctes, risque d'être douloureuse, et les syndicats

s'alarment des réductions d'effectifs. ● DANS LE FRET, la position française, qui prône la coopération, a marqué un point avec l'annonce, mercredi 26 novembre, de la créa-

tion d'un couloir ferroviaire d'Anvers au sud de l'Italie. ● LA COMMISSION EUROPÉENNE n'apprécie pas ces initiatives et menace de les attaquer pour entente.

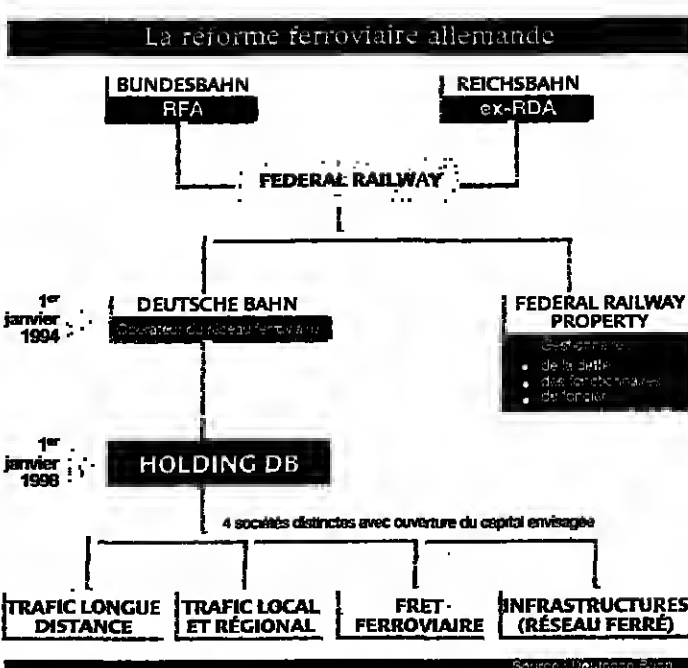
La coopération SNCF-Deutsche Bahn contredit le libéralisme de Bruxelles

Les chemins de fer allemands, qui sont engagés dans une réforme plus difficile que prévu, se tournent vers leur homologue français dans le but de mieux contrer, ensemble, la concurrence de la route et de l'avion

DIX MOIS après son arrivée à la tête de la Deutsche Bahn, Johannes Ludwig s'apprête à faire prendre un virage en épingle à la compagnie ferroviaire allemande. Alors que son prédécesseur, Heinz Dürr, originaire du secteur privé, militait pour la concurrence entre les réseaux européens pour offrir un meilleur service aux usagers, M. Ludwig, ancien secrétaire d'Etat du chancelier Kohl, se prépare à faire entendre, jeudi 4 décembre, par son comité stratégique, une stratégie de coopération avec les autres sociétés européennes, et notamment la SNCF.

M. Dürr avait émis ses intentions en souhaitant que « le TGV allemand aille jusqu'à Paris » (Le Monde du 16 octobre 1996), l'état-major de M. Ludwig affirme désormais que « les vrais concurrents sont la route et l'avion ». Et la Deutsche Bahn va proposer à la SNCF d'exploiter des trains en commun. Une perspective qui risque d'inquiéter la Commission européenne, qui estime que seule la coopération peut permettre aux compagnies ferroviaires de retrouver leur dynamisme commercial.

La Deutsche Bahn et la SNCF pourraient profiter du passage à la grande vitesse intégrale du TGV Thales entre Paris et Bruxelles (une heure et vingt-cinq minutes), dimanche 14 décembre, pour annoncer un accord commercial. Trois axes ferroviaires franco-allemands à grande vitesse se dessinent. Le TGV Thales va, dès dimanche prochain, poursuivre sa route vers Aix-la-Chapelle et Cologne, en Allemagne. Le train pendulaire allemand devrait emprunter, à partir de 1999, l'axe Paris-Metz-Francfort, actuellement parcouru en six



heures par l'Eurocity. Enfin, les Allemands attendent avec impatience le feu vert du gouvernement français pour le TGV Est jusqu'à Strasbourg, en vue de prolonger cette ligne jusqu'à Stuttgart. Un Groupeement d'intérêt économique européen devrait être créé, dans les prochains jours, pour exploiter en commun les trains de nuit de part et d'autre du Rhin.

Le revirement stratégique allemand n'est peut-être pas tout à fait étranger aux difficultés qui sont apparues sur la voie du redressement de l'opérateur d'outre-Rhin. Néé, aux lendemains de l'unification, de la fusion des sociétés ouest-allemande Bundesbahn et est-alle-

mande Reichsbahn, la Deutsche Bahn (DB) a bénéficié d'un soutien gouvernemental massif. Allégée d'une dette de 67 milliards de deutschemarks (227 milliards de francs) et déchargée des deux cent vingt mille fonctionnaires sous statut (désormais « prêts » à la DB par le gouvernement dans le cadre de contrats de droit privé), la DB s'estimait suffisamment forte pour partir à la conquête de l'Europe.

En fait, le redressement est plus long que prévu. Certes, les 720 millions de deutschemarks de profits avant impôts en 1996 (2,4 milliards de francs) ont de quoi faire pâlir son homologue français qui, à structure désormais comparable,

table sur 2 milliards de francs de pertes cette année. Mais la reconquête du trafic est lente (plus 2 % sur les huit premiers mois de 1997) et le nouveau PDG estime qu'il doit encore réduire ses coûts de 1,4 milliard de deutschemarks par an pour maintenir la DB au-dessus du seuil de rentabilité. Autre désillusion, l'important programme d'investissement, plus de 80 milliards de deutschemarks prévus sur dix ans, ne pourra être réalisé qu'en partie, faute de ressources fédérales suffisantes.

PROFIL BAS
Conséquence, la deuxième étape de la réforme des chemins de fer allemands, prévue le 1^{er} janvier 1998, risque d'être douloureuse. Cinq sociétés distinctes vont être créées, dans les grandes lignes, la gestion des infrastructures (réseau ferré) et l'exploitation des gares. Elles pourront ouvrir leur capital à des tiers, on même s'introduire en Bourse. Les deux cent soixante-dix mille salariés (contre trois cent soixante-douze mille en 1994) seront répartis au sein de ces quatre sociétés. La DB ne conservera qu'une fonction de holding. Rudi Schaefer, le président du syndicat des chemins de fer, s'est inquiété, vendredi 28 novembre, des importantes réductions de personnel envisagées dans le trafic voyageurs régional.

Le nouveau profil bas de la Deutsche Bahn n'explique pas tout. En France, l'arrivée du communiste Jean-Claude Gaxotte à la tête du ministère des transports a modifié la donne européenne. M. Gaxotte veut empêcher la Commission

d'engager plus avant la déréglementation dans les chemins de fer et de permettre aux compagnies européennes de circuler librement sur l'ensemble du réseau ferré. Pour ne pas rester sur la défensive, le gouvernement français a décidé de promouvoir la coopération entre les monopoles nationaux. Premier succès pour la pos-

le développement du transport ferroviaire, pour contrer celui du trafic routier. Mais la Commission déplore l'absence de concurrence. « Si les corridors de fret sont limités aux opérateurs des pays concernés, cela constituera une sorte d'entente que nous pourrions attaquer », avertit un fonctionnaire européen. « On ne peut exclure une bataille

Un corridor de fret

Les chemins de fer français, luxembourgeois, belges et italiens ont annoncé, mercredi 26 octobre, la création d'un « corridor de fret ferroviaire », qui sera ouvert à partir du 12 janvier 1998, entre Anvers, Vénissieux, Metz, Lyon, Gênes et le sud de l'Italie. Les clients qui souhaiteront transporter des marchandises du nord au sud de l'Europe auront désormais à traiter avec un interlocuteur unique, situé au Luxembourg, et bénéficieront d'un temps de parcours réduit de 20 % grâce à des sillons réservés pour ce trafic trans-européen.

La Commission européenne aurait préféré la constitution de « couloirs de circulation libre » ouverts à tous les opérateurs. Mais les monopoles nationaux ont réussi à prendre de vitesse l'autre projet, entre les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, qui s'inscrivent d'avantage dans la logique européenne de libre accès.

française, les chemins de fer français, luxembourgeois, belges et italiens ont annoncé, mercredi 26 octobre, la création d'un « corridor de fret ferroviaire » qui traversera ces différents pays et qui sera exploité en commun. La Commission européenne qui avait prôné la constitution de « couloirs de circulation libre » est prise de vitesse. Dans le domaine du transport de voyageurs, le rapprochement entre la SNCF et la Deutsche Bahn participera aussi de cette stratégie de contre-attaque des monopoles nationaux.

Certes, ces initiatives vont dans le sens du Livre blanc de la Commission européenne qui prône

politique sur ce terrain », reconnaît-on au sein du gouvernement français. Un proche du dossier préfère mettre en avant les divergences entre le commissaire européen Karel Van Miert, gardien de la libre concurrence, et le commissaire Neil Kinnock, qui veut avant tout promouvoir le transport ferroviaire. « En se montrant dogmatique et intransigeant sur les accords de coopération entre opérateurs ferroviaires nationaux, la Commission a, malgré elle, contribué à cimenter l'entente franco-allemande », estime-t-on à l'état-major de la SNCF.

Christophe Jakubczyński

Le PDG de Telecom Italia conteste et démissionne

ROME

de notre correspondant

Ce ne fut pas tout à fait une surprise, mais la démission éclair du président de Telecom Italia, Guido Rossi, vendredi 28 novembre, a provoqué des remous. Depuis deux semaines, le bruit courait d'une dissension au sein du conseil de direction à propos de la redistribution des pouvoirs, à la suite de la privatisation de l'entreprise la mois dernier. Lors du premier conseil d'administration après la privatisation, Guido Rossi a fait part de sa démission « irrévocable » seulement vingt-neuf jours après avoir été confirmé dans ses fonctions et à peine dix mois après avoir été nommé à la tête de la société.

« L'avocat rouge », comme on l'appelle, a estimé que sa tâche était terminée après avoir fusionné, en juillet, le holding STET et sa principale filiale Telecom Italia et privatisé l'ensemble ainsi constitué. C'est ce qu'il avait indiqué dans une lettre adressée le 17 novembre au ministre du Trésor Carlo Azeglio Ciampi. Restait toutefois à redéfinir le fonctionnement de l'un des plus importants groupes de télécommunications européennes, entreprise publique devenue entité privée avec un nouveau dur constitué, entre autres, d'investisseurs institutionnels (banques et assurances) pour 10,55 % du capital. Même si l'Etat dispose encore, pour trois ans, d'un droit de regard sur la société, Guido Rossi souhaitait que son rôle prime celui d'administrateur délégué détenu par Tommaso Tommasi di Vignano.

« Lo figure d'administrateur délégué a fait la pluie et le beau temps dans les entreprises d'Etat répondant seulement à sa référence politique », avait-il déclaré récemment. Il s'agissait de modifier les règles de gestion et en quelque sorte de mettre un terme à une sorte de

bicéphalisme. Les actionnaires privés ne l'ont pas suivi et Guido Rossi en a tiré les conclusions.

Au-delà du départ de ce milliardaire de soixante-cinq ans, considéré comme l'un des meilleurs experts du droit des sociétés, se profile-t-il une divergence entre le président du conseil, Romano Prodi, favorable au maintien des pouvoirs de l'administrateur délégué, et Massimo D'Alema, secrétaire du PDS (Parti démocratique de la gauche), principale formation de la majorité, qui, lui, appuyait plutôt les conceptions de Guido Rossi ? Il s'agirait « d'une victoire de Romano Prodi », comme l'a fait remarquer Nerio Nesi, responsable économique de Rifondazione comunista, le parti de Fausto Bertinotti. « Faux », dit-on au PDS.

GOÛT AMER

La vraie question est celle d'une adaptation des structures à un nouveau mode de fonctionnement d'une entreprise qui compte désormais presque un million et demi d'actionnaires. La démission de M. Rossi donne « un signal de retard d'une réforme indispensable du capitalisme italien », a estimé le sénateur Cesare Salvi, porte-parole du PDS au Sénat.

Sans doute l'avocat a la réputation de ne pas tergiverser lorsque son point de vue n'est pas partagé : il s'agit de sa troisième démission retentissante. Mais son départ, au lendemain du succès de la privatisation de Telecom Italia, qui a permis à l'Etat d'encaisser 90 milliards de francs, laisse un goût amer.

Sa succession est assurée par Pier-Giusto Jaeger, nommé vice-président des vendredis. Le numéro deux de la General Electric, Paolo Fresco, est pressenti pour la présidence.

Michel Bôle-Richard

Mitsubishi Electric essuie les premières pertes de son histoire

TOKYO

de notre envoyé spécial

En soixante-seize ans d'existence, Mitsubishi Electric, l'une des quarante entreprises de la « famille » Mitsubishi, n'avait jamais perdu d'argent. Le 27 novembre, elle a annoncé un résultat net négatif de 26,1 milliards de yens (1,3 milliard de francs) sur le semestre se terminant le 30 septembre, malgré une croissance de 7 % des ventes, qui atteignent 1 830 milliards de yens, soit environ 90 milliards de francs. Sur l'ensemble de l'exercice s'achevant le 31 mars 1998, Mitsubishi Electric prévoit une perte de 500 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 200 milliards de francs. Ce résultat négatif prolonge la tendance enregistrée sur l'année fiscale 1996-1997. Les ventes avaient alors progressé de 6 %, tandis que le bénéfice net chutait de 86 %.

Takashi Kitaoka, président de Mitsubishi

Electric, a commenté ces résultats le 28 novembre, au siège de la société à Tokyo. « Nos nouvelles activités commerciales ou industrielles en Chine, en Thaïlande et en Indonésie n'ont pas encore enregistré de résultat positif », a-t-il déclaré. La forte dévaluation de la monnaie thaïlandaise a eu un impact important sur les résultats des sept unités de production (ascenseurs, climatiseurs, réfrigérateurs, composants automobiles) de Mitsubishi Electric dans ce pays.

Aux Etats-Unis et en Europe, les secteurs des téléviseurs et des magnétoscopes, tout comme les activités dans les semi-conducteurs et les mémoires électroniques, ont subi de fortes baisses de prix de vente. Dans le téléphone mobile, malgré le passage aux technologies numériques comme le GSM, la rentabilité reste basse.

Le Japon, où Mitsubishi Electric réalise 80 % de son chiffre d'affaires, ne parvient plus à compenser les carences des activités à l'étran-

ger. Pour expliquer cette situation nouvelle, Takashi Kitaoka mentionne la baisse des prix des semi-conducteurs, la régression des ventes de produits blancs et la forte concurrence en informatique.

Une situation assez grave pour rendre globalement déficitaire l'activité au Japon. D'ici à 2010, Mitsubishi Electric prévoit de réaliser 50 % de son activité à l'étranger.

Mitsubishi Electric souffre de sa faible internationalisation et de son retard dans les produits numériques de pointe en électronique grand public. Pour preuve, les bons résultats semestriels annoncés par Matsushita, Hitachi, Toshiba, NEC, Fujitsu et, surtout, Sony, dont les ventes ont progressé de 21 % grâce, en particulier, aux Minidiscs et aux Caméscopes numériques.

Michel Alberganti

Thomson sera repris par Walter Butler et Thomson-CSF

LE TRIBUNAL de commerce de Versailles a choisi, vendredi 28 novembre, Walter Butler Finances et Partenaires (WBF) pour la reprise de la société de maintenance informatique Thomson, en redressement judiciaire depuis le 26 juin. Walter Butler est l'un des dirigeants du groupe de publicité GGT-BDD qui avait été candidat à la reprise de la SFP en 1996.

« Thomson, qui a une notoriété forte, peut se développer sur le marché de la maintenance et de l'infogérance (gestion-exploitation d'un parc d'ordinateurs pour le compte d'une entreprise) », explique M. Butler. Employant 1 200 salariés, l'entreprise avait été vendue en février par Thomson-CSF au groupe financier américain Libra Global Services (LGS). Thomson-CSF est associé à l'offre de reprise, qui doit entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1998. « Nous prendrons 19,99 % du capital », indique la direction du groupe d'électronique professionnelle, qui explique qu'elle s'engage pour « conforter le personnel et les clients

de Thomson ». « Nous proposons 17,5 % du capital aux salariés », ajoute M. Butler. Le plan de reprise « concerne 586 salariés sur 908 en France », explique M. Butler. L'activité de réparation (27 salariés) sera cédée à Rockwell Collins France, et un plan social sera mis en place pour les autres salariés, financé par Thomson-CSF et les pouvoirs publics.

CRAINTES DES SYNDICATS

Thomson-CSF s'engage par ailleurs sur 60 millions de francs par an d'achats pendant quatre ans à Thomson. « Sous réserve que qualité, délais et prix soient comparables à ceux du marché », indique la direction de Thomson-CSF. Les syndicats CGT, CFDT et FO de Thomson, qui réclamaient une « réintégration pure et simple dans Thomson-CSF », ont déclaré « conserver leurs craintes » devant cette reprise pas « nécessairement » synonyme de « succès en termes industriels ».

Philippe Le Coeur

Richemont veut prendre 100 % du groupe de luxe Vendôme

LA COMPAGNIE financière Richemont a annoncé, vendredi 28 novembre, qu'elle souhaitait acquérir les 30 % qu'elle ne détient pas encore dans le capital du groupe Vendôme, propriétaire des marques Cartier, Dunhill, Mont-Blanc, Piaget, Baume & Mercier ou Lancel. Le prix offert, 495 francs par action, représente une prime de 25,8 % par rapport au cours moyen du titre le 27 novembre dernier. Si tous les minoritaires apportent leurs actions à son offre, Richemont devra débourser quelque 10 milliards de francs. Ce groupe suisse, à capitaux suisses, est actionnaire majoritaire du cigarettier Rothmans et à 15 % de Canal Plus, à qui Richemont a vendu sa participation dans le néerlandais Nethold au début de 1997.

DÉPÊCHES

■ DAEWOO : le groupe sud-coréen a décidé de retarder l'implantation d'une usine de verre pour tubes cathodiques à Thionville (Moselle), l'extension de l'usine de téléviseurs de Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle) et du projet d'usine de réfrigérateurs à Verdun (Meuse), en raison de la crise financière en Asie et pour étudier la nouvelle politique sociale de la France, notamment les 35 heures, a indiqué, vendredi 28 novembre, le député-maire RPR de Thionville Jean-Marie Demange.

■ ENEL : la compagnie d'électricité italienne a indiqué, vendredi 28 novembre, qu'elle investira avec France Télécom et Deutsche Telekom 8 000 milliards de francs (27 milliards de francs) sur dix ans dans le téléphone mobile et fixe et créera 7 000 emplois.

■ BANQUE NATIONALE TCHÈQUE : l'institut d'émission est intervenu, vendredi 28 novembre, pour soutenir la couronne tchèque, dont le cours est tombé jusqu'à 19,52 pour un deutschemark, son plus bas niveau depuis six mois. Les interventions auraient atteint 200 milliards de deutschemarks (670 millions de francs).

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 30 NOVEMBRE - LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1997

Le Plan d'épargne populaire offre des avantages fiscaux insoupçonnés

Un PEP adossé à un contrat d'assurance-vie permet à son détenteur de toucher une rente totalement nette d'impôt au-delà de huit ans de détention. De plus, cette défiscalisation bénéficie également au conjoint en cas de réversion

A L'HEURE où la fiscalité de l'assurance-vie s'alourdit - les prélèvements sociaux sur les intérêts des contrats atteignent désormais 10 % -, faut-il encore s'intéresser au plan d'épargne populaire (PEP) adossé à de l'assurance-vie ?

Oui, car au-delà de huit ans le PEP assureur dispose d'un avantage assez intéressant : il permet de recevoir une rente totalement défiscalisée. Cela ne sera plus le cas pour un simple contrat-vie à partir du 1^{er} janvier 1998. Le PEP a été créé par Pierre Bérégovoy en 1990 pour aider les ménages modestes (par une prime d'épargne). Il a remporté un joli succès et a drainé près de 600 milliards de francs en sept ans. Il a séduit près d'un Français sur quatre et il en existe 14 millions. Mais seul un plan sur cinq est adossé à un contrat d'assurance-vie.

A partir du moment où un PEP est associé à un contrat d'assurance-vie, les rentes (ou arrérages) sont versées au bénéficiaire (le créancier) en totale défiscalisation, ce qui constitue un atout considérable et unique pour un produit ouvert à tous et n'est pas possible pour un simple contrat-vie. Qui plus est, cette défiscalisation bénéficie également au conjoint en cas de réversion. En l'état actuel du projet de loi de finances, le PEP serait même exonéré de la nouvelle taxe prévue sur les intérêts des contrats d'assurance-vie lorsqu'ils dépassent un montant annuel et global de 30 000 francs par personne (soit 60 000 francs par ménage fiscal).

En revanche, si l'épargnant désire récupérer ses fonds, c'est-à-dire racheter son contrat au-delà de huit ans, le même régime que celui de l'assurance-vie s'appliquera, qu'il ait souscrit son contrat dans le cadre d'un PEP ou non. Il en va de même quant à la réforme fiscale introduite par la réglementation du 20 novembre 1991 sur la transmission en cas de décès. Avant cette date, les versements et intérêts étaient totalement exonérés de droits de succession en cas de décès du souscripteur. Depuis, une condition a été ajoutée : qu'il ait en moins de 70 ans au moment du versement. S'il dépasse cet âge, seule une franchise de 200 000 francs de capital sera exonérée, mais les intérêts capi-

tales de toutes les sommes versées - y compris de celles appelées à entrer dans la succession des années plus tard - le seront aussi.

Tout contribuable ou chaque époux soumis à l'imposition commune peut ouvrir un PEP, mais un seul et pour lui seul, car les comptes joints sont interdits. Le plan reste autorisé, même si le titulaire a son domicile fiscal à l'étranger, ce qui traduit le souci du législateur de conserver des capitaux pour l'économie nationale. Dans le même esprit, le titulaire d'un PEP devant s'expatrier - notamment pour des raisons professionnelles - peut garder son plan et continuer à l'alimenter normalement.

A noter que les versements ne peuvent être affectés qu'à un

Le PEP, créé en 1990 par Pierre Bérégovoy, a séduit plus d'un Français sur quatre et drainé plus de 600 milliards de francs en sept ans

compte de dépôt ou à certains contrats d'assurance-vie (et non de décès) même si des garanties annexes de prévoyance, c'est-à-dire d'invalidité ou de décès, sont tont à fait autorisées. Dans ce cas, il faut que le bénéficiaire du capital garanti en cas de vie soit le souscripteur du contrat, donc le titulaire du plan.

Si un plafond de versement de 600 000 francs par personne est imposé, il ne comprend ni les cotisations correspondant aux garanties annexes, ni les frais prélevés - d'entrée et de gestion, peuvent plus importants dans les PEP-assurance, comme les rendements d'ailleurs -, ni la capitalisation des intérêts produits. De même, la prime d'épargne éventuellement versée sur le plan n'est pas prise en compte.

Depuis le 3 décembre 1990, les actifs d'un PEP (plan d'épargne retraite) ne peuvent être transférés sur un PEP en franchise d'im-

pôt (sauf s'il avait été souscrit dans le cadre d'un contrat-vie sur la personne d'un contractant) que sous certaines conditions : décès, divorce ou séparation. Dans le premier cas, il suffit (art. 91 du code général des impôts) que les ayants droit transfèrent dans un délai de six mois les sommes en jeu sur un plan ouvert à leur propre nom. Dans les autres, chaque conjoint peut transférer sur un plan le capital qui lui échoit en franchise d'impôt ou choisir de retirer sa part selon le régime fiscal du PEP, quitte à payer la taxe correspondante. Mais la décision doit être prise dans l'année civile de l'attribution respective des capitaux, sous peine d'être considérée comme anticipée par une assimilation automatique à un retrait du PEP, avec les conséquences fiscales correspondantes.

Si tout épargnant est libre de souscrire un plan auprès d'une grande variété d'établissements de crédit, d'assurance, de mutuelles, d'institutions de prévoyance, de caisses d'épargne, de Postes, de Trésor public... il peut néanmoins être tenté d'en changer si les performances sont médiocres. Dans ce cas, il n'y a pas de retrait, donc les avantages fiscaux et la prime seront conservés, à la condition toutefois que le titulaire du PEP remette au gestionnaire qu'il abandonne un

certificat d'identification du nouveau PEP, établi par l'organisme destinataire du transfert.

En outre, afin que ce dernier puisse, quelques années plus tard (c'est à dire au moment de la clôture), établir le niveau des primes et le régime fiscal des intérêts capitalisés, le gestionnaire évincé devra lui remettre une documentation précisant la date d'ouverture et le montant des versements effectués.

Lorsque le titulaire d'un plan ne respecte pas les obligations imposées par le dispositif, il s'expose à la clôture du plan et à la résiliation du contrat de dépôt ou d'assurance-vie concomitant, voire à leur maintien, mais avec

la perte du régime fiscal propre au plan. La violation plus ou moins volontaire des obligations entraîne cette clôture.

Citons parmi les causes essentielles :

- l'ouverture de plusieurs plans par un même contribuable, ou par les époux « distraits » d'un même foyer fiscal ;

- le dépassement des limites respectives de 600 000 francs ou 1,2 million de francs, sauf s'il est considéré comme involontaire parce qu'il s'agit de la première fois, et qu'elle a été rectifiée dans le mois suivant le versement excédentaire. A défaut, dans les deux cas ci-dessus, toutes les sommes versées sur le plan sont

considérées comme retirées à la date de l'infraction.

Enfin, depuis la loi du 12 avril 1996, les retraits partiels effectués à compter du 1^{er} janvier 1996 n'entraînent pas la clôture s'il s'agit de plans autorisant la prime d'épargne ou s'ils remplissent certaines conditions telles que :

- leur ouverture avant le 20 décembre 1995 ;

- le retrait des fonds entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 1996 ;

- le premier retrait effectué.

Quelques autres cas entraînent la clôture du plan, parmi lesquels le décès du titulaire. Mais, si le plan est lié à un contrat d'assurance-vie - et dans ce seul cas - les sommes transmises à ses ayants droit sont exonérées de tout prélèvement.

Parmi les erreurs à ne pas commettre, notons que le titulaire souhaitant conserver durablement son PEP ne doit, au-delà de dix ans, ni retirer l'intégralité de ses avoirs, ni effectuer un retrait partiel suivi d'un versement additionnel. Dans le cas contraire, tous ses versements antérieurs seront considérés comme retirés à ce moment-là, sauf si leur auteur démontre, comme pour tout dépassement, sa bonne foi.

Didier Verneuil

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIBAS

Offre Publique d'Echange
de la Compagnie Financière de Paribas
sur la Compagnie Bancaire et Cetelem.

■ Paribas, une banque pour l'an 2000

La Compagnie Financière de Paribas lance une série d'opérations qui ont pour objectif d'accroître sa rentabilité et la récurrence de ses résultats :

- une Offre Publique d'Echange avec versement d'une soule de la Compagnie Financière de Paribas sur la Compagnie Bancaire, à raison de 3 actions Paribas + 500 francs pour 2 actions Compagnie Bancaire, soit une prime de 19 % par rapport à la moyenne des 20 dernières bourses,
- une Offre Publique d'Echange avec versement d'une soule de la Compagnie Financière de Paribas sur Cetelem, à raison de 6 actions Paribas + 1 250 francs pour 5 actions Cetelem, soit une prime de 20 % par rapport à la moyenne des 20 dernières bourses,
- une Offre Publique d'Echange de la Compagnie Financière de Paribas aux porteurs de CIP de la Banque Paribas, à raison de 1 action Paribas pour 1 CIP, soit une prime de 22 % par rapport à la moyenne des 20 dernières bourses.

■ Une étape majeure dans la stratégie de Paribas de spécialisation sur des métiers en croissance

Ces opérations permettront, après consultation des instances représentatives du personnel, d'intégrer dans une structure unique les différents métiers du Groupe Paribas exercés par la Banque Paribas, la Compagnie Bancaire et Paribas Affaires Industrielles.

Paribas sera organisée en trois secteurs d'activité, dotés de perspectives de croissance importante :

- le secteur Banque d'Affaires, dont la responsabilité sera assurée par André Lévy-Lang, regroupant les métiers Activités de marché, Banque commerciale, Conseil, Titres et Paribas Affaires Industrielles,
- le secteur Epargne, dont la responsabilité sera assurée par Bernard Müller, composé de la Gestion institutionnelle et privée de la Banque Paribas, de Cardif et de Cortel.

• le secteur Services Financiers Spécialisés, dont la responsabilité sera assurée par Bernard Müller, composé des sociétés Arval, Banque Directe, Cetelem, UCB et UFB Locabail.

■ Un objectif : augmenter la valeur de Paribas pour ses actionnaires

Ces opérations permettront à Paribas :

- de se renforcer dans des métiers en croissance : le gestion de l'épargne, les crédits aux particuliers et les services aux entreprises,
- de développer des synergies commerciales, opérationnelles et financières. Paribas élargira sa force de distribution en conjuguant les compétences d'ingénierie financière et de marché, avec celles de marketing et de techniques avancées de distribution,
- d'accroître sa solidité financière, par l'augmentation de la part récurrente de résultats provenant d'activités peu volatiles,
- d'atteindre 15 % de rentabilité nette dès 2000.

■ Une ambition : Paribas, un des leaders mondiaux, la référence européenne dans ses métiers

- une approche spécialisée, sélective, mieux à même de répondre aux exigences des clients dans un monde bancaire en pleine évolution,
- une tradition entrepreneuriale fondée sur l'innovation, la capacité d'anticipation, l'esprit d'entreprise,
- un renforcement de la présence de Paribas sur son marché domestique européen,
- la qualité, la compétence et la solidarité des équipes.

* Ces offres ont été approuvées à l'unanimité par le Conseil de Surveillance de la Compagnie Financière de Paribas, de la Compagnie Bancaire et de Cetelem. Ces offres seront ouvertes après avoir été jugées recevables par le Conseil des Marchés Financiers et après obtention du visa de la Commission des Opérations de Bourse sur la note d'information.

PARIBAS ACTIONNAIRES

3, rue d'Antin, 75002 Paris Tél. vert : 0 800 05 17 88 3616 coda Cliff (2,19 F la minute) Internet : <http://www.paribas.com>

Encore un an pour donner à bon compte

Alors que le projet de loi de finances prévoit un net durcissement de la fiscalité des revenus du patrimoine, il fait preuve d'une certaine

légèreté en faveur des donations effectuées par les personnes âgées de 65 à 74 ans. En effet, certains avantages qui devaient normalement prendre fin le 31 décembre 1997 seront sans doute prolongés d'un an.

Ainsi, les donations-partages et des donations à un enfant unique devraient bénéficier d'une réduction de 35 % sur les droits à payer jusqu'au 31 décembre 1998. Au-delà, cette réduction passera à 25 %. Le taux de 35 % ne concernera plus que les donations-partages ou donations à enfant unique effectuées par un donateur âgé de moins de 65 ans. Pour les donations simples, la réduction de 25 % devrait s'appliquer jusqu'au 31 décembre 1998. Après quoi, elle passera à 15 %. Le taux de 25 % sera alors réservé aux donations simples effectuées par une personne de moins

de 65 ans. L'économie d'impôt réalisée grâce à ces réductions de droit sera d'autant plus significative que le montant transmis est important. C'est le cas notamment lors des transmissions d'entreprises. Car malgré l'abattement de 300 000 francs sur les donations entre parents et enfants, il est en effet fréquent que les titres transmis soient imposés dans la tranche à 20 % lorsqu'il s'agit de PME.

L'économie d'impôt peut aussi atteindre un montant substantiel dans le cadre de donations entre tiers. Motif : ces dernières ne bénéficient d'aucun abattement particulier sur la base taxable et sont de plus soumises à un taux prohibitif de 60 %. Compte tenu de la réduction de droit de 25 %, ce taux sera donc ramené à 45 % dans la pratique. Attention : si vous comptez effectuer une donation, mieux vaut vous y prendre avant votre 75^e anniversaire, faute de quoi aucune réduction de droit ne sera accordée. Evitez cependant de donner des biens dont vous pourriez avoir besoin pour assurer votre train de vie. Car la plupart des donations étant irrévocables, vous ne pourriez récupérer les biens donnés, même en cas de besoin.

Laurent Edelmann

REVUE DES ACTIONS

ÉNERGIE

	28-11-97	DIFF.
Elf Aquitaine	583	-4,73
Elf	685	-5,77
Esso	475	-1,43
Total	420	-3,06
Eyo	—	—

PRODUITS DE BASE

	28-11-97	DIFF.
Alu Liquide	529	-1,38
Eramet	234,90	-0,04
Casque (B)	470	-2,18
Metalcorp	61,50	+3,30
Pechiney	231,80	+1,66
Rhône-Poulenc A	265,40	+1,56
Rochette (LA)	25	-1,96
Usinor	92,80	-1,69
Valourec	356,70	-2,27
CFR (Perrault)	437	+1,04
Oxyg. Est-Orient	405	+1,32

CONSTRUCTION

	28-11-97	DIFF.
Bouygues	597	-0,33
Ciments Français	245,50	+6,97
Colas	635	-1,53
DFG	254,50	+7,78
Groupe GTM	390	+1,56
Imat	700	+2,19
Lafarge	390	+3,44
Lapeyre	340	+4,99
Saint-Gobain	802	+0,88
SCF	143,60	+0,81
Vicat	590	—

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	28-11-97	DIFF.
Alcatel Althom	740	+2,49
Bull	16,45	+3,11
Carbone Lorrain	158	-0,63
CS Signaux (CSE)	176	-3,24
Dassault Aviation	1234	-1,67
Dassault Electron	560	-2,60
De Dietrich	229,50	+3,89
Fives-Lille	363	+1,43
Intertek	1299	+6,81
Legrand	1125	+0,25
Leiris Indust.	201,50	+0,24
Sagem SA	2659	+3,06
Sax	1436	-1,44
Schneider SA	316	+1,21
SIFIM	1030	-0,37
Sidel	335,70	-3,38
Thomson-CSF	170,80	-7,88
Zodiac Elect. div.	170,80	-1,25
CMIM CAP	170,80	-3,12
Falvey	192	-3,40
Geco Industries	700	-3,40
CFI Industries	805	-3,40
HIT Ly	517	-0,58
Manitou	715	-2,05
Mecatherm	235	-1,74
NSC Groupe Ny	622	-1,26
Radial	130,80	-6,57
Sediver	130,80	-6,57

UNE FOIS encore les valeurs financières ont animé presque à elles seules une semaine un peu attentive à la Bourse de Paris. Après l'envoie de 6,14 % de la semaine précédente, le CAC 40 a fait du surplace cette fois, abandonnant 0,09 %.

Préant le relas de l'assurance et de la ba-

taille boursière autour des ACF (+1,8 % sur la semaine), les banques se sont mises en vedette et notamment Paribas qui a lancé une OPE sur ses filiales de services financiers. Le groupe, qui possède déjà 50,2 % de la Compagnie bancaire, propose aux minoritaires d'échanger 3 titres Paribas plus une sousle de 500 francs contre 2 titres Compagnie bancaire. Il propose également aux minoritaires de Cetelem, détentu à 66,7 % par Paribas via la Compagnie bancaire, d'échanger 6 actions Paribas plus 1 250 francs pour 5 actions Cetelem.

Une OPE ont aussi pour autre conséquence d'augmenter la taille du groupe et de le rendre ainsi un peu moins vulnérable à une OPA hostile. Certains analystes expliquent d'ailleurs que cette opération a été décidée pour dissuader certains appétits. Paribas, Compagnie bancaire et Cetelem ont respectivement perdu 2,3 % et gagné 8,6 % et 19 %.

En tout cas, aux yeux des experts, ces opérations marquent le début d'une vaste restructuration dans les banques : le CCF pourrait être la prochaine cible et la société de Bourse Cheuvreux de Virieu vient de mettre cette valeur sur sa liste de recommandations à l'achat. Le CCF était ainsi en hausse avant que vendredi la révélation par *La Tribune* des difficultés de sa filiale au Brésil

ne provoque une baisse brutale de 5,4 %. La banque a précisé que ces difficultés ne remettraient pas en question les perspectives de hausse du résultat en 1997. Sur la semaine, l'action CCF perd quand même 1,2 %.

La BNP sur laquelle se multiplient aussi les rumeurs de rapprochements a encore gagné 2,6 % d'un vendredi à l'autre. Le Crédit foncier de France a progressé de 13,2 % profitant vendredi (+10,8 % sur la journée) de l'annonce en comité central d'entreprise de l'existence de plusieurs repreneurs pour la société.

Eurotunnel a flambé après l'annonce par les 175 banques de l'exploitant du tunnel sous la Manche de leur accord sur le plan de restructuration approuvé par les actionnaires de la société le 10 juillet. Le titre Eurotunnel s'est apprécié de 19,6 % d'un vendredi à l'autre.

Accor était aussi recherché, en hausse de 1,6 % et proche de son cours record du 2 octobre. Le groupe hôtelier est depuis longtemps considéré comme « opérable ». Certains opérateurs

L'heure de gloire des financières

Une opération plutôt appréciée par les analystes puisque les OPE devraient se traduire pour Paribas par 1,2 milliard de francs de profits supplémentaires en 1998 et 2,15 milliards de francs en 1999, a annoncé le président du directoire du groupe, André Levy-Lang.

Les OPE ont aussi pour autre conséquence d'augmenter la taille du groupe et de le rendre ainsi un peu moins vulnérable à une OPA hostile. Certains analystes expliquent d'ailleurs que cette opération a été décidée pour dissuader certains appétits. Paribas, Compagnie bancaire et Cetelem ont respectivement perdu 2,3 % et gagné 8,6 % et 19 %.

En tout cas, aux yeux des experts, ces opérations marquent le début d'une vaste restructuration dans les banques : le CCF pourrait être la prochaine cible et la société de Bourse Cheuvreux de Virieu vient de mettre cette valeur sur sa liste de recommandations à l'achat. Le CCF était ainsi en hausse avant que vendredi la révélation par *La Tribune* des difficultés de sa filiale au Brésil

ne provoque une baisse brutale de 5,4 %. La banque a précisé que ces difficultés ne remettraient pas en question les perspectives de hausse du résultat en 1997. Sur la semaine, l'action CCF perd quand même 1,2 %.

La BNP sur laquelle se multiplient aussi les rumeurs de rapprochements a encore gagné 2,6 % d'un vendredi à l'autre. Le Crédit foncier de France a progressé de 13,2 % profitant vendredi (+10,8 % sur la journée) de l'annonce en comité central d'entreprise de l'existence de plusieurs repreneurs pour la société.

Eurotunnel a flambé après l'annonce par les 175 banques de l'exploitant du tunnel sous la Manche de leur accord sur le plan de restructuration approuvé par les actionnaires de la société le 10 juillet. Le titre Eurotunnel s'est apprécié de 19,6 % d'un vendredi à l'autre.

Accor était aussi recherché, en hausse de 1,6 % et proche de son cours record du 2 octobre. Le groupe hôtelier est depuis longtemps considéré comme « opérable ». Certains opérateurs

pensent que l'américain Asher Edelman pourrait s'intéresser à Accor. Lafarge a finalement réussi son OPA sur le britannique Redland. Une première offre, le 13 octobre, avait été rejetée par les dirigeants du groupe anglais qui ont finalement accepté officiellement mardi une surenchère proposée par Lafarge. Vendredi, le PDG de Lafarge Bertrand Collomb a annoncé que le groupe de matériaux de construction français avait d'ores et déjà acquis plus de 50 % des actions Redland. Sur la semaine, le titre Lafarge progresse de 3,5 %.

Les échanges ont été importants sur les valeurs pétrolières : Elf Aquitaine et Total ont perdu respectivement 5,8 % et 6,1 %. L'augmentation des quotas des pays exportateurs lors de la conférence de l'OPEP la perspective du ralentissement des économies asiatiques et celle d'une hausse des coûts du raffinage ont amené la société de Bourse DeutscheBank Morgan Greofell à conseiller d'alléger les positions sur ces valeurs.

Unibail	568	-0,17
Foncière (Cie)	585	-2,50
Foncière Euris	266	-0,08
Foncière Lyonnaise	700	-0,28
Foncière	503	-0,39
Immo.Financ. Monc.	171,50	-3,24
Im.Marsillaise	7330	-3,78
Im.Marsillaise	74,20	-1,19
Immo.Batibail Nyl	254,50	-0,39
Immo.Hotel	20,50	-10,86

SERVICES FINANCIERS

	28-11-97	DIFF.
AGF-Asp. Can. France	336	+1,81
Acc	428,40	+1,15
Banque (Cie)	882	+9,62
B.N.P.	288	-2,50
C.C.F.	349,90	-1,15
Cetelem	758	+18,99
CFR	467	+4,01
Cred.Fon. France	72	+13,20
Credit Lyonnais CI	248	+3,59
Cred.Nat.Natensis	615	+3,84
Dessia France	138,50	+3,74
GAN exult sous	166	-2,06
Imat	700	-1,58
Imat	757	-2,38
Imat	253,90	-1,20
Imat	66,60	-1,97
Imat	776	-0,50
Imat	228	-0,50
Imat	204,90	-0,50
Imat	713	-0,50
Imat	168	-0,50
Imat	458,50	-0,50
Imat	1120	-0,50
Imat	601	-0,50
Imat	911	-0,50
Imat	717	-0,50
Imat	639	-0,50
Imat	625	-0,50
Imat	139	-0,50
Imat	570	-0,50

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

	28-11-97	DIFF.
Bolloré Techno.	824	+11,25
Cens Europ.Reun	32,60	-0,60
CGIP	1921	+2,77
Christian Dior	583	-0,73
Dynaction	258	-0,64
Eurfrance	1350	-0,68
Financ. SA	468,80	-0,68
Gaz et Eaux	2490	+1,25
Lagardère	170	-0,50
Labon	—	—
Marine Wendel	677	+1,85
Nord-Est	124,30	+2,22
Salvator (Ny)	440	-1,26
Albort Invest	145	-0,68
Bolloré (Ly)	294,90	-0,68
Caronique	—	—
Centenaire Blamzy	351,90	-1,15
F.F.P. (Ny)	240	-2,47
Finaxa	330	-1,84
Financap	280	-1,84
Sabatou (Ly)	665	-1,59
Sabatou (Lycain)	201	-3,60
Montaignes P.Cest.	—	—
Siparex (Ly)	116	-1,78

LES PERFORMANCES DES SICAV ACTIONS

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 21 novembre

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. 1 an	Rang	Perf. 5 ans	Valeur liquid.
---------	---------------------	------	------------	------	-------------	----------------

ACTIONS FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 20,39 %, sur 5 ans : 83,90 %

State Street Actions Fra. (D)	STATE ST	1	24,97	42	89,02	1636,76
State Street Actions Fra. (C)	STATE ST	2	24,97	41	89,02	1703,89
Elancid	SOGEPOST	3	23,39	28	92,29	181,72
UAP Actions France	UAP	4	22,85	45	87,82	667,96
State Street Spinnaker 2	STATE ST	5	20,48	29	92,19	1721,64
ACF Opt. Indes.	ACF	6	20,48	46	87,82	1757,47
Finax-Indes. Première	FINAX	7	20,48	63	75,76	2116,47
Indes. Indes.	CNCA	8	20,48	48	85,12	1698,15
Actip Indes 40	BIP	9	20,48	58	79,46	2082,76
Indes. France Plus	INDOSUEZ	10	20,48	85	66,63	280,91
CM Epargne Industrie (C)	CDT MUTU	11	20,48	92	58,04	140,64
CDI 40	CDI	12	20,48	60	78,65	1531,204
CM Epargne Industrie (D)	CDT MUTU	13	20,48	93	58,02	134,05
AAA-Indes. France	UAP	14	20,48	74	72,93	1649,16
Partner France	LA MONDI	15	20,48	74	72,93	1649,16
Hausmann Indes. France	WORMS	16	20,48	64	75,09	1778,60
Athena B	ATHENA B	17	20,48	31	90,80	448,73
CCC	CCC	18	20,48	76	71,26	1410,68
Elidur France	BBF FRAN	19	20,48	77	71,26	1410,68
Actigest (C)	BBF FRAN	20	20,48	78	71,26	595,83
Placements Institutionnels	NSM	21	20,48	65	74,14	4820,87
Euroact Actions France	ECUREUIL	22	20,48	65	74,14	4820,87
Groupe Croissance	GRUPAMA	23	20,48	43	88,88	1129,19
Sud Valeurs	L.B.	24	20,48	—	—	149,19
France 40	CORTAL	25	20,48	84	66,80	275,55
Finax France (C)	GRUP BP	26	20,48	23	94,60	326,54
Finax France (D)	GRUP BP	27	20,48	22	94,60	295,98
Valcom. Select. CAC 40 (C)	B NATEXI	28	20,48	60	69,39	1691,10
Valcom. Select. CAC 40 (D)	B NATEXI	29	20,48	61	69,39	1612,60
Indes. Valeurs France (C)	INDOSUEZ	30	20,48	21	95,63	1298,50
Indes. Valeurs France (D)	INDOSUEZ	31	20,48	22	95,63	1151,15
France Croissance	CDI CEST	32	20,48	32	75,32	1338,73
Livret Bourse Investissements	CDI CEST	33	20,48	54	80,80	826,11
CM Option Dynamique (C)	CCM	34	20,48	35	78,39	129,83
CM Option Dynamique (D)	CCM	35	20,48	36	78,39	129,83
Atout Futur (D)	CNCA	36	20,48	13	101,14	740,76
Atout Futur (C)	CNCA	37	20,48	14	101,11	786,89
ABF France Indes.	ABF	38	20,48	52	81,66	870,66
Selection Valeurs Françaises	CCF	39	20,48	47	86,73	903,61
Euroact Investissements	ECUREUIL	40	20,48	62	76,07	224,23
ABF Référence	ABF	41	20,48	—	—	1513,37

Parifrance (C)	B PARIBA	102	16,16	40	89,82	1059,50
State Street Act. Midcas (C)	STATE ST	103	15,06	—	—	1151,29
State Street Act. Midcas (D)	STATE ST	104	15,06	—	—	1134,42
Ecot-Croissance	ECOTI FI	105	15,04	—	—	1158,27
Natio Opportunités	BNP	106	14,52	9	104,84	181,50
Objet France 2000	LAZARO G	107	14,47	94	56,72	1519,33
Union France	CIC BUE	108	14,26	57	80,06	1573,05
CM Mid-casiers France	CDT MUTU	109	14,22	—	—	1562,32
France GAN	GAN	110	14,10	3	126,06	1848,31
CPRCESTI	CPRCESTI	111	13,75	—	—	1158,48
CPRCESTI	CPRCESTI	112	13,07	—	—	1242,7
Norwich France	NORWICH	113	12,54	89	62,32	146,10
France Futur	BCP	114	12,27	4	123,77	116,49
Grandeur Monocou	B PARIBA	115	12,20	79	70,21	112,93
Cocofi France	COCOFI	116	11,49	—	—	1143,97
Europe Régions	CIC PARB	117	11	99	79,93	223,35
Hermet	HERMET	118	10,77	96	65,08	492,47
France Expansion (C)	OBC	119	9,40	—	—	1418,62
France Expansion (D)	OBC	120	9,48	—	—	1413,67
Odiko Génération (C)	ODOO	121	9,17	—	—	1135,19
Odiko Génération (D)	ODOO	122	9,17	—	—	1135,19
MDM Perspectives	MDM	123	9,04	—	—	369,26
Quest Actions Régions	CIO	124	8,52	25	95,14	262,30
AXA Second Marché Compant (C)	AXA	125	7,90	—	—	136,37
AXA Second Marché Compant (D)	AXA	126	7,89	—	—	140,38
Paquiere Avenir	BIMP	127	7,54	95	56,18	280,65
Offine Midcap	OFVILMO	128	6,69	—	—	2021,51
Indosuez Croissance France	INDOSUEZ	129	6,26	—	—	719,48
Elodie SM	CDT NORO	130	5,86	6	114,89	21,34
Selection Avenir	CCF	131	5,20	88	62,20	2261,17
Uni-Régions	CNCA	132	4,59	98	42,33	1577,72
Regercroissance	LAZARO G	133	4,58	97	42,33	1537,44
Objet Dynamique	LAZARO G	134	4,18	87	42,33	1537,44
Paribas France Emergence (C)	B PARIBA	135	3,30	—	—	1979,53
Paribas France Emergence (D)	B PARIBA	136	3,30	—	—	19

مركزاً من راحل

La faiblesse du yen affecte le deutschemark

Victime de la crise bancaire au Japon, la devise nippone est tombée cette semaine à son plus bas niveau depuis cinq ans face au billet vert. La monnaie allemande s'est, pour sa part, repliée vis-à-vis du dollar et du franc

Les opérateurs des marchés de taux d'intérêt et de changes sont restés attentifs, cette semaine, aux nouveaux développements de la crise bancaire et boursière en Asie du Sud-Est. Tandis que les analystes cherchent à éva-

luer son impact sur les économies occidentales, les investisseurs s'interrogent sur les conséquences monétaires qu'auront au Japon, à moyen et à long terme, l'utilisation de fonds publics et l'injection massive de liqui-

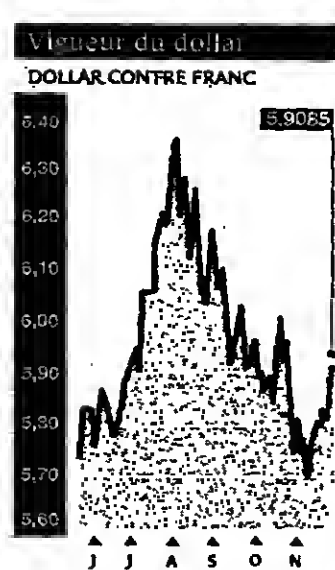
tés afin d'empêcher de nouvelles faillites d'établissements financiers. Les experts prévoient une poursuite de la baisse du yen au cours des prochains mois. La fragilité des marchés boursiers asiatiques a permis aux

rendements des obligations internationales de se maintenir à de bas niveaux. Les taux d'intérêt américains et français à dix ans ont terminé la semaine à, respectivement, 5,87 % et 5,45 %.

LES NOUVEAUX rebondissements de la crise en Asie ont dominé l'actualité, cette semaine, sur les marchés financiers internationaux. L'annonce, lundi 24 novembre, de la faillite du courtier japonais Yamachi Securities, l'un des établissements financiers les plus prestigieux de l'archipel mais aussi du monde, a provoqué un traumatisme supplémentaire chez des opérateurs déjà déconcertés devant l'ampleur du choc parti de Thaïlande au début du mois de juillet.

Si les économistes sont unanimes à dire que la tempête asiatique précèdera des effets négatifs pour l'économie mondiale, ils sont en revanche en désaccord pour évaluer précisément son impact. Les estimations vont de 0,1 % à 0,4 % de manque à gagner en termes de croissance pour les pays occidentaux. « Économiquement, notent les analystes de la société de Bourse Arel, le risque principal de la crise asiatique est, avec plus ou moins d'ampleur, la déflation, c'est-à-dire un repli simultané et auto-entretenu de l'activité et des prix. »

Au ralentissement de la croissance économique en Asie, qui aura pour effet de réduire le volume des exportations occidentales vers cette région, s'ajoutent la fragilisation du système bancaire international et la destruction massive de richesses résultant du plongeon des marchés d'actions. La capitalisation bour-



Le billet vert a regagné 20 centimes face au franc en deux semaines.

sière en Asie du Sud-Est a reculé de 35 % en quelques mois, soit une perte de 550 milliards de dollars. Les opérateurs s'interrogent également sur les répercussions monétaires et budgétaires qu'aura l'injection massive de liquidités dans le système financier international à laquelle procèdent actuellement les banques centrales.

Jeudi, la Banque du Japon a ainsi

fourni 500 milliards de yens (près de 25 milliards de francs) au marché afin de venir au secours de plusieurs institutions financières qui se retrouvaient en grande difficulté. Pour la première fois depuis juillet 1995, elle a accordé directement pour 300 milliards de yens de liquidités aux banques au niveau du taux de l'escompte (soit 0,5 %). Elle a de surcroît pris en pension des effets commerciaux pour 200 milliards de yens.

ACTION ÉNERGIE

Les importants retraits effectués par les clients sur leurs comptes bancaires avaient eu pour effet d'accroître les besoins de refinancement des établissements touchés et ils avaient provoqué de fortes tensions sur le taux de l'argent au jour le jour. Celui-ci était monté jusqu'à 0,70 % jeudi, faisant craindre au marché une crise de liquidités.

L'action électorale et la réussite de la Banque du Japon n'est toutefois pas sans présenter des risques inflationnistes à moyen terme. Ils peuvent être d'autant moins négligés que les prix à la consommation ont progressé de 0,3 % en octobre dans l'archipel, ce qui porte leur progression en glissement annuel à 2,5 %.

L'utilisation massive des fonds publics pour sauver les banques japonaises pourrait aussi se traduire par une nouvelle détérioration des finances de l'Etat japonais, finances

que le gouvernement s'efforçait précisément depuis le début de l'année d'assainir. Le niveau de la dette publique nippone dépasse aujourd'hui 90 % du produit intérieur brut, ce qui fait entrer le Japon dans une zone à risque. Afin d'empêcher un dérapage incontrôlé, Tokyo sera

posé au Japon, devraient, selon les experts, contribuer à faire baisser la monnaie japonaise au cours des prochaines semaines. Elle est tombée, mardi, jusqu'à 128,05 yens pour un dollar, son niveau le plus bas depuis cinq ans face au billet vert. Les experts de la banque amé-

Premier emprunt du RFF

Le Réseau ferré de France (RFF) a procédé, jeudi 27 novembre, au lancement de son premier emprunt obligataire. D'un montant global de 6,5 milliards de francs, d'une durée de onze ans et demi, il était divisé en deux tranches : la première, de 5 milliards de francs, assortie d'un coupon de 5,60 %, était dirigée par la Caisse des dépôts et consignations et le Crédit agricole-Indosuez ; la seconde, de 1,5 milliard de francs, à taux variable, était pilotée par la Société Générale. Elles offraient respectivement des marges de 0,17 % et 0,16 % au-dessus du rendement des emprunts d'Etat. Le RFF a dû tenir compte de la hausse des primes observée depuis le début de la crise financière asiatique. Les excellentes notations dont il bénéficie lui ont toutefois permis d'affronter avec succès les conditions difficiles de marché. Doté du statut d'EPIC (établissement public industriel et commercial), le RFF, propriétaire et gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire du territoire français, apparaît aux yeux des investisseurs comme un émetteur très proche de l'Etat.

tôt ou tard amené à prendre des mesures de rigueur budgétaire et à annoncer des prélèvements fiscaux pénalisants pour la croissance économique.

Ces perspectives peu réjouissantes, auxquelles s'ajoutent la faiblesse des rendements proposés dans l'archipel et les craintes des investisseurs étrangers de ne pas récupérer leurs fonds s'ils les dé-

ricaine Merrill Lynch estiment qu'elle s'inscrira à un cours de 140 yens pour un dollar dans un an, soit une dépréciation supplémentaire de 10 %.

Justifiée sur le plan financier, une baisse du yen répondrait aussi à des besoins économiques. Elle redonnerait de l'oxygène aux entreprises nippones dont la compétitivité dans la région, avec la chute des devises d'Asie du Sud-Est durant l'été, s'est nettement dégradée. De façon générale, les analystes jugent que le yen est largement surévalué par rapport au dollar - de 20 %, selon les calculs de Merrill Lynch.

La grande inconnue réside toutefois dans l'attitude qu'adopteront les Etats-Unis en cas de plongeon de la monnaie japonaise. Ils sont par principe opposés à une telle facilité monétaire, de crainte d'une nouvelle augmentation de l'excédent commercial nippon. Selon leur analyse, celui-ci est d'abord le résultat de la faiblesse des importations au Japon et du manque d'ouverture des frontières nippones aux produits étrangers. Mais les risques que fait courir la crise bancaire japonaise au système financier américain pourraient inciter Washington à se montrer tolérant et à accepter un repli du yen.

Le recul de la devise nippone s'est accompagné cette semaine d'un net repli de la monnaie allemande. Le deutschemark n'a pas seulement cédé du terrain face au billet vert (à 1,7650 deutschemark pour un dollar) mais aussi face à l'ensemble des autres devises européennes (3,3450 francs). La question que se posent les analystes est de savoir comment réagirait la Bundesbank si la faiblesse de la monnaie allemande venait à s'accroître.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommas

Carole Petit

Marché international des capitaux : de bonnes occasions

DE NOMBREUX investisseurs occidentaux, et également des banques, soucieux de placer leurs liquidités sont davantage attirés par le marché secondaire (celui des emprunts contractés depuis quelque temps déjà) que par celui des nouvelles émissions. On peut y faire d'excellentes affaires depuis que l'ampleur de la crise du système financier japonais est étalée au grand jour. Certains portefeuilles nippons sont bradés. On obtient des rendements inhabituellement élevés pour des signatures de qualité. Il faut dire que les meilleures occasions se trouvent dans la partie la moins liquide du marché, celle des opérations souvent complexes qui, au départ, n'avaient jamais été offertes en souscription publique.

Quoi qu'il en soit de la forme de ces titres de créance naguère délaissés par des japonais et aujourd'hui vendus à très bon compte, la conjonction rend encore plus difficile l'évaluation du crédit des différents émetteurs. Ces dernières années, jusqu'à la fin de l'été, les rémunérations procurées par les obligations se sont trop rapprochées des unes des autres, si bien qu'elles ont fini par ne plus refléter l'échelle des risques. Un mouvement de correction s'est dessiné récemment qui, de toute façon, prendra du temps à aboutir et qui est encore retardé par les conséquences des derniers événements japonais.

Dans ces conditions, les émissions nouvelles se font rares. Il y a toutefois de la place pour les emprunteurs de grand renom qui sont à nouveau en mesure de remporter de beaux succès. Quelques-uns ont plus besoin encore

de la publicité que confère la réussite d'un emprunt international de moyenne ou longue échéance que du produit de la transaction. Ils pourraient sans peine recourir à des solutions de financement à court terme, patienter prudemment quelques mois et consolider leur dette lorsque l'environnement sera devenu plus serein. Mais qui alors parlerait d'eux ? Ils seraient vraisemblablement rapidement oubliés tant est grande la foule des candidats qui ont différé à l'année prochaine l'exécution de leur projet. La Belgique fait partie de ceux qui cherchent à attirer l'attention sur eux, pour mieux se faire connaître en tant qu'emprunteur et internationaliser le placement de ses fonds d'Etat. Sa notoriété accrue lui permettra de mieux affronter la concurrence que lui feront ses voisins européens lorsqu'ils se disputeront la faveur des souscripteurs sur le marché commun des candidats en euro. Conformément à un plan mûri de longue date et rendu public en octobre, la Trésorerie belge vient d'émettre deux emprunts à taux fixe, en franc français et en deutschemark dont les caractéristiques sont les mêmes que certains de ses fonds d'Etat libellés en franc belge. Les trois éléments seront convertis en euro dès que cette monnaie existera pour se fonder immédiatement en un grand ensemble. Cette perspective, qui est un gage de liquidité, a attiré quantité de souscripteurs, notamment français, qui auparavant ne s'intéressaient que de loin aux obligations du gouvernement belge.

Ajoutant encore à l'entrée de son opération, la Trésorerie belge a assuré que l'encours des

différents emprunts actuels sera augmenté l'année prochaine au moins deux fois, par voie d'adjudication. C'est un des rares débiteurs étrangers à fournir officiellement une assurance de ce genre, mais ce n'est certes pas le seul à prévoir de lever des fonds en franc français et en deutschemark dans les mois qui viennent. Ces deux monnaies serviront encore à libeller de nombreuses transactions à caractère européen, au moins jusqu'au moment où les parités de l'euro seront déterminées.

L'euro lui-même sera vraisemblablement utilisé lui aussi, avant l'heure, comme il l'a été à plusieurs reprises cette année, d'une manière artificielle, consistant à libeller une opération en euro, tout en exprimant dès à présent sa valeur en franc, puis qu'on sait qu'un euro vaudra un franc. Certains débiteurs ont choisi cette solution pour se distinguer, l'Espagne notamment, dont quelques intermédiaires financiers espèrent qu'elle procédera sous peu à une seconde émission en euro. La première a été une grande réussite. Il semble toutefois que la plupart des principaux émetteurs continueront dans l'immédiat à préférer les composantes du futur euro plutôt que de passer les événements. Cela ne serait pas le cas si l'euro (qui n'est pas une vraie monnaie) n'était pas des devises comme la livre sterling, dont on pense généralement que, si elle cède la place à l'euro, ce sera bien plus tard que les francs français et belge, le mark ou le florin néerlandais.

Une semaine de transition pour les places boursières

AUTANT la semaine précédente avait été euphorique sur les places boursières avec des progressions de 10,87 % de Tokyo et de plus de 4 % des autres marchés, autant, lors des derniers jours, l'atmosphère est redevenue plus incertaine. Si l'on met de côté le cas particulier de Francfort - où l'indice du marché électronique gagne 0,77 % tandis que la référence DAX 30 cède 0,27 % - les Bourses enregistrent toutes des baisses allant de 3,09 % à Londres à 0,51 % à Tokyo, 0,74 % à New York et seulement 0,09 % pour Paris. Si les replis sont limités et si une pause semble logique après les performances précédentes, les opérateurs ont aussi pris conscience que la crise en Asie est loin d'être arrivée à son terme. La région, qui a servi de locomotive à la croissance dans le monde au cours des dernières années, ne pourra plus jouer ce rôle avant un moment.

Le début de semaine a été mar-

qué par une grande frayeur après la faillite retentissante de Yamachi. La fragilité du système financier japonais est considérée comme susceptible un jour de se transformer en débâcle entraînant la fermeture de plusieurs dizaines d'établissements nippons et de grandes difficultés pour des banques étrangères. Un scénario catastrophe que les opérateurs ne peuvent pas ignorer.

La Bourse de Tokyo étant fermée lundi en raison d'une fête nationale, toutes les places attendaient avec anxiété sa réouverture mardi. La faillite de Yamachi avait suffi à faire perdre lundi entre 1,4 % et 2 % à Paris, Francfort, Londres et New York. Finalement, mardi, l'indice Nikkei abandonnait 5,11 %, victime notamment des rumeurs les plus folles sur de nouvelles faillites bancaires. Les jours suivants, la place nippone a pu se reprendre et gagner 1,1 % mercredi, 3,5 % jeudi et 0,2 % vendredi. L'engagement plu-

sieurs fois réaffirmé du gouvernement et de la banque centrale d'éviter toute conséquence des faillites pour les déposants a rassuré.

WALL STREET SOLIDE

Sur la semaine, le Nikkei cède seulement 0,51 %, ce qui était inespéré lundi. Mais la baisse d'indicateurs économiques diffusés vendredi confirme les difficultés de l'économie japonaise. La production industrielle a reculé de 0,4 % en octobre. Le taux de chômage est remonté au plus haut au Japon en octobre, progressant de 0,1 point à 3,5 % de la population active. Enfin, les mises en chantier de logements ont reculé de 25,2 % en octobre.

Aux Etats-Unis, l'environnement est tout autre. Si le président américain Bill Clinton s'est inquiété mardi à la fin du Sommet du forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) des conséquences de la crise en Asie, Wall Street fait

preuve d'une grande solidité. « Je suis moi-même un peu surpris que les Américains ne soient pas plus inquiets », explique Delos Smith, économiste à l'Institut de conjoncture américain Conference Board en évoquant les statistiques sur l'indice de confiance des consommateurs publiées mardi par Conference Board et montrant une progression à 128,3 de cet indice en novembre pour 123,4 en octobre.

Around de 7.800 points, le Dow Jones reste proche de ses niveaux d'avant la correction de la fin octobre. Les fonds de placement en actions, véritables moteurs du marché boursier, ont vu leurs apports nets augmenter de 18,2 milliards de dollars en octobre. « Je ne pense pas que le marché progresse encore beaucoup », estime toutefois M. Smith, pour qui le niveau du Dow Jones en fin d'année devrait se situer autour des 8.000 points.

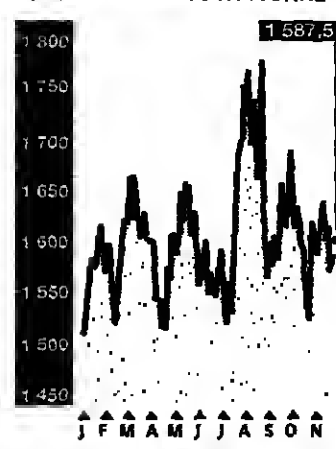
La croissance américaine a atteint 3,3 % au troisième trimestre,

en léger recul par rapport aux estimations initiales, mais encore très soutenue, sans pour autant provoquer l'apparition de signes d'inflation. « La Réserve fédérale souhaite un rythme de croissance annuelle compris entre 2,5 % à 3 %, rappelle M. Delos, en indiquant que la crise en Asie pourrait permettre d'atteindre cet objectif sans toucher aux taux à court terme. « Cela fait trente-neuf ans que je fais ce métier et je n'ai jamais vu une économie pareille », affirme l'économiste. « Nous sous-estimons l'impact de la technologie qui tire véritablement notre système économique », conclut-il.

En France aussi, les statistiques sont plutôt favorables et expliquent pour partie la bonne résistance du CAC 40. La consommation des ménages en produits manufacturés a rebondi en octobre, en hausse de 2,2 % après un recul de 1,9 % en octobre, selon les statistiques de l'Insee. L'activité

MATIÈRES PREMIÈRES

Incertitudes sur l'aluminium
COURS EN DOLLARS PAR TONNE



LES COURS mondiaux de l'aluminium tombent de haut, et s'effondrent aussi les espoirs d'une stabilité retrouvée. Soutenu par les achats des Etats-Unis et de l'Europe, le contrat à terme se traitait au London Metal Exchange (LME) jusqu'à 1 660 dollars la tonne à la mi-novembre. Ces deux gros consommateurs étaient censés neutraliser les effets de la crise asiatique, la baisse concomitante des réserves du LME assurant le maintien des prix à bon niveau. Mais les économies des pays d'Asie du Sud-Est sont fragilisées et leur demande s'en ressent fortement. Le marché a également réagi avec inquiétude à la faillite de la quatrième maison de titres japonaise, Yamachi Securities. Les prix sont descendus progressivement, d'abord à moins de 1 650 dollars vers le 20 novembre, pour finir à 1 610 dollars la tonne en cette fin de mois. Le plongeon a été évité grâce à la sortie en quatre jours de 14 000 tonnes de métal des entrepôts du LME. Les industriels de l'aluminium s'attendent à une demande forte, aussi bien à court terme que dans un futur plus lointain, mais les analystes de l'Economist Intelligence Unit (EIU) estiment qu'il n'y a pas assez dans la production.

PROTOCOLE D'ACCORD

Un protocole d'accord vient pourtant d'être signé entre Norsk Hydro of Norway et Qatar Petroleum pour la réalisation de la plus importante fonderie du golfe arabo-persique à un coût estimé à un milliard de dollars. De 200 000 tonnes par an en 2002, sa production passera rapidement à 400 000 tonnes. Elle s'ajoutera à celle d'une nouvelle raffinerie d'alumine en Australie (Le Monde du 7 novembre 1997), à l'élargissement de la capacité de l'américain Worsley Alumina à 3,1 millions de tonnes par an, à l'exploitation par Alcan Aluminium d'une nouvelle mine de bauxite... James King, de l'EIU, prévoit une adéquation production/demande jusqu'en 2002. Il faudra, selon lui, ouvrir entre cette date et élargir les capacités des trente-huit existantes dans le monde pour que l'industrie puisse répondre à une demande qui sera alors de presque 10 millions de tonnes supérieure à celle d'aujourd'hui.

Carole Petit

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
↓ -0,51%	↓ -0,74%	↓ -0,09%	↓ -3,09%	↑ +0,77%
15 636,26 points	7 823,12 points	2 859,19 points	4 831,80 points	3 972,08 points

Eric Leser

SCIENCES La bataille industrielle que se livrent les deux éditeurs de logiciels de navigation risque de faire voler en éclats l'un des fondements d'Internet: l'unicité

de la Toile garantie par les normes communes à tous. **LES OUTILS** de consultation les plus récents développés par les deux firmes concurrentes Microsoft et Netscape ne

sont pas compatibles entre eux. Résultat: des différences notables apparaissent sur un même site selon le logiciel qui sert à le consulter. **LES CONSÉQUENCES** sont gênantes pour

les utilisateurs, qui se trouvent lésés quel que soit leur choix. Le folsonnement des technologies nouvelles apparaissant actuellement sur le réseau ne facilite pas la standardisation.

LES EFFORTS déployés en ce sens par le World Wide Web Consortium se heurtent aux intérêts des entreprises qui luttent pour capter la clientèle des internautes.

La Toile d'Internet risque de se dédoubler

Le contenu de certains sites diffère selon le logiciel avec lequel on les consulte. Une conséquence de l'apparition sur le Web des technologies dites propriétaires, c'est-à-dire incompatibles entre elles. La lutte entre Microsoft et Netscape ne facilite pas la standardisation

LA CONSULTATION de certains sites de la Toile d'Internet réserve quelques surprises. Leur contenu diffère en effet selon que l'on y accède avec le dernier logiciel de navigation de Netscape, Navigator 4, ou avec celui de Microsoft, Explorer 4 (IE4).

Le phénomène se révèle particulièrement flagrant sur les pages de garde (home page) des deux éditeurs. Observée avec Navigator, le site de Microsoft arbore un étrange espace vide, dans le coin supérieur droit de l'écran. Avec Explorer, la même page est complétée par plusieurs publicités animées. Une nouvelle conséquence de la manie qu'a Microsoft d'utiliser des outils logiciels incompatibles avec ceux de ses concurrents ?

Mais la même expérience sur le site de Netscape donne des résultats tout aussi étonnants. Avec Navigator, le chargement de la page se poursuit par celui de plusieurs additifs: un menu déroulant sur la gauche, une fenêtre Netcenter et une publicité en bas, dans le coin droit. Avec IE4, difficile de croire que l'on se trouve à la même adresse. Les trois additifs ont disparu et, plus surprenant encore, le texte de la page diffère. Ainsi, avec Navigator 4, apprend-on que « Netscape annonce SuiteTools 2.0 » tandis qu'avec IE4, c'est « le choix Netscape

par Southern California Gas » qui fait la une de la page. Un contenu que l'on obtient également avec Navigator 3, la version précédente du logiciel de Netscape. Pour résumer la situation, on peut déduire de ces consultations que IE4 et Navigator 3 ne sont pas compatibles avec Navigator 4.

BATAILLE INDUSTRIELLE

La Toile d'Internet serait-elle en train de se dédoubler ? Son contenu serait-il modifié par le logiciel de navigation utilisé pour la consulter ? Une telle évolution conduirait à une scission entre une Toile Netscape et une Toile Microsoft. Avec des conséquences graves pour les utilisateurs devant choisir entre les deux. Ainsi, la bataille industrielle que se livrent les deux éditeurs ferait-elle voler en éclats l'un des fondements d'Internet: l'unicité de la Toile garantie par les normes communes à tous, comme le langage bhtml (hypertext mark-up language).

Les premiers symptômes d'une déchirure apparaissent sur de nombreux sites. Sur celui de MSNBC, résultat d'une alliance entre la chaîne américaine de télévision NBC et de Microsoft, la consultation avec IE4 de la page de garde fournit une série de menus déroulants permettant de visualiser la to-

talité du contenu du site. Avec Navigator 4, le sommaire reste inerte. Pour explorer le site, il faut passer d'un chapitre à l'autre, ce qui prend plus de temps.

MSNBC, tout comme Microsoft et un nombre croissant d'adresses de la Toile, utilise des extensions « .asp » à la place de la traditionnelle terminaison « .html » ou « .htm » désignant l'adresse d'un document écrit en hypertexte. Serait-ce la cause des différences de contenu constatées ? Microsoft tout comme Netscape répondent par la négative.

En fait, l'extension « .asp », qui signifie *active server pages* (pages de serveur actif), ne modifie pas le format réel du document, ce dernier restant en html. Elle désigne un mode de fonctionnement, conçu par Microsoft, qui provoque l'exécution de certains programmes sur le serveur et non sur l'ordinateur de l'internaute. Le système se distingue de Java dont les microprogrammes se téléchargent et sont exécutés sur la machine de l'utilisateur. Il fait appel à un type de procédure déjà présent sur Internet sous le sigle cgi (*common gateway*

interface, développé par l'université de l'Illinois). Bon nombre de requêtes, comme l'interrogation d'une base de données en fonction d'un mot clé, passent par une procédure cgi.

Microsoft explique que l'« .asp », qui ne fonctionne qu'avec ses propres serveurs baptisés IIS (*Internet Information Server*), induit un gain de temps appréciable puisque les programmes sont exécutés sur une machine beaucoup plus rapide que celle de l'internaute. Au final, ce dernier reçoit un pur document html, c'est-à-dire compatible avec tous les navigateurs existants. Le responsable du déboulement de la Toile ne peut donc être l'« .asp ».

Il faut donc chercher les vrais coupables du côté de Java, d'ActiveX et des derniers développements de l'html dynamique (Dhtml). Tous ces outils visent le même objectif: animer la Toile avec des graphismes, des successions d'images en trois dimensions... En un mot, il s'agit d'adapter le langage html, conçu à l'origine pour l'affichage de simples textes, aux nouveaux besoins multimédias des éditeurs de sites.

Un organisme, le World Wide Web Consortium (W3C) tente de standardiser ces développements afin de préserver Internet des dé-

viations vers les technologies dites propriétaires, c'est-à-dire incompatibles entre elles. Mais cette croisade se heurte aux intérêts des entreprises comme Microsoft et Netscape. D'autant que le foisonnement actuel des technologies développées pour la Toile ne facilite pas la standardisation.

RÉUNIFIER LE WEB

ActiveX a été lancé en 1996 dans le but « d'étendre la technologie existant sur Internet », selon Microsoft. Un objectif louable mais qui ne tient aucun compte de la compatibilité avec le logiciel le plus utilisé sur la Toile, le Navigator de Netscape. Pour adapter ce dernier aux commandes ActiveX, il faut lui adjoindre le programme (plug-in) ScriptActive créé par NCompass Labs, qui coûte 21 dollars (126 francs) et dont l'installation n'est pas simple (téléchargement d'un fichier de 3 millions d'octets). Sans cela, tous les sites utilisant ActiveX restent tronqués avec Navigator.

Netscape n'est pas totalement exempt de dérives. La version 4 de son Navigator intègre des développements en html dynamique qui ne sont pas encore standardisés. Ce qui explique leur incompatibilité avec IE4 et Navigator 3. Cela n'empêche pas Mike Hommer, vice-président, d'affirmer que « le support des standards ouverts constitue le fondement de [la] philosophie » de Netscape.

Jusqu'à présent, l'entreprise s'est habituée à voir ses développements de l'html devenir la norme. Une assurance que la forte augmentation du nombre d'utilisateurs de l'Explorer de Microsoft pourrait ébranler. A moins que l'effet Java ne vienne réunifier une Toile que les deux camps ont actuellement tendance à tirer à eux.

Michel Alberganti

* Site Microsoft: http://www.microsoft.com/ie_intl/fr/start/default.asp
* Site Netscape: <http://www.home.netscape.com/>
* Site NCompass: <http://www.ncompasslabs.com/>

Les effets de la vague Java

Netscape prévoit de lancer, au cours du premier semestre 1998, une version 100 % Java de son navigateur. Baptisé Javagator, le nouveau logiciel, destiné aux ordinateurs de réseau (NC) et aux PC, fonctionnera avec des microprogrammes (applets) Java. Lotus et Corel adoptent la même stratégie avec leurs logiciels de bureautique. L'an prochain, Microsoft devra donc affronter les effets de la concrétisation de la vague Java.

Comment réagira Bill Gates ? Le langage Java apporte à ses utilisateurs une forte indépendance car il a été conçu pour fonctionner sur n'importe quel type d'ordinateur. Il prend ainsi à revers les fondements de la stratégie de Microsoft. Cette dernière tend au contraire à étendre l'influence du seul tandem constitué par les systèmes d'exploitation Windows (95 et NT) et de logiciels de bureautique Office (Word, Excel...). Avec des arguments souvent persuasifs. L'Internet Explorer est aujourd'hui crédité d'une part de marché (40 %) qui a doublé en un an et qui se rapproche des 58 % encore détenus par Netscape.

La mouche drosophile met ses pendules à l'heure

LA MOUCHE de vinaigre souffre-t-elle du décalage horaire après un vol à long cours ? Connaît-elle les heures de l'insomnie, les plaisirs de la sieste ? En tout cas, *Drosophila melanogaster* sent jusqu'au bout des ailes l'alternance du jour et de la nuit. Elle possède - des biologistes américains viennent de le démontrer - d'innombrables horloges biologiques, réparties sur l'ensemble de son corps. Un record toutes catégories, puisque la plupart des mammifères, des poissons et des oiseaux n'en ont qu'une, localisée dans le cerveau.

Publiée dans le dernier numéro de la revue américaine *Science* (du 28 novembre), les travaux des chercheurs du Scripps Research Institute de La Jolla (Californie) et de la Brandeis University de Waltham (Maine) s'inscrivent dans une longue quête pour la

compréhension des mécanismes intimes des rythmes biologiques. Presque tous les organismes vivants disposent d'une horloge « circadienne », graduée en périodes de vingt-quatre heures, qui leur permet même dans le noir absolu - de se synchroniser par rapport au jour et à la nuit. Chez les mammifères, ce métronome biologique est situé en un lieu précis de l'hypothalamus, les noyaux suprachiasmatiques. Chez les poissons et les oiseaux, il siège dans une autre structure cérébrale: la glande pinéale, rendue récemment célèbre par l'hormone qu'elle sécrète, la mélatonine.

Et chez la mouche ? Grâce aux propriétés de la luciférase, une enzyme fluorescente servant de « phare » moléculaire, les biologistes ont suivi à la trace l'activité de la protéine « Per » (pour *period*), connue pour

participer activement aux rythmes circadiens de la drosophile. A leur surprise, ils ont découvert que cette protéine s'y exprimait non seulement dans la tête, mais aussi dans le thorax, l'abdomen et les pattes. Et surtout sur le bord des ailes.

Plus intrigant encore: chacune de ces horloges miniatures semble pouvoir, indépendamment des autres, être « remise à zéro » par la lumière. Ce qui suggère la présence, sur tous les organes qui les portent, de photorécepteurs insoupçonnés. « Lo-rite, dont on pensait jusqu'à cette fois constituer le chef d'orchestre des oscillations de l'horloge biologique, ne coordonne sans doute pas tous les rythmes biologiques de la mouche », concluent les auteurs de ces travaux.

De la mouche à l'homme, n'y aurait-il

qu'un pas ? Car les mammifères, eux aussi, pourraient bien disposer de plusieurs synchronisateurs biologiques. A l'appui de cette thèse: pour la première fois, au printemps dernier, les chercheurs ont isolé chez la souris un gène circadien similaire au gène « Per », dont l'inactivation suffit à perturber gravement les rythmes du rongeur. Or le produit de ce gène, s'il se concentre surtout au niveau de la rétine et de l'hypothalamus, a également été retrouvé en des lieux surprenants: testicules, ovaires, poumons, foie ou reins. Autour du « chef circadien » qui dirige nos « coups de pompe » et nos réveils en fanfare joue peut-être un orchestre d'instrumentistes, dont la partition reste à déchiffrer.

Catherine Vincent

SPORTS

La Suède mène 2-0 face aux Etats-Unis en finale de la Coupe Davis

GÖTEBORG
de notre envoyé spécial
« J'ai ressenti une douleur dans le mallet au milieu du deuxième set. Ce n'était plus la peine de continuer. »

Victime d'une déchirure au mollet gauche, Pete Sampras, numéro un mondial et atout majeur de l'équipe de tennis des Etats-Unis en finale de la Coupe Davis, a abandonné face à Magnus Larsson (3-6, 7-6, 2-1). La Suède menait donc 2-0 vendredi soir 28 novembre au terme des deux premiers simples, Michael Chang n'ayant pas plus tenu le choc contre Jonas Björkman (7-5, 1-6, 6-3, 6-3).

C'est la dix-septième fois que l'équipe de tennis américaine se retrouve dans cette situation dans l'histoire de la Coupe Davis. Une seule fois elle est parvenue à renverser la vapeur, en 1934, en finale inter-zones contre l'Australie. C'est dire que les joueurs de Tom Guzikson auront du mal à remporter pour la trentième fois la coupe de la Coupe Davis. D'autant que les Suédois n'ont jamais perdu une rencontre après avoir mené 2-0. Et que le piège tendu par eux aux Américains (*Le Monde* du 28 novembre) a fonctionné au-delà de toutes espérances: face à un Jonas Björkman transcendé par l'enjeu dans les moments cru-

ciaux, Michael Chang n'a pas été à son aise sur la surface de jeu adoptée; vainqueur par deux fois de Sampras cette saison, Magnus Larsson a imposé à Sampras des efforts que son corps n'était manifestement plus en état de supporter.

Une fois évacué le trac qui le paralysa en début de rencontre, le Suédois, qui servait avec une profondeur inouïe et couvrait parfaitement le fond du court, avait clairement lancé un défi physique au numéro un mondial qui était soumis à la pression de « canon balls ». Le kiné personnel de l'Américain fut requis sur le court au changement de côté à 4-3 dans la deuxième manche. Celui-ci administra des soins à même le court au changement de côté suivant. La messe était dite. Sampras

ne put tenir le rythme de Magnus dans le tie-break et laissa filer la deuxième manche. Dans la troisième manche, le Suédois prenait d'entrée le service l'Américain. Mené deux jeux à un, celui-ci levait les bras de dépit et annonçait son retrait. En 1994, déjà, en demi-finale de la Coupe Davis contre la Suède à Göteborg, Pete Sampras, victime d'une blessure à la cuisse alors qu'il venait de perdre la première manche, s'était effacé face à Stefan Edberg.

MARTIN REMPLACE SAMPRAS

Sans le numéro un mondial - dont la déchirure demandera trois à quatre semaines de convalescence -, les Etats-Unis semblent perdus. Sampras devrait être remplacé dimanche par Todd

Martin qui se retrouve avec une mission de sauvetage presque impossible même si, feignant de croire que rien n'était perdu, Tom Guzikson a affirmé: « Todd a un bon record en Coupe Davis et il s'est montré très affûté à l'entraînement cette semaine après avoir battu des gars dans les dix premiers mondiaux comme Moya, Rafter et Kuerten à Stuttgart. » Samedi, en double, aux côtés de Jonathan Stark, Martin aura une rude tâche face à la solide paire suédoise Nicklas Kulti-Jonas Björkman. Dimanche, Björkman, qui a battu deux fois Martin en trois rencontres, devrait encore être en travers de la route de l'Américain dans le troisième simple.

Vendredi, en ouverture de la finale, celui-ci avait battu Michael Chang à la suite d'une partie maladroite et dépressive significative de la lassitude des joueurs en cette fin de saison. Les deux joueurs, jamais au sommet de leur tennis au même moment, ont joué à cache-cache avant que Jonas Björkman ne gagne un point d'anthologie dans le troisième set et ne ruine les espérances de Michael Chang. Björkman considère cette victoire comme l'une des plus belles de sa carrière. L'équipe de Suède, elle, par la voix de Axel Hageskog s'est estimée « chanceuse ». « Ce devrait être encore une grande bataille », a aussitôt assuré le capitaine de l'équipe suédoise pour mobiliser les troupes.

Bénédicte Mathieu

Vingt secondes de bonheur

Ce fut un éclair de vingt secondes dans une nuit de trois heures, juste un point de tennis, l'une de ces parcelles de bonheur qui rendent ce jeu sublime. Jonas Björkman a gagné la première manche dans la douleur et Michael Chang a enlevé la deuxième en moins de deux. Depuis le début de la troisième manche, les deux hommes s'empoignent, se volant leur jeu de service. Chang sert, Björkman retourne et monte à la volée, lob de l'Américain, contre lob du Suédois. La balle monte jusqu'au plafond de la salle. Si elle touche quoi que ce soit, le point est perdu pour Björkman. Elle passe miraculeusement entre les poutrelles métalliques. Smash de Chang. Le Suédois, poignet et moral d'acier, remet. Nouveau lob de Chang. Björkman glisse, se rétablit, fouette un revers croisé. Michael galope le corps tendu vers la balle, frappe et s'écroule contre la chaîne du juge de filet. Le coup sort des limites du court. Le public se déchaîne, Björkman exulte. Ce point de fous lui donne une balle de break qu'il va convertir. Chang est battu (7-5, 1-6, 6-3, 6-3).

Le sélectionneur du XV anglais

dénonce des « structures désastreuses »

« JE NE VEUX PAS DRAMATISER, mais je crois qu'il n'y a pas un pays qui soit dans un contexte aussi défavorable que le nôtre pour produire une bonne équipe nationale », a affirmé Clive Woodward, nouveau sélectionneur du XV d'Angleterre dans un entretien avec *ESQ*. Et cela empire. Pour Woodward, cette situation est due à l'arrivée massive de joueurs « étrangers » dans les clubs de première division. Le cas du Néo-Zélandais Zinzan Brooke, qui jouera l'an prochain aux Harlequins, résume selon lui l'étendue du problème: « En Nouvelle-Zélande, ils disent que Zinzan vient prendre sa retraite en Angleterre. (...) Les clubs ont besoin d'une équipe d'Angleterre victorieuse, et vice versa. Mais pour l'instant, ni les uns ni l'autre ne le sont. Il faut que cela change. » Cette saison, 80 « non-Anglais » sont dans les rangs des douze clubs de première division. Et quatre équipes seulement (Bath, Wasps, Northampton, Gloucester) alignent un joueur sélectionnable par Woodward à un poste aussi crucial que celui de demi d'ouverture.

DÉPÊCHES

■ **SKI ALPIN**: l'Allemande Hilde Gerg a gagné vendredi 28 novembre le slalom parallèle disputé à Mammoth Mountains (Californie) dans le cadre de la Coupe du monde de ski alpin. Détentrice du trophée de cristal en super-G, elle a battu en finale sa compatriote Martina Ertl, médaillée d'argent du slalom géant aux Jeux de Lillehammer. Les épreuves masculines qui devaient avoir lieu à Whistler Mountains (Colombie britannique) ont été reportées en raison des chutes de neige.

■ **SKI NORDIQUE**: Le Finlandais Samppa Lajunen, vainqueur de la Coupe du monde de biathlon 1997, a gagné chez lui à Rovaniemi la première manche du trophée 1998, les Français Sylvain Guillaume et Patrice Guy se classant respectivement 22^e et 36^e.

■ **FOOTBALL**: le secrétaire général de la Fédération internationale de football (FIFA), Sep Blatter, s'est prononcé pour la gratuité de la retransmission des Coupes du monde 2002 et 2006 en Allemagne et a menacé le groupe Kirch, titulaire des droits, de rompre le contrat d'exclusivité en cas de non-respect de cette volonté.

■ **AVIRON**: partis de Tenerife (Canaries) le 12 octobre, Joseph Le guen et Pascal Blond devraient franchir dimanche 30 novembre la ligne d'arrivée de la course transatlantique à la rame après une traversée de quarante-neuf jours.

structures moyennes
exercice du muscle

Le Monde
http://www.lemonde.fr

Les voitures moyennes prennent du muscle

Volvo, Audi et Alfa Romeo lancent des modèles survitaminés

TROMPEUSES APPARENCES. Sous son air de paisible famille et son allure bon chic suédois, le break Volvo V 40-T 4 est une vraie furie. Son capot abrite un moteur turbocompressé de 1,9 litre de cylindrée, délivrant 200 chevaux, soit autant que le Boxster de Porsche. Dès la première accélération, on reste collé au siège et le système d'antipatinage fait ce qu'il peut pour « passer » toute la puissance aux roues avant. Déroutant, de la part d'une marque réputée aussi vertueuse.

En réalité, la T 4 - également disponible en berline (S 40) - n'est pas la première voiture suédoise « non politiquement correcte ». Plus imposantes, beaucoup plus chères, et pratiquement inconnues en France, les T 5 de la série 70 atteignent les 240 chevaux. Toutefois, Volvo, qui cherche à redynamiser son image pour séduire et non plus seulement rassurer, vient de franchir un pas supplémentaire avec ce modèle dont la diffusion représente déjà 15 % des ventes de la série 40, soit quelque 150 unités vendues chaque mois en France.

L'apparition des Volvo T 4 ne constitue pas un événement isolé. Depuis quelque temps, nombre de voitures moyennes prennent du muscle avec des groupes propulseurs que l'on croyait réservés aux hauts de gamme. La décision de BMW de doter sa Compact (Le Monde daté 23-24 novembre) d'un moteur de 2,3 litres de 170 chevaux s'inscrit dans cette mouvance.

Le sacre de l'Alfa Romeo 156, élue « voiture de l'année 1998 », est aussi la reconnaissance de l'aura grandissante des berlines moyennes affichant une certaine sportivité.

Sur l'Alfa, la motorisation V 6 2,5 litres développe 190 chevaux. Mi-1998, Audi commercialisera la S 4, modèle surpuissant (265 chevaux) et à transmission intégrale. La S 4 épaulera les deux énergiques versions de l'A 4 (berline et break) animées par un V 6 de 2,4 ou de 2,8 litres, avec boîte séquentielle et en transmission intégrale en option. Enfin, chez Opel, une version de 195 chevaux de la Vectra, intronisée avec succès en Grande-Bretagne et en Allemagne, pourrait prochainement enrichir la gamme des modèles importés en France.

PLUS ONCTUEUX QUE PÉTULANT

D'ampleur encore limitée dans l'Hexagone, ce phénomène d'inspiration anglo-américaine n'inspire guère les constructeurs français. Lancée depuis un an, la très sportive 306 S 16 (163 chevaux, boîte six vitesses) n'a été diffusée qu'à 667 unités de janvier à octobre. Peugeot comme Renault s'en tiennent aux 406 et Laguna équipées du nouveau moteur V 6 que les deux marques ont développé en commun. Un 190 chevaux plus onctueux que pétulant, bien loin de la brutalité des défuntes Renault 21 Turbo.

Ce retour de flamme de la sportivité sonne-t-il le renouveau de la culture « vroom vroom », tendance GT 17 ? Les constructeurs jurent qu'il n'en est rien. Un peu rugueuse (ses suspensions ont été raffermies et, en trafic ralenti, son moteur manque de souplesse), la Volvo T 4 n'est pas du genre à exhiber son caractère volcanique. Comme sur les Audi et les Alfa Romeo, le tapage à l'arrêt est banni.

Hormis le petit becquet qui coiffe le bayon du break et un pot d'échappement spécial, rien ne distingue la T 4 des autres modèles de la série 40, deux fois moins puissants. « Il n'y a rien de plus question de donner des signes extérieurs de performances qui sont autant de prétextes pour s'extérioriser dangereusement du volant », insiste-t-on chez Volvo France.

Épinglé en novembre 1996 par le bureau de vérification de la publicité pour avoir complaisamment mis en évidence la vitesse de

pointe de la 850-R, le constructeur communique cette fois sur le thème des « 200 chevaux sages et sauvages » de la T 4. « Le plaisir de conduire n'est pas seulement lié à la vitesse pure, plaide Alain Gilliot, responsable du marketing de Volvo France. On peut apprécier une voiture à fort potentiel sans pour autant prendre des risques sur la route. Et puis, un véhicule qui conserve une réserve de puissance est plus sûr en cas de dépassement difficile ou pour se dégager de toute autre situation délicate ».

Argument régulièrement invoqué pour donner bonne conscience aux amateurs de ces motorisations musclées et gourmandes en carburant, l'équation « puissance égale sécurité » n'est certes pas dénuée

de sens. Il n'en reste pas moins que les acheteurs apprécient avant tout les accélérations rageuses et les dépassements express qu'autorisent ces modèles survitaminés à la mécanique fougueuse.

Les adeptes d'une conception du plaisir automobile que proscrirent pourtant les limitations de vitesse ne devront donc libérer la cavalerie qu'à bon escient, sur ligne droite bien dégagée. Tout au plus, pourront-ils s'amuser, après la barrière de péage, à semer quelques grosses berlines (la T 4 atteint les 100 km/h en 7,3 secondes) avant de se stabiliser sagement à une vitesse licite.

Bref, pour ne pas sacrifier son permis, il vaut mieux exploiter les accélérations et les ruades du pur-sang plutôt que sa pointe de vi-

Le scooter électrique en toute félicité

C'est un léger sifflement, envoûtant. Il rappelle celui des machines de Star Trek on de Cosmos 1999. Ce petit sifflet en accélération et décélération est le premier charme du scooter électrique. Car de bruit, il n'y en a pas d'autre. C'est immense, le silence sur un scooter. On y entend la ville : les pneus crissent sur le bitume et font flic-floc dans les flaques d'eau ; autour, les voitures ronflent, les éternués jurent avant de klaxonner, le vent qui fouette le visage fait de la musique, on peut s'entendre chanter. A l'intention des piétons qui rêvaient au milieu des rues et n'entendent rien venir, un petit klaxon est prévu. Les marcheurs ne l'identifient pas encore.

Aux feux rouges, on s'interrompt : « Il est électrique vot'scooter ? » Selon le temps imparti, le dialogue hésite entre le minimaliste « oui, c'est formidable » qui laisse le pétaradant saisi dans un sillage de silence et le très promotionnel scooter-mode d'emploi. Vibrations ? Aucune. Cambouts, odeurs d'essence, huile qui dégouline dans le coffre ? Rien du tout. Pour le brancher ? Une prise de terre « comme un aspirateur ». Il faut cinq heures pour recharger

F'appareil à bloc. Coût de l'opération : environ 1 franc. Combien de kilomètres d'autonomie ? Entre 35 et 40 quand on recharge seul ; entre 25 et 30 à deux. Homologué comme un 49,9 cm³, le scooter électrique peut néanmoins transporter deux adultes.

La vitesse ? 50 km/h, la limite à Paris : « C'est pas une machine de course », lance l'un d'eux amusé. Le boulanger du coin va s'en acheter un pour ses livraisons : « Marre des bougies », a-t-il lancé ce matin en montrant une tache noire sur ses mains de farine : « Ça ne fait pas sérieux pour un boulanger ». Pas de périphérique, plus de voies sur berges, tant pis. Car le scooter électrique propose une autre façon de rouler, plus confortable, plus intelligente. Plus que jamais, on se déplace en se promenant, on sait même le laisser au garage pour retrouver le goût de la marche à pied. Le sommet : se balader, superbe, avec un picotement de conscience, les jours de hante pollution. La première semaine, l'animal est difficile à apprivoiser : deux paumes sèches, pour l'ancrer et les souvenirs amusants. « C'est ça peut-être vous paraître incongru, mais auriez-vous une prise électrique que je fasse le plein de mon scooter ? » Rassuré sur l'état éthylique du conducteur, le barman de la brasserie, près de la Concorde, a montré la source d'énergie en rigolant. Le

temps d'un verre et en dix minutes, tous renseignements donnés, le scooter a redémarré. En mode économique, il a rejoint la Bastille. Le kiosquier du Châtelet a ouvert des grands yeux : « D'accord, mais votre fil est trop petit. Pas de problème, j'ai une rallonge. Vous avez besoin de la prise multiple ? »

L'expérience aidant, le scooter n'a plus manqué de « carburant » depuis huit mois. Huit mois et pas encore un défaut majeur. Bien sûr, reste le rêve que la batterie soit plus performante et qu'elle maigrisse afin que le scooter passe sous le quintal. Il pèse actuellement 115 kilos. Le scooter électrique est cher à l'achat - 19 000 francs -, mais son entretien est dérisoire : 300 francs d'électricité par an quand le coût total de l'essence et de l'huile du 80 cm³ s'élevait annuellement à 4 000 francs. La batterie est garantie quatre ans pièces et main-d'œuvre, à condition de le garder : sans doute, il paraît en plus que les vendeurs ne s'intéressent pas encore à cette petite merveille qui est dotée d'un code de démarrage et d'un bouton d'arrêt d'urgence en cas de mauvais comp. La pièce détachée du scooter électrique ne doit pas encore être cotée à la Bourse des indélécats.

Bénédicte Mathieu

* Scoot'elec, Peugeot, 19 000 francs, 49,9 cm³.

L'art du recyclage des vieux métros

INUTILE d'accélérer le pas ou d'adresser des signes désespérés à un conducteur virtuel : les portes du métro du futur seront programmées pour se refermer inéluctablement. Pour avoir expérimenté, à deux ou trois reprises, la détermination des portes électroniques à se refermer malgré la présence éventuelle d'un obstacle humain, vous vous immobiliserez d'ailleurs instantanément sur le quai dès le retentissement de l'alarme sonore.

MATÉRIEL RUSSE

Déjà les métros automatiques ont été adoptés par les municipalités de Lille, de Toulouse, de Taipei et les aéroports d'Orly et de Chicago. Métro, la quatrième ligne de métro de la RATP qui reliera les stations Tolbiac et Madeleine en septembre 1998, reposera sur une technologie entièrement automatique, même si, ponctuellement, d'anciennes rames avec machinistes pourront y circuler. S'ils permettent d'économiser au minimum 20 % des coûts d'exploitation, les métros automatiques nécessitent toutefois un investissement très lourd. Les municipalités, souvent

pourvoyeuses du financement, sont réticentes. Et on ne dénombre qu'un nouveau métro entièrement automatique par an dans le monde.

TRANSFERT SANS FIL

La modernisation est, de fait, plus insidieuse et progressive. Elle gagne, souvent à l'insu des passagers. Le recyclage et la modernisation des matériels existants, beaucoup moins coûteux, ont le vent en poupe. Qui sait que déjà, aujourd'hui à Paris, douze des treize lignes existantes bénéficient d'un pilotage automatique qui limite l'intervention des conducteurs à l'ouverture et à la fermeture des portes ? Paradoxe, le groupe franco-allemand Matra Transport, pourtant leader des métros sans chauffeur avec le VAL, n'hésite pas à prolonger la durée de vie des métros soviétiques. A Prague, la ligne C vient ainsi d'être automatisée par Matra, qui a truffé le matériel russe des années 70 de boîtes électroniques et de capteurs pour renforcer la sécurité, augmenter la fluidité du trafic et réduire les coûts de maintenance. La municipalité pragoise a

par ailleurs demandé à des entreprises locales de tenter de moderniser les wagons existants, en ne conservant que la « charpente » du matériel de l'ex-URSS. Déjà, dans les années 70, les Tchèques avaient pris l'habitude de déosser puis de remonter entièrement les rames livrées par l'ex-grand-frère russe pour en éliminer les défauts structurels ! Le centenaire métro de Budapest a dû lui aussi subir un lifting pour faire bénéficier les rames d'un pilotage automatique qui a permis d'augmenter de 30 % les capacités du pionnier du transport ferré urbain.

Autre révolution en cours dans l'antre des villes, le multimédia se prépare à faire son entrée. La mise au point de technologies de transfert d'informations sans fil, notamment à travers des tunnels, permettra bientôt d'offrir des services (payants) comme le téléphone, la radio ou la transmission de données. A défaut d'apercevoir la mine patibulaire du conducteur et pour éviter de croiser celle renfrognée de son voisin, le voyageur du métro du futur pourra reconstituer autour de lui une bulle familière.

Christophe Jakubyszyn

50 VEHICULES EXPOSÉS		FAIBLES KM DISPONIBLES	
GARANTIE EUROPÉENNE DE 1 AN		(Pièce et main d'œuvre).	
LAGUNA V6 95	79 000 F	CLIO 1.2 SP 97	55 000 F
MEDIANE SCORPIO 1.4007	87 000 F	CLIO 1.6 95	50 000 F
LAND ROVER Defender TDI 97	140 000 F	EXPRESS 1.6 Diesel 95	38 000 F
806 SV Turbo 95	98 000 F	MESANE RN 1.40 95	58 000 F
406 SILLAGE 95	52 000 F	SAFRANE 2.0 95	66 000 F
806 GREEN 97	98 000 F	SAFRANE 2.1 95	67 000 F
806 XT SP 95	58 000 F	ESPACE V6 95	109 000 F
SAXO SX 1.1 97	53 000 F	EXPRESS 1.9 Diesel 95	48 000 F
XANTIA 1.9 Diesel 97	84 000 F	R19 S6 1.9 Diesel 95	49 000 F
2X 1.1 95	38 000 F		
GOLF GT TDI 95	88 000 F		
FORD ESCORT 1.9 TD 95	88 000 F		

NEUBAUER

9, bd Gouvion Saint-Cyr
75017 PARIS

OCCASIONS RÉCENTES

garantie 12 mois

806 STDT 2.1 7 pl. 97	162 000 F	306 Style 1.6 réfr. 97	82 500 F	106 Symbio SP 97	60 500 F
806 SRDT 1.9 7 pl. 97	148 500 F	306 Equinome 1.4 radio 97	73 500 F	406 STDT 2.1 réfr. 97	129 500 F
306 XSI 5 portes 97	94 500 F	406 ST 1.8 TO 96	89 500 F	106 Kid Diesel 5P	61 500 F
406 ST Auto ABR réfr. 96	132 500 F	406 ST 1.8 réfr. 97	106 000 F	106 Chéri FM 3P 95	43 500 F
406 SV Auto ABR clim. 97	124 000 F	306 ST 2L 95	64 500 F	Expert Comb D 8 pl. opt.	125 000 F

Demander Mr FRANCK ☎ : 01.47.66.02.44
Offre valable en fonction des stocks disponibles sur présentation de cette annonce.

Pour tous renseignements :
☎ 01.42.17.39.42 ☎ Fax : 01.42.17.21.36

SPORTS D'HIVER

Envie de skier ?
Préparez votre séjour
sur Minitel

3615 LEMONDE

Le Monde sur Internet
<http://www.lemonde.fr>

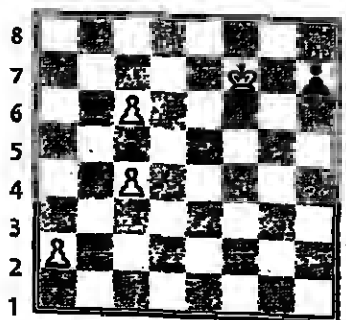
Découvrez gratuitement les **Dossiers du Monde** en Ligne (le procès Papon, le Festival d'automne...), participez à nos forums (La République et ses immigrés...) recherchez une offre d'emploi ou un livre. Consultez le supplément multimédia et ses archives depuis 18 mois.

Dès 17 heures (heure française), retrouvez le journal complet du jour ainsi que les six dernières éditions. Les articles de Une, les ouvertures de séquence (International, France, Culture...) et le sommaire de tous les articles sont gratuits. Le reste du journal est vendu 5 F par numéro.

Pour acheter le journal, vous devrez télécharger un logiciel de paiement sécurisé (Klebox) et ouvrir un compte alimenté par votre carte bancaire.

هكذا من الاصل

Claude Lemoine



GRANDE-BRETAGNE Depuis le 30 novembre et jusqu'au 20 décembre, se tient à Londres, dans les salles prestigieuses de la capitale, la première « French Theater Season ».

à l'initiative conjointe des autorités françaises et britanniques. Avec plus de 40 000 spectateurs payants, son succès a dépassé les espérances. ● **PRUDEMMENT** commencée avec

Les *Fausse Confidences*, de Marivaux, la programmation s'est risquée ensuite à proposer *La Dispute* et *Contention*, de Didier-Georges Gabily ou *La Maladie de la mort*, de Mar-

guerite Duras. ● **DEUX NOUVELLES PRODUCTIONS**, anglaises, ont été créées : *Les Chaises*, de Ionesco, par le Théâtre de la Complicité, et *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Koltès,

par la Royal Shakespeare Company, à Stratford-upon-Avon. Ces deux pièces ont été brillamment traduites par Martin Crimp, auteur dramatique résident au Royal Court.

Londres accueille chaleureusement la première Saison du théâtre français

Dans la foulée de la Comédie-Française et de Marivaux, Ionesco, Didier-Georges Gabily, Bernard-Marie Koltès et Marguerite Duras, ont été servis par de très bonnes équipes artistiques dans les salles prestigieuses de la capitale européenne à la mode

LONDRES
de notre envoyé spécial
Dans un royaume qui n'en finit pas de se réjouir d'être à la mode, par la grâce d'un homme jeune porté au pouvoir par un corps électoral épuisé de tant d'années d'ultra-conservatisme, c'est à peine si l'on discute des premières contre-performances du New Labour, dans le domaine crucial de la santé par exemple. Tony Blair est souriant, séduisant, actif, moderne en un mot, et la Grande-Bretagne veut croire aux vertus durables de cette cure de jouvence qu'il personnifie. Londres, capitale européenne qui se méfie de l'Europe et que toute l'Europe admire : Londres, « unique objet de mon assentiment », dira-t-on pour contrefaire Corneille ; c'est là qu'il faut faire ses courses, entre Harrods et Sloane Square, à quelques encablures de Noël ; là qu'il faut se laisser surprendre par les derniers perfectionnements du *soo jungle* dans ces temples que sont devenus le Heaven, derrière Charing Cross, ou le Limelight, près de Leicester Square ; là que l'on profite le mieux des « inventions » de la britpop, menées tambour battant par Oasis ; là qu'il faut s'ébahir devant les bardesses de *Sensation*, l'exposition (très peu) scandaleuse consacrée aux jeunes artistes britanniques par la Royal Academy ; là qu'ont été conçues deux œuvres capitales dans l'histoire du savoir rire à l'écran, *Bean* et *The Full Monty*...

Tant pis si la misère se lit encore et toujours dans ces amas de corps qu'il faut enjamber partout pour consommer l'effet-Blair et partager un peu de la soudaine « joie de vivre » - en anglais dans le texte - des Londoniens à la parade. Tant pis si l'Opéra royal de Covent Garden, l'English National Opera et la Royal Shakespeare Company, les trois enseignes les plus prestigieuses de la scène britannique, se

débattent dans les soucis d'argent, accumulant des déficits qu'ils doivent au peu de soin que le nouveau gouvernement, à la manière de l'ancien, leur prodigue ; tant pis si la scène théâtrale est essentiellement vendue au commerce et que les créateurs de toutes eaux commencent de dire leur déception ; tant pis si Tony Craig, ministre de la culture, peine à réformer un Arts Council à genoux qui a n'a pas les moyens de donner un contenu artistique aux grands bâtiments que l'on rénove à tour de bras grâce à la manne de la Loterie nationale. Le Royaume va beaucoup mieux, puisqu'« on » - pronom plus que jamais indéfini - le dit.

REGAIN D'INTÉRÊT INATTENDU

Pour preuve de cette nouvelle santé, l'aveuglement, certainement passer, qui nous vaut, à nous Français, un regain d'intérêt aussi inattendu que prolifique. Enterrée, pour quelques semaines, la vieille défiance qui nous unit par-delà la Manche ; c'est sur leur terrain d'excellence, le théâtre, qu'une petite armée d'artistes tricolores a quitté le continent pour aller défier publics et critiques anglais. Depuis le 30 septembre, et jusqu'au 20 décembre, se tient dans la capitale britannique la première « French Theater Season » et le moins que l'on puisse dire est que c'est un succès. Initiée conjointement par les autorités anglaises et françaises, menées à Kensington par l'attaché culturel de l'ambassade de France, Luc Bouniol-Laffont, directeur des programmes, et par une poignée d'excellents professionnels anglais « et » francophiles, la Saison du théâtre français n'en finit pas de remplir les salles prestigieuses du centre-ville qui manifestent souvent un enthousiasme revigorant.

Prudeot, le conseil de la Saison a choisi d'ouvrir le feu avec la pro-

duction bien comme il faut des *Fausse Confidences*, de Marivaux, dans une mise en scène de Jean-Pierre Miquel, sage, très sage administrateur général de la Comédie-Française. Les spectateurs du National Theatre ont aimé, beaucoup, aidés en cela par la santé de la troupe de Molière emmenée par Catherine Samie, tonitruante Madame Argante, qui ne cède rien à l'art du jeu anglais. On dit aussi, en coulisses, que les surtitres en anglais étaient tout juste un peu plus drôles que le texte original... Plus controversée fut la représentation de *La Dispute*, doublée de *Contention*, de Didier-Georges Gabily, dans une mise en scène de Stanislas Nordey, reçue par le Sadler's Wells - réfugié pour travaux au Peacock Theatre. Mais enfin, la présence de Marivaux sur le devant de grandes scènes london-

niennes est une excellente nouvelle, tant le cher homme est ici méconnu et d'abord parce qu'il est excessivement difficile à traduire.

Même séduction pour la présentation de *La Maladie de la mort*, de Marguerite Duras, dans la mise en scène de Robert Wilson pour Lucinda Childs et Michel Piccoli, toujours au Peacock ; pour *Oh ! les beaux jours*, de Samuel Beckett, dans la mise en scène de Peter Brook - tous les billets étaient vendus avant la première au Riverside Studios, le 27 octobre. A l'exception de *La Dispute*, les spectacles de la Saison ont été présentés à guichets fermés. Comme les nouvelles productions, anglaises cette fois, de deux pièces françaises contemporaines, *Les Chaises*, de Ionesco, et *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Koltès, respectivement créées par le

Théâtre de la Complicité, l'une des deux meilleures compagnies indépendantes britanniques, et par la Royal Shakespeare Company (lire ci-dessous).

La meilleure nouvelle est peut-être venue du Royal Court, honorable institution - qui nous fait tant défaut en France - tout entière vouée à la création d'auteurs vivants. Du 19 au 22 novembre, dans les deux salles provisoires du Court installées de part et d'autre de Leicester Square, quatre pièces, de Xavier Durringer (*Une envie de tuer sur le bout de la langue*), Noëlle Renaude (*Le Renard du Nord*), Catherine Anne (*Agnès*) et Natacha de Pontcharra (*Mickey-la-Torche*), ont été lues chaque soir, dans de très bonnes traductions, par une escouade de jeunes et bons comédiens devant un parterre attentif de professionnels

anglais. On peut être sûr, déjà, que cette manifestation intitulée « New Voices from France » portera ses fruits : il est fortement question, par exemple, qu'*Une envie de tuer sur le bout de la langue* soit montée en 1998 à Londres. La mise en scène achevée d'*Encore une année pour rien*, pièce de Christophe Pellet, jeune auteur et scénariste français jamais joué chez nous, a reçu dans le même cadre du Court, l'accueil chaleureux que cette vive variation sur les tourments égoïstes de jeunes gens à l'orée de la maturité méritait.

40 000 SPECTATEURS PAYANTS

Cette Saison du théâtre français aura réuni au total plus de 40 000 spectateurs payants, essentiellement anglais ; vrai succès dont il faut seulement souhaiter qu'il ne sera pas sans vrais lendemains, tant les échanges entre la France et la Grande-Bretagne ont été depuis des lustres réduits à leur plus simple expression. Outre la mobilisation des salles les plus importantes de Londres, elle aura fait l'objet d'une couverture des grands médias britanniques sans précédent connu. Enfin, son budget de plus de 10 millions de francs aura été assumé pour 5,2 millions par le mécénat et le parrainage d'entreprises britanniques et françaises, au premier rang desquelles GEC Alstom, Rail Europe UK, Global Asset Management, Citroën, Bagatelle, Robson Rhodes, etc. Les partenaires publics, essentiellement l'Association française d'action artistique, la SACD et le London Arts Board d'auront assumé que 30 % du budget de la saison. Performance assez rare pour être saluée car elle a permis de donner à l'événement une ampleur que peu oseraient espérer il y a deux ans, quand l'idée en a été lancée.



Zubin Varla et Diana Kent dans « Roberto Zucco », mis en scène par James McDonald.

Olivier Schmitt

Martin Crimp, passeur de textes

C'est un homme âgé de quarante ans, discret, talentueux, à qui la Saison du théâtre français doit beaucoup même si son nom n'apparaît pas en grand sur les affiches et les programmes. Martin Crimp est celui par qui l'écrasante dramaturgie française contemporaine est enfin accessible à tous les anglophones : il vient de traduire *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Koltès, dont existait une version américaine beaucoup moins convaincante. *Les Chaises*, de Ionesco, dont la traduction anglaise disponible était presque alléguante, et *Encore une année pour rien*, première pièce portée à la scène du jeune auteur français inconnu chez nous, Christophe Pellet.

Martin Crimp avait frappé un grand coup il y a deux ans en signant une « adaptation contemporaine » du *Misanthrope* de Molière qui a connu un réel succès à Londres. Il est l'auteur de huit pièces. Quatre ont été créées avec un certain retentissement au Royal Court, dont il est auteur dramatique résident.

Ionesco dans une atmosphère électrique et Koltès chez Shakespeare

LONDRES
et STRATFORD-UPON-AVON
de notre envoyé spécial

Ce soir-là, la salle du Royal Court Downstairs, près de Leicester Square, avait été entièrement achetée par l'indispensable *Time Out*. Le city magazine avait décidé de revoir les places dix pence seulement - moins d'un franc - aux étudiants désireux de découvrir *Les Chaises*, de Ionesco, dans une nouvelle production du Théâtre de la Complicité, l'une des deux meilleures troupes indépendantes anglaises avec Cheek by Jowl. Plusieurs centaines de jeunes spectateurs avaient donc envahi le Court pour assister, dans une atmosphère électrique, à cette preview d'autant plus inespérée que, pour la première fois dans l'histoire du Royal Court, tous les billets étaient vendus avant même la première, le 19 novembre (les représentations s'achèveront le 20 décembre).

Ce qui les avait attirés était moins la réputation de l'auteur - jusqu'ici trahi par ses traductions anglaises - que celle du Théâtre de la Complicité et des deux interprètes principaux, Geraldine McEwan et Richard Briers, la première surtout ayant depuis longtemps acquis statut de star en Angleterre. Rarement aura-t-on vu autant de chaleur, d'émotion, de bonheur dans une salle de théâtre.

Quand le rideau est tombé sur *Les Chaises*, l'atmosphère ressemblait plus à celle d'une salle de concert, façon Cigale ou Zénith. A Londres, un grand succès se traduit souvent par deux ou trois rappels chaleureux ; au Court, plusieurs minutes de vivas ont salué l'excellence de la représentation.

Elle doit son caractère exceptionnel à une très bonne traduction de Martin Crimp (lire ci-contre), qui a trouvé une équivalence indiscutable à toutes les chausse-trappes - jeu de mots, onomatopées, torsions de syntaxe, répétitions... - chères à Ionesco. Elle doit aussi à l'habileté du metteur en scène, Simon McBurney, dont la francophilie est établie - il avait monté par exemple *Les Trois Vies de Lucie Cabrol*, d'après une nouvelle de John Berger, spectacle présenté en avril 1995 aux Bouffes du Nord. Il a su donner un caractère extrêmement spectaculaire à son travail tout en respectant l'esprit et la lettre de ce sommet dans l'art de la farce tragique. Sons, humeurs, cette avalanche de chaises qui bientôt envahira la scène ne sont pas de la dernière modernité, mais ça n'a aucune importance : Simon McBurney est passé maître dans l'art de présenter les textes contemporains auprès des publics populaires. A la différence de beaucoup de ses pairs anglais, il aime le plateau, en maîtrise parfaitement la géographie et sait le faire

vivre. Il dirige aussi de main de maître ses acteurs. Ce qui est plus courant quand on sait l'art du jeu britannique : un engagement total du corps et de l'esprit au service des textes, sans se poser de question ; confiance absolue dans le texte et en soi. Revigorant ! Tout l'effroi des vieillards (ici rajeunis) de Ionesco, ses évasions fantastiques, son humanisme aussi, donné à entendre avec justesse, vivacité et foi.

ZUCCO DANS UN MONDE D'ARCHÉTYPES

Succès tout aussi espéré, mais moins certain, de l'entrée au répertoire de la Royal Shakespeare Company de la meilleure pièce écrite en France ces dernières années, *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Koltès.

On se demandait combien de temps encore la scène britannique allait se passer de cet auteur, mort du sida en 1989. On l'on retrouve le talent de Martin Crimp, qui livre le texte anglais irréprochable de la pièce, celui d'un metteur en scène courageux, James McDonald, par ailleurs directeur artistique adjoint du... Royal Court, et d'une troupe dont la réputation est faite depuis longtemps. Koltès entre chez Shakespeare par la petite porte, celle de *The Other Place*, salle expérimentale de la RSC à Stratford. Mais son avenir est devant lui : par le système du répertoire et des tournées, *Zucco* sera joué

pendant dix-huit mois, à Stratford, où la pièce a été créée le 20 novembre, puis en tournée en Angleterre. Dans un dispositif très simple - une bande de matière blanche sur laquelle s'imprime, par un jeu de lumière, les empreintes des pas et des corps - déboulent les personnages de la pièce donnée ici à un rythme effarant. James McDonald ne se pose pas de question et lance son *Zucco*, boule de nerfs d'acier sans aucune dimension métaphysique, dans un monde d'archétypes auquel il n'appartient pas. Jeu efficace, direct ; certaines scènes, comme celle du jardin public, sont montées à la force avant de céder au tragique. La pièce prend ainsi un relief brutal, physique, jamais vu. Si le trait manque trop souvent d'épaisseur, il rapproche le public de la substance brute de l'œuvre : cette part d'assassin que chacun porte en soi.

O. S.

* *Les Chaises*, Royal Court Downstairs, Duke of York's Theatre, St-Martin Lane, WC2. Tél. : 00-44-171-565-50-00. M^o Leicester Square. De 8 à 19,50 livres sterling. Jusqu'au 20 décembre (complet, retours uniquement). *Roberto Zucco*, RSC, The Other Place, Stratford upon Avon, Warwickshire. Tél. : 00-44-178-925-55-23. De 11 à 19 livres sterling. Jusqu'au 11 février.

DEAUVILLE '97 : GRAND PRIX - PRIX DE LA CRITIQUE / SUNDANCE '97 : MEILLEUR FILM - MEILLEUR SCENARIO

SUNDAY

SORTIE LE 3 DÉCEMBRE

de Jonathan Nossiter

«Un des films les plus surprenants qui soient venus d'Amérique depuis longtemps.» Le Nouvel Observateur

Libération PARIS m 2 RIL2

Philippe Torreton, un Scapin seul contre tous sur la scène de la Comédie-Française

Jean-Louis Benoit met en scène, salle Richelieu, la farce de Molière

La Comédie-Française donne, salle Richelieu, un de ses classiques, *Les Fourberies de Scapin*, pièce de Molière aux emprunts nombreux et qui, en

son temps, déçut Boileau. La mise en scène de Jean-Louis Benoit et l'interprétation accentuent à l'extrême la « théâtralisation » que permet cette

farce. Mais l'acteur Philippe Torreton, dans le rôle-titre, convainc pleinement en calmant le jeu et en le lavant de tout artifice apparent.

LES FOURBERIES DE SCAPIN, de Molière. Mise en scène de Jean-Louis Benoit. Avec Philippe Torreton, Bruno Raffaelli, Isabelle Gardien, Christian Blanc... COMÉDIE-FRANÇAISE, 2, rue de Richelieu. 1^{er}. M^{re} Palais-Royal. Tél. : 01-44-58-15-15. En alternance.

Une farce, *Les Fourberies de Scapin* ! Brute, grosse, sans le moindre midi à quatorze heures. Molière, à ses débuts, en avait écrit d'autres, mais plus vives, plus décanées – des riens de génie. Ces premières farces sont surtout, bien que dans le droit-fil du genre, plus personnelles : si les premiers spectateurs frent grise mine à Scapin, c'est qu'ils recrutaient tout de suite les pièces de théâtre et les contes que Molière venait de chaparder.

Les deux perses partis en voyage, laissant sous bonne garde leurs deux fils qui ne s'aventurent pas moins, l'un avec une rfpomme, l'autre avec une malade, c'est *Phormion*, de Terence. Le père qui précipite le mariage de son fils, et Sylvestre qui interromp le récit trop long d'Octave, c'est *La Sicurde* de Rotrou. Le fils soi-disant kidnappé par des Turcs, et la fameuse galère,

« qu'allait-il donc y faire ? », c'est *Le Pédant joué*, de Cyrano de Bergerac. La scène du sac, c'est aussi *Les Facétieuses Nuits*, livre de l'italien Gian Francesco Straparola, alors best-seller en France comme à Rome... Quand Boileau, critique de théâtre à ses heures, lâche : « Je ne reconnais pas l'outre du Misanthrope », ce n'est pas seulement parce que Scapin est à son avis d'un propos trop mince, mais parce qu'il a reconnu tout ce qui n'est pas de Molière, et il trouve que c'est trop. Plus tard, les publics ont ignoré Terence, Rotrou, Straparola, et ont applaudi *Les Fourberies de Scapin*. Normal : Molière a su, grand manitou, nouer ses emprunts en un festival d'effets sûrs, énormes, les uns bêtes comme chou, d'autres abjects et sauvages, tous bons à relancer les fous rires, ceux des bons vivants comme des sados honteux.

Reprendre *Les Fourberies de Scapin* est l'une des obligations de la Comédie-Française. L'accostage nouveau est confié à Jean-Louis Benoit, qui fut, dans les années 70, avec Jacques Nichet et Didier Bezace, un pionnier du théâtre de l'aquarium : le chef-d'œuvre qu'ils inventèrent, en création collective, sur la longue grève des usines Lipp, où les acteurs mimaient et faisaient

s'exprimer les ouvriers, les machines, et jusqu'au bétail qui paisait dans les prairies de Besançon, aura été un sommet du théâtre. Est-ce pour saluer la « galère » qu'est devenue l'un des termes-clés des ados face à leur pas drôle d'advenir ? Jean-Louis Benoit ouvre le rideau sur des images d'un bâtiment qui s'approche lentement de la côte. Et de passer à l'action, sans s'alourdir d'a-côtés : plateau vide, devant une toile blanche irradiée qui prend les couleurs des matins et des soirs, des oublis et des peurs – le décorateur Alain Chambon ne nous impose pas une fausse Naples.

L'EVIDENCE DANS LE FAUX

Il apparaît très vite que ces *Fourberies de Scapin* cheminent sur deux axes opposés. D'une part, metteur en scène et comédiens chargent délibérément le trait, grossissent, soulignent, ornent, et surtout, à force d'ajouts expressifs ou gestuels, font durer, durer, durer – tout cela très divertissant, très « public » tant mieux, mais qui accoutume à l'excès la « théâtralisation ». D'autre part, seul contre tous ses camarades, Philippe Torreton, en Scapin, il calme le jeu, le lave de tout artifice

apparent. Qui peut bien être son Scapin ? Un homme à part, seul dans ses rêves, capable d'extravagances sans songer à ce qu'il fait ? Un malade, obsessionnel, réglant des comptes à il ne sait quoi, froid, pince-sans-rire ? Un exécutant, précis, maître de soi ? Un non-être, l'image qu'invente Molière d'un franc-tireur, d'un lio instable, d'une victime ?

A bien écouter Molière, il semble qu'il devait se dire : les gens ne comprennent que ce qu'ils ne comprennent pas. Philippe Torreton va de ce côté-là. Il est un acteur, un vrai. Il joue vrai. Il est là parce qu'il n'est pas là. Il supprime l'écueil de la vraisemblance. Il est le signe exact de cet instant de nos vies, au point du jour, quand nous sautons hors d'un cauchemar, mais nous n'arrivons pas à ne plus y croire, et c'est la peur, et non, la femme est là, un linge blanc est sur le dossier d'une chaise, nous versions d'un monde dans l'autre, nous respirons. Philippe Torreton a quelque chose de cela, de ce blanc du jour dans le noir, de cette évidence dans le faux, de ce calme naturel entre les grimaces de l'imaginaire et l'effroi du monde réel.

Michel Cournot

La composition musicale à découvert d'Heiner Goebbels

NOIR SUR BLANC. Spectacle musical pour dix-huit musiciens de l'Ensemble Modern. Conception, musique et mise en scène : Heiner Goebbels. Scénographie et lumières : Jean Kaiman. Costumes : jasmijn Andrae. MC 93 BOBIGNY, 1, boulevard Léonide, 93 Bobigny. M^{re} Bobigny-Pablo-Picasso. Jusqu'au 29 novembre, 20 h 30. Tél. : 01-41-60-72-72.

« Qui parle ? (...) Qui parle donc ? » Cette interrogation émerge du premier sifflement longuement répété de *Noir sur blanc* et ponctue simultanément l'entrée silencieuse des musiciens et celle naturellement cacophonique des spectateurs invités à s'installer alors que le spectacle est déjà commencé. La provenance de l'expression détermine en fait la question fondamentale du travail d'Heiner Goebbels, traitée de manière totalement opposée selon qu'il s'agit du verbe ou du son. Utilisés comme un ensemble de miroirs, les textes cultivent l'ellipse à l'infini : le début de *L'Attente*, *L'Oubli* de Maurice Blanchot, cité en amont de l'œuvre, comme le long passage d'*Ombre-Une Parole*, d'Edgar Allan Poe, qui en définit la perspective fuyante tant par son message initial (« Vous qui me lisez, vous êtes encore parmi les vivants : mais moi qui écris, je serai depuis longtemps parti pour la région des ombres ») que par le choix de son vecteur (la voix enregistrée d'Heiner Müller, le grand dramaturge allemand disparu en 1995 auquel Goebbels rend hommage).

Si la dimension littéraire de *Noir sur blanc* tend à occulter l'identité de celui qui s'exprime, l'activité musicale s'attache au contraire à révéler les sources. Cela vaut pour les plans acoustique (on assiste à l'aménagement

d'un dispositif destiné à caresser les cordes d'un *koto* par une clé de métal suspendue dans le vide), stylistique (le xeste de T. S. Eliot motive un show à l'américaine) et même ethnique (l'origine japonaise de la percussion nisse sollicitée pour un morceau de *koto*). Plus largement *Noir sur blanc* semble vouloir de rien cacher de la naissance d'une œuvre et s'apparente à un acte de composition à découvert. Sans concret (obtenus en lançant une balle contre une plaque de tôle ou en tapotant des pions sur une table de jeu) et fragments de culture (échantillonnage techno ou free-jazz) se glissent alors dans la partition comme ils sont entrés dans l'esprit du compositeur : selon une lente dérive du hasard vers l'intention.

ORPHEON FELLINIEN

Goebbels n'a pas son pareil – après Georges Aperghis – pour extirper des interprètes une forme d'énergie insoupçonnée. Les dix-huit membres de l'Ensemble Modern de Francfort lui ont fourni un terrain d'investigation idéal par leur nature individuellement non conformiste. Acteurs, chanteurs et musiciens polyvalents, ils ont favorisé un mode de communication souvent inédit (quintette constitué d'un clavicorde, d'une cithare, d'un marimba, d'un cymbalum et d'une guitare basse), parfois cocasse (duo pour théâtre en duo mateur et flûte piccolo) mais jamais arides (l'ensemble entier transformé en orphéon fellinien). Goebbels pouvait dire alors avec succès par la bouche de Müller et les paroles de Poe : « Le timbre de la voix de l'ombre n'était pas le timbre d'un seul individu mais d'une multitude d'êtres. »

Pierre Gervasoni

"BLACK DJU"
UN FILM DE POL CRUCHTEN

VOS

RICHARD COURCET
PHILIPPE LEOTARD
MAU DIBANGO
PATRICE-FLORA FRANO
CESARIA EVORA

ACTUELLEMENT

RTL2

NOUVEAUX FILMS

■ ADDICTED TO LOVE
Linda a quitté Sam pour Anton. L'amoureux éconduit s'installe en face de l'appartement du nouveau couple et entreprend de reconquérir sa fiancée. Tous les moyens seront utilisés pour briser l'entente idéale d'Anton et Linda. Sur un schéma artificiel et convenu, Griffin Dunne a réalisé une comédie qui d'hésite pas devant les situations scabreuses et les portraits grossiers. Anton (Tchéky Karyo) est l'inévitablement caricature d'un cuisinier français antipathique. La bande-son est saturée de chansons diverses destinées à doper le film lorsque l'action s'alanguit. *Addicted to Love* contient pourtant une bonne idée de scénario. Sam installe à sa fenêtre un dispositif optique, une caméra oscura, qui lui permet de reproduire la vue de l'intérieur de l'appartement d'en face et, par un système de miroirs, de le projeter sur son propre mur. Lorsque, installés sur un divan face à cet écran improvisé, Maggie – l'ex d'Anton – et Sam se repaissent des scènes de ménage du couple qu'ils surveillent, ils touchent du doigt l'essence même de la comédie sentimentale : l'intime transformé en spectacle. Jean-François Rauger. Film américain de Griffin Dunne. Durée (1 h 40).

■ UNE MORT PROGRAMMÉE
Déjà diffusé à la télévision, ce documentaire consacré à la biologie cellulaire sort en salles afin de mieux tirer parti de la beauté de ses images et du recours de ses auteurs (un réalisateur américain et un chercheur français) aux séquences extraites de l'histoire du cinéma. Ce passage au grand écran n'en produit pas moins un curieux effet. Dans son désir de rendre attractif un sujet réputé austère, le film recourt massivement à des scènes spectaculaires empruntées à Busby Berkeley ou Harold Lloyd comme aux actualités télévisées. Dans ce cadre, ces scènes s'avèrent infiniment moins belles, moins intéressantes et moins émouvantes que les images scientifiques. Surtout, les réalisateurs ont construit le film sur la comparaison systématique entre la vie des cellules et celle des humains pour illustrer le comportement des micro-organismes par analogie avec la vie sociale. Mais l'analogie se met à fonctionner aussi en sens inverse, ce qui devient franchement déplaisant lorsque le propos est consacré à la nécessaire destruction massive des individus (au profit de l'organisme dont ils ne sont qu'une infime composante)... Jean-Michel Frodon. Film franco-américain de Peter Friedmann et Jean-François Brunet. (1 h 10.)

SORTIR

PARIS

Cycle de sept n° sur une scène traditionnelle par la troupe de Kiyokazu Kanze ils sont trente-deux. Trente-deux membres de la famille Kanze – la plus prestigieuse des troupes de théâtre n° – qui donnent à La Villette un cycle exceptionnel de sept n°, jusqu'au 2 de cembre. Costumes, masques, musique, et jeu : tout, jusqu'au moindre détail, témoigne d'une perfection poétique par des siècles de pratique. Pour une fois, le mot n'est pas usurpé : c'est sublime.

Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^{re} Porte-de-Pan-uh. Le 2 décembre, à 20 h 30. Tél. : 01-42-02-02-68. 60 F^e et 100 F.
Houma Alchi
Née à Batna, en Algérie, accompagnée par le souffle de la flûte gha, Houma Alchi interprète, avec dans la voix des envolées fulgurantes, la tradition des azizates, femmes libres des Aurès célébrant les ardeurs et les émois de l'amour. Elle reprend également Ali Kherchell et Alsa Jermouni, célèbre chanteur chaoui qui fut le premier artiste maghrébin à se produire à l'Olympia en 1917.

Institut du monde arabe, 1, rue des-Fossés-St-Bernard, 5^e. M^{re} Aussieu. 20 h 30, le 29. Tél. : 01-40-51-33-14. 100 F.

Les Derviches tourneurs de Damas

Ces danseurs, appartenant à l'ordre soufi mawlawi, fondé au XIII^e siècle en Anatolie, tournent sur le fil musical déroulé par l'ensemble Al-Kindi, forme autour du maître français de la cithare qanoun, Julien Jalal Eddine Weiss. La voix de Sheikh Hamza Chakour, officiant à la Grande mosquée des Omeyyades de Damas, participe à cette échappée belle vers un monde mystique. Des sons et des images pour nourrir les rêves de la nuit.

Café de la danse, 3, passage Louis-Philippe, 1^{er}. M^{re} Bastille. 20 h 30, le 29 novembre et les 1^{er} et 2 décembre : 17 heures, le 30. Tél. : 01-47-00-57-59. Location Fnac. 120 F.

Week-end
Abbas Kiarostami
Cette rétrospective consacrée au cinéaste iranien fera l'objet d'une projection unique.
16 heures. Où est la maison de mon ami ? : 20 heures. Close up, le 29. 14 h 30. Et la vie continue : 17 heures. Au travers des oliviers : 20 heures. Le goût de la carie, le 30.
Cinéma les toiles St-Gracien. Place François-Truffaut, 95 St-Gracien. RER C St-Gracien. Renseignements et réservations : Tél. : 01-34-28-27-96. 35 F, 100 F pour les cinq films.
(* Tarif réduit).

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Addicted to Love
de Griffin Dunne (Etats-Unis, 1 h 40), avec Meg Ryan, Matthew Broderick, Tchéky Karyo.
Le Code de la route
d'Abbas Kiarostami (Iran, 1 h 39), avec Homayoun Ershadi, Abdolhossein Bagheri, Afshin Khorshidbakhshari, Saeed Ali Moradi, Mir Hossein Noori, Ahmad Ansari.

Hercule
dessin animé de John Musker, Ron Clements, (Etats-Unis, 1 h 31).

Okaeri
de Makoto Shinozaki (Japon, 1 h 39), avec Susumu Terajima, Miho Umura, Sholdhi Komatsu, Tomio Aoki.

Senza pelle
d'Alessandro Alatri (Italie, 1 h 30), avec Anna Gallena, Massimo Ghini, Kim Rossi Stuart.
Sept ans au Tibet
de Jean-Jacques Annaud (Etats-Unis, 2 h 15), avec Brad Pitt, David Thewlis, B. D. Wong, Mako, Danny Denzongpa, Victor Wong.

Sling Blade
de Billy Bob Thornton (Etats-Unis, 2 h 15), avec Billy Bob Thornton, Dwight Yoakam, J. T. Walsh, John Ritter, Lucas Black, Natalie Canaday.

Sous les pieds des femmes
de Rachida Krim (France, 1 h 25), avec Claudia Cardinale, Feyria Deliba, Nadia Farès, Mohamed Bakri, Yoko Voyagis, Hamid Tassili, Bernadette Lafont.

TRouver SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/minute).

VERNISSAGES

Tony Scherman
Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris 3^e. M^{re} Rambuteau. Tél. : 01-42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Du 29 novembre au 7 janvier.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Hélmut und Gretel
d'Humperdinck.

Randi Srene (Hänsel), Ruth Ziesak (Gretel), Graham Clark, Georges Gautier (la sorcière), Franz-Josef Kapellman (le père), Gwyneth Jones (la mère), Jael Kazzaretti (le marchand de sable), Matriose des Hauts-de-Seine. Chœur du Théâtre du Châtelet, Philharmonia Orchestra, Christoph von Dohnanyi (direction), Yannis Kokkos (mise en scène).
Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^{re} Châtelet. 17 heures le 30. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 570 F.
La Tripla Concordia
Œuvres de Frescobaldi, Telemann, Couperin, La Baere, Mancini, Scarlatti et Marais. Lorenzo Cavasanti (flûte), Caroline Boersma (violin-celle), Sergio Ciomei (clavicécin).
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^{re} Porte-de-Panin. 16 h 30, le 29. Tél. : 01-45-61-53-00. De 50 F à 175 F.

Orchestre Pasdeloup
Glinka : *Russian* et *Ludmila*. Beethoven : *Concerto pour piano et orchestre n° 3*. Mendelssohn : *Concerto pour violon et orchestre n° 2*. Liszt : *Les Préludes*. Tedi Papavrami (violin). Thérèse Dussaut (piano). Bernard Calmel (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^{re} Termes. 17 h 30, le 29. Tél. : 01-45-61-53-00. De 50 F à 175 F.

Sorties d'artistes
Divertissement musical sur le thème de la vie d'artiste.
Théâtre des Deux-Anes, 100, boulevard de Clichy, Paris 18^e. M^{re} Place-Clichy. 18 heures, le 29. Tél. : 01-46-

05-10-26. De 70 F à 100 F

Portrait de Pierre Henry
Pierre Henry : *L'Apocalypse de Jean*, *Maison de Radio-France*, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^{re} Passy. 20 heures, le 29. Tél. : 01-42-30-15-16. 40 F.

Michel Chapuis (orgue)
Transcription des ouvrages lyriques de Rameau.
Versailles (78). Chapelle royale du château. 17 h 30, le 29. Tél. : 01-39-20-78-00. De 70 F à 130 F.

Helmut Schiff (violoncelle)
Till Fellner (piano)
Debussy : *Sonate pour violoncelle et piano*. Schubert : *Sonate pour piano op. posthume*. Beethoven : *Sonate pour violoncelle et piano op. 69*.
Théâtre des Champs-Élysées, 13, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{re} Alma-Marceau, 11 heures, le 30. Tél. : 01-49-52-50-50. 100 F.

Emmanuel Pahud (flûte)
Eric Le Sage (piano)
Beethoven : *Sérénade pour flûte et piano op. 41*. Schubert : *Introduction et variations*. Poulenc : *Sonate pour flûte et piano*. Jolivet : *Chant de Linos*. Prokofiev : *Sonate pour flûte et piano op. 94*.

Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^{re} Porte-de-Panin. 15 heures, le 30. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

Ensemble Contrechamps
Holliger : *H. Ellis, Diptysch, Tair-r*. Quintette pour piano et vents.
Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e. M^{re} Saint-Paul. 17 heures, le 30. Tél. : 01-42-71-38-38. Entrée libre.

Radu Bîldar (violin)
Andrei Vieru (piano)
Enesco : *Sonate pour violon et piano op. 25*. Janacek : *Sonate pour violon et piano*. Ravel : *Tzigane*.

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^{re} Passy. 17 h 30, le 30. Tél. : 01-42-30-15-16. 80 F.

Le Rol David
d'Honegger.
Danielle Borst (soprano), Marie-Ange Todorovitch (mezzo-soprano), Gilles Ragon (ténor), Jacques Martin (basson). Chœur régional d'Île-de-France, Orchestre de la Cité, Michel Piquemal (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^{re} Termes. 17 h 30, le 30. Tél. : 01-45-61-53-00. De 120 F à 200 F.

RÉSERVATIONS

Les Trois Derniers Jours
de Fernando Pessoa
d'après Antonio Tabucchi.
Mise en scène de Denis Marleau, avec Paul Savoie, Daniel Parent et Daphné Thompson.
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18^e. M^{re} Abbesses. A partir du 3 décembre. 20 h 30, du mercredi au samedi. 15 heures, le dimanche. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F. Jusqu'au 13 décembre.

La Contrebasse
de Patrick Siskind.
Mise en scène de Philippe Ferran, avec Jacques Villaret.
Théâtre Marigny, Carré Marigny, Paris 8^e. M^{re} Champs-Élysées-Cle-menceau. A partir du 2 décembre. 20 h 30, du mardi au samedi. 15 h 30, le dimanche. Tél. : 01-42-25-20-74. 180 F et 250 F. Jusqu'au 15 février.

DERNIERS JOURS

30 novembre :
Dans la jungle des villes
ou l'Azilère-Monde
de Bertolt Brecht.
Mise en scène de Philippe Duclos, avec Nicolas Bouchaud, Eric Caravaca, Jeanne Casilas, Agathe Dronne, Jany Gastaldi, David Gouhier, Jean-Louis Griffield, Vincent Guédon, Daniel Martin, Nathalie Nambot, Nicolas Pierson et Antoine Régent.
Théâtre Gérard-Philipe, 53, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. 20 h 30, du mardi au samedi. 16 heures, le dimanche. Tél. : 01-48-13-70-00. 70 F^e et 110 F.
(* Tarif réduit).

مركز لامل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 30 NOVEMBRE - LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1997 / 27

FILMS DE LA SOIRÉE

- 21.10 **Pretty Woman** ■ De Garry Marshall (Etats-Unis, 1990, 125 min.) TSF
23.05 **La Dernière Marche** ■ De Tim Robbins (Etats-Unis, 1995, 119 min.) Canal +
23.05 **A Canterbury Tale** ■ De Michael Powell et Emeric Pressburger (Grande-Bretagne, 1944, N.V., 125 min.) Ciné Cinéma
- 23.05 **Le Dimanche de préférence** ■ De G. Tornatore, G. Bertolucci, M. T. Giordano et F. Barilli (France - Italie, 1990, 100 min.) Ciné Cinéma
- 1.05 **Smoke** ■ De Wayne Wang (Etats-Unis, 1995, v.o., 110 min.) Canal +
1.10 **Stanley et Livingstone** ■ De Henry King (Etats-Unis, 1939, N.V., 105 min.) Ciné Cinéma
- 2.35 **Spécial première** ■ De Billy Wilder (Etats-Unis, 1974, v.o., 100 min.) Ciné Cinéma
- 2.35 **Fury** ■ De Nagisa Oshima (Grande-Bretagne - Japon, 1982, v.o., 125 min.) Canal +
5.00 **Hommes, femmes, mode d'emploi** ■ De Claude Lelouch (France, 1996, v.o., 119 min.) Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

- DÉBATS**
0.00 **Spécial procs Papon**. Invités : Denis Peschanski, René Rémond. Histoire
- MAGAZINES**
19.00 **TV 4**. Invités : Jean-Pierre Elkabbach, Nicolas Sarkozy. Canal +
19.30 **Histoire parallèle**. 1947 : Les grèves en France. Invité : Marc Lize. Arte
21.00 **Le Magazine de l'Histoire**. Invités : Jacques Le Goff, Claude Auzias, Pierre Nora et Jean-Michel Gaffard. Histoire
21.45 **Metropolis**. Bilbo, Heinrich Heine. Entretien avec Kenzaburo Oe. Parcours : Su Tong. Arte
22.30 **Strip-tease**. Le destin de saur Jacqueline. SOS-Voyageur. France 3
23.55 **Musique et Cie**. Chants d'outre-temps. France 3
- DOCUMENTAIRES**
19.30 **Femmes et société**. J'ai neuf ans et je travaille. Têva
19.45 **Histoires de l'Ouest**. [26]. Les pionniers et la terre. Planète
20.45 **L'Aventure humaine**. Tentatives sur l'Asie : Alexandre le Grand à la conquête du monde. Arte
21.00 **Olivier Messiaen : L'héritage**. [39]. Muzik
21.35 **Histoires de la mer**. [67]. Les gardiens de la mer. Planète
22.05 **Artémide**. Portrait d'une femme ordinaire. Planète
- SPORTS EN DIRECT**
22.05 **Star Biographie**. Dept Moore. Ciné Cinéma
22.55 **Soveto : histoire d'un ghetto**. Planète
23.45 **Musique Planet**. Keppel Road : The Life and Music of the Bee Gees. Arte
- MUSIQUE**
0.10 **Coraux et poissons**. Joyaux de Kadhwajima. TMC
20.00 **SKL Coupe du monde**. descente messieurs. Eurosport
20.30 **Karting de Bercy**. Paris Première
20.10 **Harmonie Messiaen de Haydn**. Concert. Muzik
20.30 **Concert à La Chaise-Dieu**. Marie Silep. France Supervision
21.55 **Les Huguenots**. Opéra de Meyerbeer. Mises en scène de John Dew. Muzik
22.20 et 22.45 **Guitares**. Gerardo Nunez. El Bola. France Supervision
23.50 **Black Sessions**. Paris Première
- VARIÉTÉS**
20.55 **Surprise Party**. Le grand retour d'Alain Barrière. France 2
- TÉLÉFILMS**
19.00 **Mazzini**. De Victor Cardinal (5/6). Histoire
20.30 **Manhattan Alley**. De Debbie Allen. Ciné Cinéma
20.35 **Viens jouer dans la cour des grands**. De Caroline Huppert. Canal +

NOTRE CHOIX

● **19.20 Ciné Cinéma**
Mr. North
En 1926, un jeune universitaire gagne sa vie en donnant des leçons aux enfants des riches familles de Newport. Engagé dans une grande maison, il manifeste des dons de guérisseur. Adaptation d'un roman de Thornton Wilder préparée par John Huston avant sa mort, et réalisée par son fils Danny. Une manière de fable à la Capra, agréable à regarder.

● **23.05 Ciné Cinéma**
A Canterbury Tale
Tourné en 1944 (et diffusé en v.o.), ce film britannique réalisé par Michael Powell et Emeric Pressburger met en scène deux soldats et une jeune fille qui, pendant la seconde guerre mondiale, démasquent un magistrat paranoïaque.

● **23.45 Arte**
Musique Planet : Keppel Road
Avec Abba et les Village People, les Bee Gees sont sortis de l'oubli grâce au regain d'intérêt actuel, un tantinet snob, pour le kitsch et les paillardes des années 70. Mais on oublie souvent qu'avant d'être les emblèmes de l'invasion disco avec *Saturday Night Fever*, les frères Gibb se sont inspirés, parfois avec bonheur, des Beatles (les chansons *New York Mining Disaster 1941* ou *Tomorrow*). Les amateurs de pop, généralement rebutés par la voix de fausset hystérique que prend ensuite Barry Gibb et par des arrangements de plus en plus strupestes, s'arrêteront après l'évocation de cette période. Les amateurs de variétés internationales apprécieront les nouvelles versions qu'offrent, au cours de ce document, les Bee Gees de leurs succès, et surtout, un passage instructif les présentant en train de composer.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1**
19.05 **Beverly Hills**. Révélation des courses, Mété, Simple comme...
20.50 **T'es la marque du maillot ?** 23.05 **Hollywood Night**. A Séduction coupable.
0.35 **Formule foot**. 1.13 **Lumières sur un massacre**. 1.20 **TPI nuit**, Mété. 1.30 **Embarquement porte n°1**.
- FRANCE 2**
18.55 **Parce attaque...** Bordeaux. 19.50 et 20.45 **Trage du Loto**. 19.55 **Au nom du sport**. 20.00 **Journal**, A cheval, Mété. 20.55 **Surprise Party**. 21.10 **Lumières sur un massacre**. 21.15 **Du fer dans les épinards**. 0.50 **Journal**, Mété. 1.05 **La 29^e Heure**. Kiro's Story ou l'héritage d'une enfant du Vietnam.
- FRANCE 3**
18.55 **Le 19-20 de l'information**. 20.00 **Lumière sur un massacre**. 20.05 **Fa si la chanter**. 20.35 **Tout le sport**. 20.50 **Le Serre aux truffes**. Téléfilm de Jacques Audiard. 22.30 **Strip-tease**. Le destin de saur Jacqueline. SOS-Voyageur. 23.50 **Météo**, Soir 2. 23.55 **Musique et Cie**. Chants d'outre-temps. 0.55 **New York District**.
- CANAL +**
► En clair jusqu'à 20.35 19.00 **TV 4**. 20.05 **Les Simpson**. 20.30 **Le Journal du cinéma**. 20.35 **Viens jouer dans la cour des grands**. 22.15 **Flash Infos**. 22.20 **Jour de foot**. 22.30 **La Dernière Marche**. Film de Tim Robbins. 1.05 **Smoke**. Film de Wayne Wang (v.o.).

ARTE

- 19.00 **KTV**. 19.25 **Les Secrets du Nil**. 19.30 **Histoire parallèle**. 1947 : Les grèves en France. 20.20 **Le Dessous des cartes**. 20.30 **8 1/2 Journal**. 20.45 **L'Aventure humaine**. Tentative sur l'Asie. 21.45 **Metropolis**. 22.45 **Du rouge à lèvres sur ton col**. Feuilleté de Dennis Potter [66]. 23.45 **Musique Planet**. Keppel Road : The Life and Music of the Bee Gees. 1.20 **L'Or et le Sang**. Téléfilm de Giacomo Battiato [1/3].

M 6

- 19.05 **Turbo**. 19.40 **Warning**. 19.54 **6 minutes**, Mété. 20.35 **Hot forme**. 20.50 **Aux frontières du réel**. O Crime de mémoire. O Le baiser de Judas. 22.35 **Relation dangereuse**. Téléfilm O de Martin Davidson. 0.15 **Los Angeles Heat**. O La fin de la trêve. 1.00 **Dix films contre les mines antipersonnel**. 1.05 **Techno Max**, Techno Mix.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 **Compédie française**. Nathan le sage. Le Chevalier à la rose, de F. Strauss. 22.35 **Opius**. Manca 97 : Jon Hassel en portrait. 0.05 **Le Cal Salvati**. François Poylen, archéologue.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.00 **L'Opéra**. En direct de l'Opéra de Paris. Le Chevalier à la rose, de F. Strauss. 23.07 **Présentation la facture**. Miracourt : quelle renaissance ?

RADIO-CLASSIQUE

- 20.00 **Le Violoncelle Vladimir Repin**. 22.40 **Da Capo**. Robert Casadesu. Œuvres de Chopin, Chabrier, Casadesu, Scarlatti, De Falla.

FILMS DU JOUR

- 17.40 **Un si doux visage** ■ De Otto Preminger (Etats-Unis, 1952, N.V., 90 min.) Ciné Cinéma
- 17.45 **Next Stop Greenwich Village** ■ De Paul Mazursky (Etats-Unis, 1975, v.o., 110 min.) Ciné Cinéma
- 20.30 **Stanley et Livingstone** ■ De Henry King (Etats-Unis, 1939, N.V., 105 min.) Ciné Cinéma
- 20.30 **Perfect** ■ De James Bridges (Etats-Unis, 1985, 125 min.) RTL 9
- 20.35 **Australis** ■ De Jean-Jacques Andrien (Fr.-Bel., 1989, 115 min.) Ciné Cinéma
- 20.45 **Fort royal** ■ De Malcolm Mowbray (Grande-Bretagne, 1984, 95 min.) Arte
- 20.50 **Légitime violence** ■ De Serge Leroy (France, 1982, 100 min.) TF 1
- 21.00 **Hope and Glory** ■ De John Boardman (Etats-Unis, 1986, v.o., 115 min.) Paris Première
- 22.30 **Angie** ■ De Geoff Murphy (Etats-Unis, 1992, v.o., 100 min.) Ciné Cinéma
- 22.35 **La Scimmione** ■ De José Giovanni (France, 1972, 100 min.) TV 5
- 22.35 **Rolling Thunder** ■ De John Flynn (Etats-Unis, 1977, 95 min.) RTL 9
- 23.50 **Evergreen** ■ De Victor Sjöström (Grande-Bretagne, 1934, N.V., 95 min.) Ciné Cinéma
- 0.10 **Paris Palace Hôtel** ■ De Henri Verneuil (France - Italie, 1956, N.V., 105 min.) RTL 9
- 0.40 **L'extravagant M. Ruggles** ■ De Leo McCarey (Etats-Unis, 1934, N.V., 90 min.) France 3
- 1.05 **Copyleft** ■ De Jon Amiel (Etats-Unis, 1995, 140 min.) Canal +
- 1.25 **L'Eternel Retour** ■ De Jean Cocteau (France, 1943, N.V., 110 min.) Ciné Cinéma
- 2.00 **Un homme sans importance** ■ De Søren Krastmann (GB, 1994, 95 min.) Ciné Cinéma
- 3.25 **Irma Vep** ■ De Olivier Assayas (France, 1996, 80 min.) Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

- DÉBATS**
12.10 et 23.10 **Autour du Monde**. LCI
12.10 et 23.10 **Polemiques**. Invité : Dominique Strauss-Kahn. France 2
18.30 **Grand Jury RTL-Le Monde-LCI**. Dominique Voynet. LCI
20.00 **Spécial procs Papon**. Invités : Denis Peschanski, René Rémond. Histoire
23.15 **Dimanche soir**. Invité : François Léotard. France 3
- MAGAZINES**
9.30 **Journal de la création**. La Cinquième
10.55 **Droit d'auteurs**. Invités : Jean-Luc Hennig, Michel Chailion, Michel Crisp. La Cinquième
12.25 **Arts sur images**. Film sur Irak. Invité : Marine Jacquemin. Philippe Balland. La Cinquième
13.00 **Le Magazine de l'Histoire**. Invités : Jacques Marseille, Jacques Le Goff, Marc Lachiver. Histoire
13.10 **L'Hebdo**. Jean-Marc, dialogue avec le sida. RTBF 1
13.15 **Les Quatre Dromadaires**. Chroniques de l'Amazonie sauvage [7/12]. Une mère héroïque. France 3
14.20 **La Tête dans les nuages**. France 3
15.00 **Thalassa**. Surf faveles. TV 5
15.00 **Les Dossiers de l'Histoire**. Le Chénin des Dames : avril 1917. Histoire
16.15 **Faut pas rêver**. Sri Lanka : l'événement des sommets. France : les hortillonnages. Pologne : le village de bois. Invité : Yves-Marie Lucot. TV 5
16.25 **Le Sens de l'Histoire**. Lécier. La Cinquième
16.50 **Sud**. Invités : François Léotard ; Dominique Laguerre. TMC
16.55 **► Naturellement**. Le monde du National Geographic. Retour au fleuve oublié. France 2
19.00 **Public**. Invité : Laurent Fabius. TF 1
20.00 **Envoyé spécial**. Spécial médecines parallèles. TV 5
- SPORTS EN DIRECT**
15.00 **Karting**. 5^e Masters de Paris-Bercy. Eurosport
15.45 **Cyranosque**. Trophée Massilia : finales par appareil. France 3
20.15 **Football**. Championnat de D 1 : 20.30 Paris SG - Auxerre. Canal +
- MUSIQUE**
20.30 **Manon Lescaut**. France Supervision
21.00 **Championnat national de Bagad** 94. Muzik
22.35 **Les Nuits du New Morning**. Tulp Nago. France Supervision
22.55 **Brundisat**. Muzik
23.55 **Jazz à Vienne 1995**. Art Farmer et Benny Golson. Paris Première
0.55 **Concert à La Chaise-Dieu**. Marie Bigot. France Supervision

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
► Signifié dans « Le Monde »
■ On peut voir
■ On ne peut pas voir
■ Chef d'œuvre ou classiques
■ Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément, le code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable
A Accord parental indispensable
ou interdit, aux moins de 12 ans
C Public adulte
ou interdit aux moins de 16 ans
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément, le code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

NOTRE CHOIX

● **10.40 France 3**
La Croisée des chemins
De la tragédie d'Ouvéa au référendum

VOILÀ PRÈS DE DIX ANS que la Nouvelle-Calédonie s'efforce de cerner sa place. Dix ans d'un dialogue tenu, fragile, à remettre chaque jour sur le métier, mais qui creuse à la longue le sillon d'une communauté de destin. Dix ans pour pacifier la mémoire, dix ans pour dompter la colère née des massacres de Hienghène (décembre 1984) et d'Ouvéa (mai 1988), ce drame-alcémie qui a converti le désir de guerre en soi de paix. Un référendum d'autodétermination va, en 1998, sanctionner l'expérience. Que va-t-il en sortir ? Pour la énième fois dans son histoire, ce Caillou du Pacifique sud se retrouve à la « croisée des chemins ».

La formule n'est pas originale, mais elle résume bien l'ambition du documentaire d'André Waksman et Luc Laventure. Le film ne tranche pas à la manière d'un bulletin glissé dans une urne. Honnête et équilibré, adossé à un riche fonds documentaire (images d'archives, entretiens renouvelés au fil des années), il expose les acquis et les insuffisances des « accords de Matignon », le compromis signé en 1988 au lendemain de la tragédie d'Ouvéa. Les avancées sont connues : dialogue renoué, partage des richesses minières, formation de cadres kanaks. Les lacunes, elles aussi, ont déjà été diagnostiquées par d'autres, mais les auteurs les laissent à la parole : le paternalisme des Blancs n'a pas totalement disparu et, surtout, la jeunesse urbanisée - kanake, mais pas seulement - s'agit dans un désenchantement que les rythmes reggae ne soulagent que partiellement. Certains aspects sont probablement sous-traités, telle la fracture qui s'est ouverte entre les élus kanaks et les chefs coutumiers. Mais le film est d'un intérêt indéniable. Servi par les analyses subtiles du journaliste kanak Walles Kotra, un des intellectuels les plus brillants du territoire, il ne s'arrête pas au décodage des enjeux d'un rendez-vous électoral. Il pose les termes d'une question cruciale : comment les Kanaks peuvent-ils approuver une « modernité » chaque jour plus éhémère à l'heure de la mondialisation ?

Frédéric Bobin

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1**
13.20 **Le Rebelle**. 14.10 **Les Dessous de Palm Beach**. 15.55 **Rick Hunter**, inspecteur choc. 16.50 **Disney Parade**. 18.00 **Vidéo Gag**. 18.30 **30 millions d'amis**. 19.00 **Public**. Invité : Laurent Fabius. 20.00 **Journal**. Ma Coupe du monde. Révélation des courses, Mété, Simple comme... 20.50 **Légitime violence**. Film O de Serge Leroy. 22.30 **Ciné Cinéma**. 22.40 **Edouard et ses amis**. Film de Bruce Malmuth. 0.25 **Lumières sur un massacre**. 0.30 **TPI nuit**, Mété. 0.40 et 1.30 **Histoires naturelles**.
- FRANCE 2**
13.30 et 16.00 **Dimanche Martin**. 15.10 **Le Client**. 16.55 **► Naturellement**. Retour au fleuve oublié. 17.50 **Stade 2**. 18.45 **1 000 enfants vers l'an 2000**. 18.55 **Drucker's Co**. 19.30 **Stars'n'Co**. 20.00 **Journal**. 20.40 **A cheval**, Mété. 20.55 **Wolf**. Film O de Mille Nichols. 23.10 **Ballet for Life**. Ballet de Maurice Béjart. 0.10 **Journal**, Mété. 0.25 **Musiques au cœur**. Concours Long-Thibaud 1997. 1.40 **Savoir et ses amis**. Le monde dans tous ses états.
- FRANCE 3**
13.15 **Les Quatre Dromadaires**. 14.13 **Keno**. 14.20 **La Tête dans les nuages**. 15.15 **Sports dimanche**. 15.45 **Cyranosque**. 10^e Trophée Massilia. 17.25 **Conky**, un enfant pas comme les autres. 18.55 **Le 19-20 de l'information**. 20.01 et 23.00 **Météo**. 20.15 **Mister Bean**. 20.50 **Derrick**. 21.55 **Un cas pour deux**. Frères ennemis. 23.05 **Soir 3**. 23.10 **Lumière sur un massacre**. 23.15 **Dimanche soir**. 0.00 **Lignes de mire**. 0.40 **L'extravagant M. Ruggles**. Film de Leo McCarey (v.o.).
- CANAL +**
► En clair jusqu'à 14.00 13.35 **La Semaine des Guignols**. 14.00 **Dimanche en famille**. 14.05 **Des gens si bien élevés**. Téléfilm d'Alain Naton. 15.35 **Reboot III**. 15.55 **Blake et Mortimer**. ► En clair jusqu'à 17.15 16.45 **L'invasion des tatous**. 17.15 **Babylon 5**. 18.00 **Empire Records**. Film d'Alan Moyle. ► En clair jusqu'à 20.30 19.25 et 22.30 **Flash Infos**.

ARTE

- 19.35 **Ca cartoon**. 20.15 **Football**. Championnat de France D1. 20.30 **PSG - Auxerre**. 22.35 **L'équipe du dimanche**. 1.05 **Copyleft**. Film de Jon Amiel.
- LA CINÉMA/ARTE**
13.20 **Les Lumières du music-hall**. 13.55 **La Planète ronde**. 14.55 **Azalai**, la caravane de l'or blanc. 15.55 **Le Cinéma des effets spéciaux**. 16.25 **Le Sens de l'Histoire**. 17.50 **Le Journal du temps**. 18.00 **L'Aéropostale**. Téléfilm de Gilles Grangier [46]. 19.00 **Drôle de ciné**. 19.25 et 0.30 **Les Secrets du Nil**. 19.30 **Barbara**. De François Reichenbach. 20.30 **8 1/2 Journal**. 20.40 **► Soirée thématique**. Cochons et têtes de lard. 20.45 **Port royal**. Film de Malcolm Mowbray. 22.20 **Le Cochon de Gaston**. 22.45 **Tour de cochon**. 23.40 **Cochon sacré, cochon maudit**. 0.35 **Metropolis**. 1.35 **Deep into Dub**.

M 6

- 13.15 et 15.05 **Racines**. Téléfilm de David Greene et John Erman [5 et 6]. 16.45 **Plus vite que la musique**. 17.20 **Un si joli bouquet**. Téléfilm de Jean-Claude Sussfeld. 19.00 **Demain à la une**. 19.54 **6 minutes**, Mété. 20.05 **E = M =**. 20.35 et 1.15 **Sport 6**. 22.50 **Zone interdite**. Au cœur des urgences. 23.50 **Culture pub**. Le happening. Griffe de Michel Condry. 13.20 **Madame Claude**. Film Et de Just Jacquin. 1.20 **Dix films contre les mines antipersonnel**. 1.25 **Boulevard des clips**.

RADIO

- FRANCE-CULTURE**
18.55 **Culture physique**. 19.00 **Dimanche musicale**. 20.30 **La Route du Rock**, à Saint Malo. Atelier de création radiophonique. What's happening, Mr. Kaprow ? 0.05 **Radio archives**. Kerenak.
- FRANCE-MUSIQUE**
19.57 **► L'Atelier du musicien**. Éloge pour alto solo, de Stravinsky. 20.30 **Concert international**. Festival international de musique de Lucerne. Œuvres de Dvorák, Tchaïkovski. 22.00 **Vols souverains**. Leila Ben Sedra, soprano. 23.07 **Transversales**.

RADIO-CLASSIQUE

- 20.00 **Soirée lyrique**. L'opéra, au l'amour conjugal, opéra de Beethoven. 22.20 **Les Rôles de travestis à l'opéra**.

A tue et à toi

par Pierre Georges

AU MOINS le « tueur » annoncé n'avance-t-il pas masqué ? Ernest-Antoine Seillière, EAS pour les proches, candidat au fameux titre de patron des patrons, comme il en est du champion des champions, a dégainé vendredi. Faisant campagne en terre bisontine, il n'a pas hésité à annoncer la couleur : « L'affaire des 35 heures doit permettre aux entrepreneurs de déstabiliser Lionel Jospin ». Il a conseillé aux mêmes, pour ce faire, de « harceler les décideurs administratifs et politiques ».

Voilà un dialogue social qui s'annonce sous les meilleurs auspices. Comme un mauvais roman policier, EAS117 contre l'empire du rose ! Un dialogue de rupture. Car aussi bête, les gazettes nous rappellent qu'Ernest-Antoine et Lionel sont des copains de trente ans. Qu'ils fient leurs humanités ensemble, et même un bout de Quai d'Orsay en commun. Qu'ils étaient, l'un et l'autre, des meneurs en farces et attrapes. Et, même, qu'ils se tutoyaient et se tutoient encore. La vie sépare ceux qui se tutoient. En route, donc, vers ce combat à « tue et à toi » du preux baron des Aciers contre le prince des Sondages.

Nous voilà bien. Heureusement, il n'est pas que des bruits d'armures pour animer nos samedis. La preuve, cette nouvelle en provenance des renseignements généraux. Sur décision de notre ministre de l'Intérieur, la sous-section oreilles de compteurs des RG, l'Office central de sondages et statistiques (OCSS), va, lui, plutôt désarmer. Autrement dit, les RG ne feront, à l'avenir, plus de sondages, officiels ou officieux, en période électorale. Ils ne sonderont plus les reins et les cœurs sur les in-

tentions, déterminations et fureurs électives. Cela met un terme à trente-trois ans d'activités durant lesquelles l'OCSS connut des fortunes diverses. Parfois, ces braves sondeurs de l'ombre tombaient juste. Bien plus souvent qu'on ne le dit ou le raille. Parfois, aussi, dans le souci combien humain de ne pas désespérer les commanditaires ou de ne pas déplaire au Prince, ils se mirent le parapluie dans l'œil jusqu'aux baleines.

Que le sondeur n'ayant jamais fauté... Bref, l'OCSS a vécu. Ne le moquons point trop, à défaut de le regretter vraiment. Quant à dire, comme on le fait place Beauvau, que cette interruption des sondages marque la fin des activités « purement politiques » des RG, on demande à voir. Ne serait-ce que notre propre dossier, s'il existe - ne nous vantons pas ! - à la section presse des mêmes RG. Comme ce serait bien d'apprendre enfin, de la bouche du cheval, ce que l'on a pensé, voté, fait, défait, « méfait ». Qui l'on a fréquenté. Quelle douteuse cause l'on a épousée et quel mauvais coup l'on a fomenté. Quelles opinions l'on a osé prêter et quels soupçons pesent sur notre cas penable.

Donc, encore un effort, juste un effet de votre bonté, MM. des RG, pour un pauvre bère dans l'ignorance de ce qu'il est vraiment. Et pour le reste, si la chronique devait avoir quelque utilité, ce sera pour tenir le registre méticuleux des choses et gestes. Signalons alors que Jacques Chirac a soixante-cinq ans aujourd'hui. Qu'il les fêtera en famille. Et que ses collaborateurs lui ont offert, vendredi, un objet en bois d'art primitif africain, symbolisant l'âme de l'univers.

Le conseil exécutif du CNPF invitera les patrons à élire le 16 décembre M. Seillière à leur tête

L'instance patronale se réunit lundi sur fond de polémique avec le gouvernement à propos des 35 heures

ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE a déclaré, vendredi 28 novembre, devant les patrons franc-comtois réunis à Besançon, que « l'affaire des 35 heures doit permettre aux entrepreneurs de déstabiliser Lionel Jospin ». D'establisser ? « Nous avons la possibilité de déstabiliser, comme on jure, celui qui se sent très fort », a expliqué le président de la Compagnie générale d'industries et de participation (CGIP), ajoutant que M. Jospin est « un remarquable professionnel de la politique ».

Le candidat favori à la présidence du CNPF a conseillé aux entrepreneurs de « harceler les décideurs administratifs et politiques, qui ont tous les moyens de faire ce qu'ils veulent, pour leur faire prendre conscience de la diversité des entreprises et des énormes problèmes posés par les 35 heures ». Il estime que l'« oubryette » - ainsi baptise-t-il l'incitation financière prévue pour encourager le passage aux 35 heures - « aboutira à une quasi-nationalisation partielle » des entreprises.

La veille, Bertrand Collomb,

PDG du groupe Lafarge, se disait hostile aux « expérimentations » des 35 heures, en présence du ministre de l'économie Dominique Strauss-Kahn, qui lui remettait le prix du Manager de l'année, décerné par Le Nouvel Economiste.

« COMBAT »

« Les chefs d'entreprise sont inquiets lorsqu'ils voient la France s'orienter vers des expérimentations que je ne me hasarderai pas à qualifier », déclarait-il dans un clin d'œil aux propos de Jacques Chirac. Ce dernier avait mis en garde contre « le mirage des expérimentations hasardeuses » lors du sommet des Quinze sur l'emploi, à Luxembourg, le 20 novembre.

Le 27 novembre, encore, le responsable du dossier des retraites au CNPF, Francis Bazile, annonçait qu'il y aurait « opposition » et « combat » de la part de l'organisation patronale si le gouvernement décidait « des restrictions par rapport à la loi Thomas sur les fonds de pension ». La veille, la délégation des employeurs à la Commission des accidents du travail et des

maladies professionnelles avait claqué la porte, indiquant que le gouvernement souhaite transformer cet organisme paritaire en « simple chambre d'enregistrement ». Les représentants du patronat (CNPF, CGPME, UPA) déclaraient se « retirer », après le refus du gouvernement d'entériner les propositions sur les taux des cotisations des employeurs pour 1998.

Le conseil exécutif du CNPF, qui doit se réunir lundi 1^{er} décembre et inviter les membres de l'organisation patronale à voter pour M. Seillière le 16 décembre, sait tout le profit qu'il peut tirer de ces mouvements d'humeur. La « base », analyse-t-on au siège du CNPF, ne peut qu'apprécier ces gestes, elle qui reproche si souvent à l'appareil patronal son inaction.

GARDER LA TÊTE FROIDE

Faisant le pari inverse, Martine Aubry a déclaré, vendredi à Strasbourg, que c'est « aux chefs d'entreprise d'apprécier seuls si une réduction du temps de travail peut leur permettre d'améliorer » leur

compétitivité. Et la ministre a rétorqué à M. Seillière : « Je pense que le président du CNPF n'a pas à dicter aux chefs d'entreprise ce qu'ils ont à faire ».

Approuvant la teneur libérale « musclée » des orientations tracées par M. Seillière, le conseil exécutif pourrait cependant être tenté d'inviter le futur président du CNPF à garder la tête froide sur la forme. Jean-Marie Messier, président de la Compagnie générale des eaux, premier employeur privé de France, déclarait cette semaine à propos du débat sur les 35 heures, qu'il n'y a « rien de plus terrible que les positions frontales de refus et l'incapacité de dialoguer ». Il ajoutait, devant quelque deux cents dirigeants d'entreprise réunis par l'Union patronale de Paris, qu'il faut « prendre garde à ce que certaines positions ne soient pas caricaturées ». Sinon, poursuivait-il, « nous ferions subir en quelques mois à l'image de l'entreprise un retour en arrière de vingt ou trente ans ».

Caroline Monnot

M. Gaysot annonce une table ronde sur la sécurité dans les transports publics

LE MINISTRE de l'équipement et des transports, Jean-Claude Gaysot, a annoncé vendredi 28 novembre, à Dijon, la tenue « dans les tout prochains jours » d'une table ronde sur la sécurité dans les transports publics. Cette table ronde devrait réunir les ministres de l'emploi et de l'Intérieur, les organisations chargées des transports publics ainsi que les syndicats et les associations d'utilisateurs. Elle sera destinée « à établir un diagnostic » et « à arrêter des mesures concrètes et opérationnelles », a souligné M. Gaysot.

La visite du ministre à Dijon a eu lieu alors que les employés de la Société de transport public de l'agglomération dijonnaise (STRD) observaient une grève de vingt-quatre heures pour manifester contre l'insécurité dont sont victimes conducteurs et passagers. A Orléans, où les conducteurs de bus ont lancé un préavis de grève pour samedi 29 novembre, le préfet a annoncé la mise en place d'une escorte policière dans les zones sensibles.

Le groupe britannique ITN reprend 49 % d'Euronews


LE GROUPE britannique ITN, contrôlé à 25 % par Reuters Plc., a repris les 49 % du capital d'Euronews, chaîne européenne d'information en continu, détenus jusqu'alors par Alcatel-Alsthom. La transaction a été finalisée, vendredi 28 novembre, au siège de la compagnie financière Edmond de Rothschild, a annoncé Euronews. Au terme de cette cession, 51 % du capital d'Euronews restent détenus par dix-huit télévisions publiques européennes, dont France Télévision. A l'avenir, la chaîne européenne devrait s'ouvrir aux langues russe et néerlandaise. Selon ITN, le montant du rachat s'est établi à 5 millions de livres (environ 50 millions de francs), soit moins de la moitié du prix payé par Alcatel en 1995 : 115 millions de francs. Euronews conservera son siège à Ecully, dans la banlieue lyonnaise.

DÉPÊCHES

■ SNCF : le trafic ferroviaire devait être perturbé ce week-end dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en raison d'une grève des contrôleurs de la région de Marseille, décidée vendredi 28 novembre à la suite de l'agression de deux de leurs dans un TGV. Le mouvement a été lancé jusqu'à dimanche 8 heures. Des perturbations sont à prévoir samedi pour les TGV et les trains grandes lignes, tandis que seul un train express régional (TER) sur quatre circulera.

■ CHINE : Pékin lancera en 1998 une campagne destinée à améliorer l'information sexuelle de la population, indique samedi 29 novembre le *China Daily*. Cette campagne vise à encourager « plus de gens à suivre la politique de contrôle des naissances », déclarent les autorités. Afin de ralentir la croissance de sa population de plus de 1,22 milliard d'habitants, la Chine a imposé la politique de l'enfant unique, assez bien suivie dans les grandes villes et moins dans les campagnes. - (AFP)

■ ISRAËL : cinq soldats de Tsahal ont été blessés samedi 29 novembre à l'aube par une attaque à l'explosif menée par le Hezbollah pro-iranien dans la zone occupée par Israël au Liban sud, a indiqué la radio de l'Armée du Liban sud (ALS, milice pro-israélienne). Depuis le début de l'année, trente-neuf soldats israéliens ont été tués au Liban, le bilan le plus lourd depuis 1985. - (AFP)



ABERLOUR
ESTD 1879

L'ESPRIT DU MALT DEPUIS DES SIÈCLES.

« LA BOUCHE DU ROYAL... QUEL MURMURE... TELLE EST LA SIGNIFICATION D'ABERLOUR EN GAÉLIQUE. C'EST PEUT-ÊTRE POUR SON NOM MARQUE QUE SAINT DROSTAN CHOISI D'Y INSTALLER SA COMMUNAUTÉ À L'ÉPOQUE ORIGINALE. BIEN DES SIÈCLES PLUS TARD, C'EST LA PURETÉ DE L'EAU DE CETTE SOURCE PLUS QUE LA POÉSIE DU NOM QUI CONDUIT JAMES FLEMING À CHOISIR CE LIQUIDE D'EXCEPTION POUR Y PRODUIRE SON GRAND SINGLE MALT. »

PURE SINGLE HIGHLAND MALT.

À L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.